



Le **nouvel** Economiste

“Savoir aujourd’hui pour comprendre demain”



N°2212 | HEBDOMADAIRE

WWW.LENOUVELECONOMISTE.FR

VENDREDI 29 MARS 2024 | 5 €

Alerte sur la dette

Les vérités budgétaires
d'un "vieux sage" p. 8

À CONTRE-COURANT
JEAN-PIERRE PATAT

Élections législatives

Fin de l'anonymat
des dons aux partis
politiques en Inde p. 8

CHRONIQUES DU MAHABHARATA,
CHARLY SALKAZANOV

“Don le fauché”

Donald Trump, vedette
d'un thriller financier p. 10

BIDEN POWER,
ANNE TOULOUSE

Sur les pas d'Orphée

François Cheng résiste à
la fureur du monde p. 11

QUAND LA CHINE S'EST ÉVEILLÉE,
PAUL-HENRI MOINET

DOSSIERS

Affacturation confidentiel

Le charme
de la discrétion p. 14



Conditions de vie au travail

Propreté en entreprise,
nouvel enjeu RH p. 16

GRAND PARIS

L'actualité des départements
d'Ile-de-France p. 18

ANNONCES LEGALES

P. 22
Tél. 01 75 444 117 - lenouveleconomiste.fr
annonceslegales@nouveleconomiste.fr

L 12925 - 2212 - F: 5,00 €



La plateforme de messagerie de niche est devenue une source d'informations primordiale et un moyen d'organisation, y compris lors de crises géopolitiques et humanitaires.

Telegram, la liberté d'expression sans limite

Le projet d'entrée en bourse de la plateforme de messagerie pourrait se heurter aux critiques quant à son utilisation par les criminels

HANNAH MURPHY, MAX HARLOW
ET DE RAYA JALAB, FT

Chaque jour, la chaîne Telegram 'Gun Shop America' publie auprès de ses quelque 26 000 abonnés un flux continu de photographies de marchandises illicites à vendre. Récemment, on a pu y voir un pistolet Glock 9 mm avec ses munitions pour 500 dollars, de la cocaïne bolivienne pour 1 000 dollars les 30 grammes et des cartes

bancaires frauduleusement clonées pour 5 000 dollars.

Le propriétaire, anonyme, de la chaîne écrit sur son fil d'actualité: "Continuez à passer vos commandes", invitant ses abonnés à lui envoyer directement un message pour effectuer un achat en bitcoins ou en dollars américains. Il entrecoupe ses annonces de photos de piles d'argent et de captures d'écran avec les messages enthousiastes de clients satisfaits... p. 2

La France dans le rouge

L'antidote à l'assommoir fiscal

La réponse aux 5,5 % de déficits du PIB est dans la hausse du taux d'emploi et non du taux d'impôts

ECONOMIE ET POLITIQUE,
LA CHRONIQUE DE JEAN-MICHEL LAMY

La reprise se fait attendre. Le reflux des déficits publics attendra. Mais

trop, c'est trop. Une jauge officielle à 5,5 % du PIB en 2023 sort de l'épuration. Par avance, l'Élysée avait sonné le branle-bas de la mobilisation anti-dette. Aussitôt les politiques de

tous bords brandissaient la trousse d'urgence "hausse des impôts". Les plus "intellos", marqués à gauche, parlent de "bataille culturelle" en faveur de la taxation des hauts

revenus. Les plus "académiques" militent pour un impôt sur la fortune européenne. L'agitation fiscale gagne jusqu'aux rangs de la majorité présidentielle... p. 4

23,4 % du PIB contre 11,5 %

Le travail plus taxé que la consommation en France

Ce constat donne un argument à ceux qui plaident en faveur de l'instauration d'une "TVA sociale"

MÉCOMPTE PUBLICS,
FRANÇOIS ECALLE

La Commission européenne a publié récemment la répartition des prélèvements obligatoires dans les pays de l'Union européenne en 2022 selon qu'ils pèsent sur le capital, sur le travail ou sur

la consommation. La précédente chronique en tirait des enseignements pour ce qui concerne la fiscalité du capital, et celle-ci examine cette fois les prélèvements sur le travail et la consommation. L'écart de 6,0 points en 2022 par rapport au taux moyen des prélèvements obligatoires dans... p. 10

exaprint
Imprimez au-delà de vos idées
Imprimerie en ligne à Montpellier depuis 1998
www.exaprint.fr
Scannez-moi pour découvrir notre large gamme de produits

Telegram, la liberté d'expression sans limite

Le projet d'entrée en bourse de la plateforme de messagerie pourrait se heurter aux critiques quant à son utilisation par les criminels

Chaque jour, la chaîne Telegram 'Gun Shop America' publie auprès de ses quelque 26 000 abonnés un flux continu de photographies de marchandises illicites à vendre. Récemment, on a pu y voir un pistolet Glock 9 mm avec ses munitions pour 500 dollars, de la cocaïne bolivienne pour 1 000 dollars les 30 grammes et des cartes bancaires frauduleusement clonées pour 5 000 dollars.

Le propriétaire, anonyme, de la chaîne écrit sur son fil d'actualité: "Continuez à passer vos commandes", invitant ses abonnés à lui envoyer directement un message pour effectuer un achat en bitcoins ou en dollars américains. Il entrecoupe ses annonces de photos de piles d'argent et de captures d'écran avec les messages enthousiastes de clients satisfaits. "Ne vous endormez pas, les gars, Noël approche, allons-y!"

Crime organisé et liberté d'expression

Gun Shop n'est qu'un parmi dizaines de milliers de groupes et de canaux Telegram que suivent les experts en criminologie et en cybersécurité. Selon eux, l'application de réseau social est devenue le nouveau "dark web", où les criminels et les cyberpirates se vantent effrontément d'échanger des services illicites sans en subir aucune conséquence.

"Telegram est le média social du crime organisé", déclare Haywood Talcove, directeur général de la division gouvernementale de LexisNexis Risk Solutions, qui a suivi de nouveaux moyens de fraude ciblant les systèmes gouvernementaux américains, selon lui devenus "viraux" sur la plateforme parmi certaines communautés de pirates informatiques. "C'est presque le Far West."

L'explosion de la criminalité sur Telegram n'est qu'une facette de l'ascension plus large et vertigineuse de la plateforme ces dernières années: d'application de messagerie de niche, elle est devenue une source d'information primordiale et un moyen d'organisation, y compris lors de crises géopolitiques et humanitaires telles que la guerre entre la Russie et l'Ukraine ou le conflit entre Israël et le Hamas.

Depuis sa création en 2013, le directeur général de Telegram, Pavel Dourov, né en Russie, a cherché à présenter la plateforme comme une alternative aux plateformes des Big tech, en l'axant sur la protection de la vie privée, à l'abri de toute ingérence gouvernementale. Il insiste sur le fait qu'il s'agit d'un refuge résistant à la censure pour les citoyens vivant sous des régimes



À mesure que Telegram se développe et se monétise grâce à la publicité, et alors que l'entreprise se prépare à faire son entrée en bourse, éventuellement aux États-Unis, elle sera soumise à une pression croissante pour discipliner son versant obscur

répressifs, tels que la Biélorussie, l'Iran et Hong Kong.

"Sur certains marchés, Telegram est l'une des rares plateformes libres où les gens peuvent encore s'exprimer", explique Pavel Dourov. Il indique que la plateforme compte 900 millions d'utilisateurs actifs mensuels, contre 500 millions au début de l'année 2021, l'Asie étant son plus grand marché.

Pavel Dourov, 39 ans, accorde rarement des interviews aux médias; la dernière remonte à 2017. Leader pragmatique, il préfère le titre de "chef de produit" à celui de CEO. Fait remarquable, Telegram ne compte qu'une cinquantaine d'employés à temps plein, dont une équipe de 30 ingénieurs d'élite triés sur le volet. "Aucune fonctionnalité n'est lancée sans ma totale implication", affirme Pavel Dourov. Grâce à de nouvelles fonctions de diffusion semblables à celles de Twitter et à une approche de la modération qui ne laisse rien au hasard, Telegram est devenu un porte-voix pour les dirigeants du monde entier – en particulier les "hommes forts". Le président ukrainien Volodymyr Zelensky s'en sert, ainsi que de très officiels ministères russes et même des groupes militants comme le Hamas. Il attire également les personnes sans foi ni loi, les propagateurs de désinformation, les théoriciens du complot et les extrémistes qui fuient les restrictions plus strictes imposées aux rivaux de Telegram, tels que Facebook de Meta et YouTube de Google. Les experts avertissent qu'il est de plus en plus utilisé à des fins de propagande par les gouvernements dont les citoyens espèrent s'informer grâce à ce réseau.

Basée à Dubaï, Telegram a pu échapper à la plupart des contrôles réglementaires et des exigences

des autorités qui ont touché des plateformes similaires dans la Silicon Valley ces dernières années. "À Dubaï, le gouvernement ne nous dérange pas", explique Pavel Dourov, qui qualifie l'émirat de "neutre".

Mais à mesure que Telegram se développe et se monétise grâce à la publicité, et alors que l'entreprise se prépare à faire son entrée en bourse, éventuellement aux États-Unis, elle sera soumise à une pression croissante pour discipliner son versant obscur.

"Les investisseurs devraient s'inquiéter du milieu criminel et des problèmes d'intégrité plus larges de Telegram", déclare Jeff Allen, cofondateur et directeur de la recherche de l'Integrity Institute, un groupe de réflexion américain.

Alors que les régulateurs mondiaux se rapprochent, "un réveil brutal attend Telegram, qui va devoir respecter des mesures de confiance, de sécurité et d'intégrité élémentaires dont il est très éloigné aujourd'hui", ajoute-t-il.

Pavel Dourov, fondateur atypique

À bien des égards, Pavel Dourov ressemble à n'importe quel entrepreneur milliardaire de la Silicon Valley. Malgré une fortune déclarée de 11,5 milliards de dollars, il porte religieusement un costume intégralement noir sur-mesure, conformément au dogme attribué à Mark Zuckerberg, fondateur de Meta, selon lequel le minimalisme permet d'accroître la productivité. Il suit la mode habituelle en matière de forme physique. Chaque matin au réveil, "sans exception", dit-il, il se lance dans 200 pompes et 100 abdominaux avant de prendre un bain glacé. Au fil des ans, il n'a cessé d'insister sur le fait qu'il

était un libertarien pur et dur en matière de liberté d'expression.

Mais ce qui distingue Pavel Dourov des cadres de la Silicon Valley, c'est son expérience personnelle de l'oppression qui, selon lui, a jeté les bases de sa vision pour Telegram. Selon ses dires, lui et son frère Nikolai ont d'abord développé Telegram comme un "outil privé" leur permettant de communiquer lorsqu'il n'existait pas d'autres applications de messagerie sécurisée. (Les révélations d'Edward Snowden sur la surveillance de masse des Américains par les services de renseignement américains les ont incités à rendre l'application publique en 2013, en mettant l'accent sur son utilisation en tant que plateforme de messagerie anti-surveillance, utilisant les technologies de cryptage pour protéger les messages des regards indiscrets des gouvernements.)

Cependant, Pavel Dourov, qui a également cofondé le réseau de médias sociaux le plus populaire de Russie, VKontakte (VK), a été contraint en 2014 de fuir Saint-Petersbourg après avoir refusé de partager les données de certains utilisateurs ukrainiens de VK avec le FSB, le service de sécurité de la fédération de Russie. Il a vendu sa participation dans l'entreprise à des oligarques favorables au Kremlin, ce qui, combiné à sa fortune en cryptomonnaies, lui a permis de voyager et de financer Telegram avant de s'installer à Dubaï.

En 2018, il a de nouveau refusé à Moscou l'accès à certaines données d'utilisateurs, provoquant l'interdiction de la plateforme en Russie. De manière embarrassante pour le Kremlin, cette interdiction a été contournée par Telegram grâce à certaines manœuvres techniques. Le Kremlin a levé l'interdiction deux ans plus tard, mais pour

certains, la réputation de Telegram avait été consolidée en tant qu'application de choix pour la liberté d'expression, tandis que Pavel Dourov était considéré comme un combattant de la liberté doté d'une grande ingéniosité en matière de codage.

"Cette confiance en Telegram est une confiance en la personne de [Pavel] Dourov – [on pense] qu'il fera tout pour préserver la liberté d'expression", déclare Aleksandra Urman, chercheuse à l'université de Zurich qui a étudié l'extrémisme sur la plateforme.

Du tchat privé au "web3"

Cette approche a contribué à stimuler la croissance de Telegram. L'application, qui se concentrait à l'origine sur le "secret des conversations", intègre désormais des dizaines de nouvelles fonctionnalités chaque année, notamment une interface personnalisable, des outils de partage de fichiers volumineux, des groupes pouvant compter jusqu'à 200 000 membres et des canaux de diffusion unilatérale de messages – avec un nombre illimité d'abonnés.

En interne, Pavel Dourov, qui considère Meta comme son plus grand concurrent, a suivi la mentalité de la vieille école des start-up, qui consiste à "aller vite et tout casser" ["move fast and break things"]. Il a constitué une mystérieuse petite équipe d'ingénieurs à Dubaï en organisant des concours de programmation en ligne et en recrutant les gagnants, quels que soient leur âge, leur lieu de résidence ou leur expérience antérieure.

Une équipe de sept administrateurs système seulement gère les plus de 80 000 serveurs appartenant à l'entreprise et répartis dans le monde entier, ce qui, selon Pavel Dourov, nécessiterait normalement des centaines de personnes. "L'équipe n'avait pas d'autre choix que d'automatiser les processus à l'extrême, explique Pavel Dourov. Voilà ce qui nous a permis de réduire considérablement les coûts."

Après avoir levé environ 2 milliards de dollars de financement par emprunt au cours des dernières années, Telegram a tenté de se monétiser, principalement en introduisant une plateforme publicitaire et des revenus d'abonnement. Pavel Dourov assure que l'entreprise est presque rentable après deux ans d'introduction progressive de son offre publicitaire sur certains marchés.

Le pitch commercial à plus long terme de Telegram consiste à se présenter comme un guichet unique permettant aux développeurs de créer des applications d'e-commerce, de jeux vidéo et de

cryptomonnaie sur la plateforme, devenant ainsi l'une des rares entreprises grand public à adopter la technologie décentralisée "web3".

Cet écosystème sera soutenu par la blockchain TON. Elle a initialement été développée par l'équipe de Telegram et a attiré des investisseurs russes individuels et institutionnels, entre autres, mais est maintenant développée indépendamment de l'entreprise par une communauté open source, à la suite des problèmes de réglementation qu'a rencontrés le projet aux États-Unis.

Pavel Dourov espère ainsi atteindre "un milliard d'utilisateurs actifs mensuels d'ici douze à quatorze mois".

Ces projets interviennent alors que Telegram s'apprête à faire son entrée en bourse, une stratégie qui lui permettra de s'étendre et d'éviter les fusions ou les ventes. Pavel Dourov estime que les fondateurs doivent garder le contrôle pour éviter de "sacrifier [leurs] valeurs".

Des liens avec la Russie ?

Toutefois, pour séduire les investisseurs, occidentaux en particulier, il faudra peut-être répondre aux critiques alléguant que le Kremlin a encore des liens avec Telegram ou exerce une influence sur la société. Ils notent que, peu après l'interdiction abrupte de Telegram par la Russie en 2020, les ministères et les hauts fonctionnaires russes se sont empressés de s'installer sur la plateforme.

Pavel Dourov parle volontiers de sa routine matinale pour rester en forme, mais il évite de répondre lorsqu'on lui demande son opinion sur le président Vladimir Poutine ou sur le conflit entre la Russie et l'Ukraine. Il ajoute qu'il est "très important pour le monde de conserver Telegram comme une plateforme neutre".

Il réfute les rapports sur ses liens avec le Kremlin en les qualifiant de "théories du complot", soulignant que la plateforme n'a pas de "sources de financement liées à la Russie", ni de bureaux, d'employés ou d'équipements dans le pays. La majorité de ses obligataires sont des fonds internationaux basés au Royaume-Uni et aux États-Unis, ajoute-t-il.

"Je pense que, pour quiconque a suivi mon histoire, mes expériences, la série d'événements qui m'ont amené à quitter la Russie il y a plus de dix ans, il est évident que de telles théories ne sont pas crédibles", déclare-t-il.

"Il y a deux ans, je pouvais vraiment m'énerver et me mettre à souligner les incohérences ou les inexactitudes des articles. Mais je me suis rendu compte [à mesure que nous évoluions] que c'est inévitable. Nous verrons de plus en plus d'histoires de ce genre, provenant de toutes sortes d'acteurs."

Certains obligataires en sont satisfaits. "Pavel Dourov a bien réussi à rompre les liens avec la Russie. Il a fait tout ce qu'il fallait", déclare l'un d'entre eux, sous couvert d'anonymat. Ils ajoutent qu'il s'est montré

"créatif pour trouver de nouvelles sources de revenus" et qu'il a déjà conclu un important contrat publicitaire. "Je suis très optimiste sur le fait qu'il s'agira d'une entreprise de 100 milliards de dollars", poursuit la source anonyme.

Les annonceurs sur la réserve face aux contenus toxiques

Néanmoins, les critiques se demandent si Telegram dispose d'un système de contrôle adéquat pour attirer la publicité et les investisseurs grand public. Des études montrent que la plateforme est devenue un foyer d'activités criminelles.

"Telegram soutient et facilite le crime en ligne et hors ligne dans le monde entier - il peut s'agir de fraude, de vente d'armes à feu, de drogue, ou même de traite humaine", explique David Maimon, professeur au département de justice pénale et de criminologie de la Georgia State University, qui surveille et infiltre des milliers de groupes et de canaux criminels sur Telegram depuis 2019, dont 10 000 aux États-Unis.

Un récent rapport du 'New York Times' a révélé que Telegram abritait des discussions entre pédophiles avoués qui échangeaient des informations.

Pavel Dourov affirme que Telegram modère activement les activités criminelles sur les parties publiques de la plateforme et supprime "des millions de contenus nuisibles" chaque jour. Il répond aux signalements des utilisateurs et utilise de manière proactive un logiciel de modération à apprentissage automatique personnalisé pour signaler les contenus illicites, ajoute-t-il. Mais certains doutent que les annonceurs soient disposés à dépenser leurs budgets de médias sociaux sur une plateforme qui reste plus risquée que les autres. "Telegram va vraiment avoir du mal à trouver des annonceurs prêts à associer leurs marques au contenu toxique qui abonde sur la plateforme", déclare Jeff Allen de l'Integrity Institute, notant que les annonceurs ont retiré des millions de dollars de X d'Elon Musk pour des raisons similaires. *Le manque d'intégrité de la plateforme limite considérablement les possibilités de revenus de Telegram.*

Au cœur de la guerre de l'information

De plus en plus, Telegram est devenu un outil de communication en temps de guerre, mais aussi un champ de bataille dans la guerre de l'information.

Selon les chercheurs, c'est souvent la plateforme où des affirmations douteuses sont diffusées avant de se répandre ailleurs. La propagande est omniprésente. Au cours de la guerre entre la Russie et l'Ukraine, des dizaines de chaînes diffusant des informations non vérifiées, prétendument gérées par des "initiés" anonymes du gouvernement russe, sont devenues de plus en plus importantes et influentes.

C'est la seule plateforme qui continue à permettre à des groupes militants liés à l'Iran d'opérer et de diffuser leur contenu - notamment le Hamas, le Hezbollah et diverses milices irakiennes. La société affirme que les chaînes axées sur les conflits en cours à Gaza ou en Ukraine "se sont avérées indispensables pour les journalistes, les chercheurs, les vérificateurs de faits et les organisations de défense des droits de l'homme qui cherchent à évaluer de manière indépendante ces événements au fur et à mesure qu'ils se déroulent". Les experts avertissent que le Hamas et d'autres militants palestiniens ont fait de Telegram une arme. Le 7 octobre, lors de son attaque contre Israël, le Hamas a diffusé des images et des vidéos horribles sur la plateforme, ce que

"Telegram va vraiment avoir du mal à trouver des annonceurs prêts à associer leurs marques au contenu toxique qui abonde sur la plateforme"

les experts ont qualifié d'"acte de guerre psychologique" à l'encontre des citoyens israéliens, qui ne disposaient d'aucune contre-information officielle dans les jours qui ont suivi l'invasion.

Le mois dernier, la presse israélienne a révélé qu'une unité de guerre psychologique des Forces de défense israéliennes (FDI) avait géré une chaîne Telegram non autorisée intitulée "72 Virgins - Uncensored" ["72 vierges - non censuré", ndt], qui diffusait à l'intention de ses propres citoyens des contenus explicites et violents, tels que des vidéos de cadavres de membres présumés du Hamas.

Le règlement de la communauté publié par Telegram en matière de modération est sommaire. Il interdit le spam et les escroqueries, la pornographie illégale et la promotion de la violence sur "les canaux Telegram visibles par le public". Les règles stipulent également que Telegram bloquera les chaînes terroristes, ayant finalement succombé aux pressions pour supprimer les groupes publics de Daech en 2019 ainsi que les groupes d'extrême droite américains qui ont utilisé la plateforme pour se mobiliser avant l'attaque du 6 janvier contre le bâtiment du Capitole en 2021.

Des règles de modération trop floues

L'entreprise dispose d'une petite équipe d'une dizaine de personnes, ainsi que de plusieurs centaines de

modérateurs contractuels externes pour veiller au respect de son règlement. Mais des questions subsistent sur la manière dont Pavel Dourov, qui est responsable en dernier ressort de la prise de décision en matière de modération, applique les politiques.

"La modération n'est jamais facile, et parfois nous ne sommes pas prêts pour certains événements qui se déroulent en temps réel et qui se produisent très rapidement. Je dirais même que dans des moments comme ceux-ci, personne n'est prêt", explique-t-il. En général, les utilisateurs nous disent de ne pas commencer à censurer les contenus, comme tel a été le cas pour Israël."

Suite aux pressions exercées récemment pour supprimer les chaînes du Hamas, certaines d'entre elles ont vu leur accès à la plateforme restreint. Mais d'autres restent en ligne. L'une d'entre elles, Hamasps, qui compte 111 000 followers, ne semble être interdite que si l'on y accède via des appareils Apple ou Android, mais elle reste disponible pour ceux qui y accèdent par le web. D'autres sont accessibles sur Android mais pas sur Apple, par exemple, ce qui suggère que la plateforme répond aux demandes spécifiques des app stores plutôt que de bloquer l'accès en raison de son propre règlement. Le site 'Wired' a été le premier à signaler ces différences.

"Nous ne savons pas exactement ce qui est censé être retiré. Nous ne savons pas quelles mesures s'appliquent ni à quel moment. Telle chaîne est-elle entièrement retirée, est-elle 'géobloquée' dans un certain pays, est-elle uniquement disponible sur le web, et non sur Apple ou Android ?" relève Aleksandra Urman.

Elle note qu'il y a également eu plusieurs "décisions politiquement douteuses", qui ont "terni" la réputation de Pavel Dourov comme "héros de la liberté d'expression". Il s'agit notamment de la suppression d'un bot géré par le défunt leader de l'opposition au Kremlin, Alexei Navalny, qui donnait des recommandations sur la manière dont les Russes devaient voter pour évincer les politiques du parti de Vladimir Poutine. Telegram a déjà attribué ces cas à la pression exercée par les app stores.

Pavel Dourov assure que la plateforme n'a jamais transmis de données de chats privés aux gouvernements. En réponse aux critiques, il a décidé d'étiqueter certaines fausses informations plutôt que de les supprimer, arguant que le retrait de contenu tend à renforcer les théories du complot. "Ce qui était considéré comme une théorie du complot hier peut devenir le point de vue officiel aujourd'hui. Et en tant que plateforme, vous ne serez pas toujours en mesure de suivre les changements", explique-t-il.

Certains rejettent totalement le point de vue de Pavel Dourov. "La liberté d'expression sans restriction est une mauvaise idée", souligne Samuel Woolley, expert en propagande et professeur assistant à l'université du Texas à Austin. Il

estime que "des groupes puissants et très organisés" disposent des ressources et du savoir-faire technique nécessaires pour coopter Telegram afin de manipuler l'opinion, par exemple.

"Telegram et d'autres plateformes comme elle sont des outils essentiels pour la liberté d'expression et la démocratie. Mais il n'en reste pas moins vrai que ce sont aussi de formidables outils de contrôle et de coercition."

HANNAH MURPHY, MAX HARLOW ET DE RAYA JALAB, FT

Chiffres clés

900 millions : le nombre d'utilisateurs actifs mensuels de Telegram, selon son fondateur, contre 500 millions début 2021

11,5 milliards de dollars : le patrimoine déclaré par le fondateur et CEO de Telegram, Pavel Dourov, né en Russie.

© 2024 Syndicated articles from The Financial Times Limited. All Rights Reserved. Not to be redistributed, copied or modified in anyway. Le nouvel Economiste is solely responsible for providing this translated content and the Financial Times Limited does not accept any liability for the accuracy or quality of the translation.

Le nouvel Economiste

Affaires publiques, Entreprises, Economie sociale

Journal d'analyse et d'opinion paraissant le vendredi

12, rue Notre-Dame des victoires 75002 Paris

E-mail: prenom.nom@nouveleconomiste.fr
Abonnements: abonnements@nouveleconomiste.fr

Henri J. Nijdam,
directeur de la publication et de la rédaction
henri.nijdam@nouveleconomiste.fr

Rédaction en chef : Jean-Michel Lamy, Édouard Laguer, Philippe Plassart - **Journalistes, chroniqueurs & éditorialistes :** www.lenouveleconomiste.fr - **Coordination dossiers :** Marie-Line Lybrecht - **Secrétariat de rédaction :** Aurélie Percheron - **Edition Web & Print :** Clément Guéraud 01 76 21 40 84, Anaïs Russo - **Marketing & développement :** Joséphine Picot, Gustave Cozzolino, Carla Reibaud - **Diffusion :** Filomena Dos Santos Rodrigues, Thibaud Tancrede 01 58 30 83 64 - **Publicité :** Direction commerciale: Jonathan Grain 01 75 444 111 - Sandra Grain, Sophie Vinceneux, Benoît Cochet - **Services de formalités & secrétariat juridique :** MaLegalTech: 01 75 444 106 - **Annonces légales, juridiques et judiciaires :** Juripresse - Antoine Wiczorek 01 75 444 116 - **Gestion :** Isabel Martins 01 75 444 104

Société Nouvelle du Nouvel Économiste S.A. au capital de 37 000 euros. Président : Bruno Ledoux ; directeur général, Alexandre Almajeanu. Principal actionnaire : BLHM, MB Participations. - Financière Nouvel Eco, S.A. au capital de 4 098 590 euros, une participation de Media Capital S.A. : Président, directeur général: Henri J. Nijdam. Administrateurs: Alexandre Almajeanu, Jean-René Tancrede. Imprimerie-RAS, 6 Av. de Tissonvilliers, 95400 Villiers-le-Bel. Dépôt légal: janvier 1993. Numéro de commission paritaire: 0727 C 85258. ISSN: 0395-6458.







Ne pas jeter sur la voie publique

La France dans le rouge

L'antidote à l'assommoir fiscal

La réponse aux 5,5 % de déficits du PIB est dans la hausse du taux d'emploi et non du taux d'impôts

ECONOMIE ET POLITIQUE,
LA CHRONIQUE DE JEAN-MICHEL LAMY

La reprise se fait attendre. Le reflux des déficits publics attendra. Mais trop, c'est trop. Une jauge officielle à 5,5 % du PIB en 2023 sort de l'épure. Par avance, l'Élysée avait sonné le branle-bas de la mobilisation antidette. Aussitôt les politiques de tous bords brandissaient la trousse d'urgence "hausse des impôts".

La survie d'une France dans le rouge ne devra rien à la chasse aux riches, mais tout à un taux d'emploi progressant de 5 à 10 %

Les plus "intellos", marqués à gauche, parlent de "bataille culturelle" en faveur de la taxation des hauts revenus. Les plus "académiques" militent pour un impôt sur la fortune européenne. L'agitation fiscale gagne jusqu'aux rangs de la majorité présidentielle. Alors qu'il y a sous les pieds des pouvoirs publics un vrai gisement anti-déficits. Sous réserve de changer de focale pour s'en apercevoir.

Un projet de société, voire de nouvelle société

Le leader du Modem, François Bayrou, devant sa formation tenant congrès à Blois, en a tracé la piste. Il a cherché à calmer les troupes en affichant la nécessité de "transformer le modèle social pour inciter davantage à l'essor de l'emploi". Voilà le cœur de la stratégie Macron. Voilà un projet de société, voire de nouvelle société. Les mécaniciens de l'extrême penchés sur des tours de vis à donner sur telle strate de dépense publique ou sur telle tranche fiscale pourraient trouver là une aire de repos. La survie d'une France dans le rouge ne devra rien à la chasse aux riches, mais tout à un taux d'emploi progressant de 5 à 10 %. En Europe du Nord, le taux d'activité professionnelle par rapport à la population en âge de travailler approche les 80 % contre 68 % dans ce pays. Arriver au niveau de l'Allemagne changerait la donne. En voici la portée: "si le taux d'emploi de la France remontait au niveau, plus élevé, des pays de l'OCDE, le PIB monterait d'environ 10 % et le déficit public serait réduit de 5 points. Ce qui créerait des marges de manœuvre pour investir davantage, notamment pour la transition énergétique ou l'aide aux relocalisations industrielles". Signature Patrick Artus, conseiller chez



Selon Natixis, si le taux d'emploi de la France remontait au niveau des pays de l'OCDE, le PIB monterait d'environ 10 % et le déficit public serait réduit de 5 points.

Natixis. Au bas mot, il s'agirait à volume constant de 130 milliards d'euros supplémentaires rentrant chaque année dans les caisses de Bercy.

"Qu'attendez-vous pour agir?" est-on en droit de demander à un gouvernement qui détient en magasin l'arme anti-déficits publics par excellence. Eh bien, il est sur la brèche. Le Premier ministre, Gabriel Attal, fait "plancher" l'équipe ministérielle, réunie en séminaire ce 27 mars, précisément sur les multiples façons de muscler le marché du travail. Encore faut-il prendre conscience des obstacles à franchir en regard du parcours "comptes publics". Encore faut-il prendre la mesure de la capacité de l'exécutif à imposer ou non de vraies solutions face à des oppositions accros au manque tous azimuts de "moyens".

La longue traîne de l'héritage de la dépense sociale

Bruno Le Maire, l'homme aux deux "quoi qu'il en coûte" (Covid-19 et crise énergétique), rêve "d'une prise de conscience collective" sur la nécessité d'une discipline budgétaire. En réalité, il va se heurter à un double inconscient collectif. Celui lié au poids de l'héritage des comptes publics. Celui de la schizophrénie du personnel politique. Aux sources de la dérive de la dette tricolore coule la longue traîne de la dépense sociale. Dans 'L'Économie française 2024' (La Découverte), l'OFCE (Observatoire français des conjonctures économiques) relève le rôle croissant de la "protection" et des collectivités locales. En moins de quarante ans, de 1980 à 2019, la hausse de quasiment 9 points de PIB de dépenses publiques est due pour 46 % à l'augmentation de la part des administrations de Sécurité

sociale, pour 30 % à celle de l'État et pour 21 % à celle du millefeuille territorial.

Entre 2020 et 2022, l'OFCE précise que le gonflement de 2,9 points de la facture publique correspond à 58 % aux chèques de l'État et à 40 % à ceux de la sphère sociale. L'institut résume: "au niveau agrégé l'essentiel de la hausse de la dépense publique entre 1980 et 2022 est lié à celle des prestations sociales et autres transferts". Ces chiffres démontrent que l'État régalién est loin de s'être octroyé la part du lion, à la différence des autres postes en expansion permanente. La déshérence déplorée par ailleurs pour les services publics civils et militaires ne devrait étonner personne. La question de l'efficacité restant entière - indépendamment du délaissement budgétaire.

Dans un article coup de poing consacré aux grandes économies avancées, l'économiste Olivier Passet (Xerfi Canal) conclut: "le maintien coûte que coûte de la paix sociale devient insoutenable". Il assure que les transferts nets de l'État ne cessent de croître dans les revenus des ménages. En France, le maintien du niveau de vie est corrélé aux 24,8 % de PIB consacré à la protection sociale et aux 9,2 % affectés à la santé (chiffres de 2021). L'Hexagone enregistre le record mondial d'un total de 34 % de sa richesse nationale dirigée vers le soutien à ses administrés par rapport à l'Italie à 31 %, à une Allemagne limitée à 29,5 % ou à un Royaume-Uni plafonné à 27,9 %. Dans le même temps, la France est largement au-dessus de la mêlée pour ses records de déficits.

Le simplisme des oppositions

Ce panorama fonctionne comme un immense filet bloquant dans la tête des leaders politiques

d'opposition. Aucun ne détecte des motifs de vraies économies ni dans le champ social ni dans le champ régalién. Le pouvoir se retrouve bien isolé dans son absence de dialogue au sein du Palais-Bourbon. Côté Insoumis, ceux-ci naviguent toujours, selon la députée Charlotte Leduc, sur "les 100 milliards qui échappent chaque année aux finances publiques" et qu'il suffit de récupérer. Comme si cet argent une fois pris se renouvelait chaque année! L'annulation de la dette est toujours le mantra. Les riches feront l'appoint.

Côté RN, Jordan Bardella, le président, s'abrite derrière l'idée lumineuse que "le véritable moyen de rembourser la dette, c'est de créer de la croissance". Marine Le Pen est plus circonstanciée. Face au mur de la dette, la présidente des députés RN table sur 16 milliards d'euros d'économies annuelles provenant d'une gestion différente de l'immigration, sur la "recréation d'une économie de production enracinée" (sans chiffrage à la clé), sur 15 milliards annuels issus de la lutte contre la fraude fiscale et sociale. La crédibilité de tels objectifs manque pour le moins d'expertises disponibles. Seul le sénateur LR Bruno Retailleau a livré sur Sud Radio une pensée secourable en suggérant de "supprimer des postes de fonctionnaires et de couper dans les dépenses sociales".

Le paramètre travail, le dernier phare à large visibilité

Comment dans ces conditions rendre infranchissable la ligne rouge de la Macronie sur le refus d'ouvrir la déferlante des taxations? Gabriel Attal a tenté une parade lors de la présentation de résultats historiques contre les tromperies des contribuables. "Il est plus juste d'augmenter la pression sur les fraudeurs que d'augmenter les impôts sur les Français", a-t-il argumenté. Le Premier ministre a indiqué qu'en 2023 les mises en recouvrement de fraudes fiscales ont atteint le summum de 15,2 milliards et que la fraude sociale repérée a passé pour la première fois la barre des 2 milliards d'euros.

En marge du Conseil européen, Emmanuel Macron répète que la France "doit être responsable en termes de finances publiques, qu'elle fait le choix d'investir sur l'avenir, sur les services publics, sur les transitions, et que pour ce faire on fait des réformes". À juste titre, la Macronie peut se prévaloir du bien-fondé de ces choix. Malgré la suppression aventureuse de la taxe d'habitation,

les ajustements sur la fiscalité du capital ont plutôt bien fonctionné, en rétablissant une parité concurrentielle avec les États voisins. La lente décompression des impôts de production a sa légitimité.

La valeur travail est le dernier phare à large visibilité, comme le montre le recul de l'âge de la retraite. La baisse du chômage est un succès. Aujourd'hui, il faut conforter cet acquis par de vraies avancées sur le travail des seniors et la gestion de l'assurance-chômage. Ce sont les petits cailloux susceptibles de renverser la vapeur sur la baisse des recettes fiscales. L'antidote à l'assommoir fiscal!

Un enchaînement néfaste derrière le mur de la dette

À ce stade, Bruno Le Maire reste bien esseulé avec son petit paquet de 10 milliards d'euros d'économies en 2024 et la promesse de 20 milliards en 2025. Chacun pressent que c'est insuffisant et, qui plus est, personne n'en veut. Mais pour passer du "rabort" à une vision d'ensemble, il faut regarder en face des enchaînements plus dramatiques. Le mur de la dette cache un cercle d'impossibilités. Le recul persistant de la productivité couplé à la faiblesse du taux d'emploi déprime le PIB. Ce qui entraîne une insuffisance de recettes fiscales et de profits au sein du tissu productif. Ce qui à son tour bride investissements publics et privés. "À l'impossible nul n'est tenu", dit le proverbe. Eh bien, messieurs et mesdames les politiques, faites mentir les proverbes.

Il faut de vraies avancées sur le travail des seniors et la gestion de l'assurance-chômage. Ce sont les petits cailloux susceptibles de renverser la vapeur sur la baisse des recettes fiscales.

Le vrai du faux

Leçon d'économie sur le marché des sacs de luxe de seconde main

Il est miné par des contrefaçons indétectables et les asymétries d'information entre vendeurs et acheteurs

Une contrefaçon se repère à des kilomètres. Les portefeuilles "Prado" en plastique, disposés sur des draps de lit sur les trottoirs de Canal Street à New York, ne ressemblent vraiment que de loin à ceux qui sont en vente dans la boutique Prada de Soho. Les faux sacs Chanel qu'ils côtoient sont bosselés, difformes et sentent un peu l'essence. Tenter de faire rapidement de l'argent en achetant un tel sac et en le faisant passer pour authentique – peut-être auprès d'un petit magasin de consignment local – ferait sourire.

Contrefaçons et asymétries d'information

Mais c'est une tactique de petit joueur. Aujourd'hui, l'explosion de la demande, les progrès techniques et une forme pure et simple d'opportunisme ont transformé le marché de l'achat et de la vente de sacs de luxe. LVMH, un conglomérat français du secteur du luxe, a vendu pour environ 10 milliards d'euros



Les revenus tirés de la revente de sacs et de vêtements de luxe s'élèvent aujourd'hui à environ 200 milliards de dollars par an.

Le marché des sacs de luxe d'occasion est aujourd'hui suffisamment vaste, fréquenté et complexe pour que les personnes désireuses d'acheter un véritable sac à main risquent de se faire escroquer

d'articles en cuir en 2013. En 2023, le chiffre est monté à 42 milliards d'euros, soit une augmentation de 320 % en seulement dix ans. (En comparaison, l'économie mondiale n'a progressé que de 30 % sur la même période.) Les plateformes de revente spécialisées, telles que RealReal et Vestiaire Collective, se sont rapidement développées. Les revenus tirés de la revente de sacs et de vêtements de luxe s'élèvent aujourd'hui à environ 200 milliards de dollars par an. Les fabricants de contrefaçons ont donc eux aussi redoublé d'efforts. Des femmes se réunissent désormais dans des groupes Reddit [site communautaire américain de discussion ndt] pour contrôler la qualité des sacs qu'elles commandent en Chine via WeChat. Appelés "superfakes" par le "New York Times", ces contrefaçons sont souvent parfaites, jusqu'à reprendre le nombre exact de points de couture de chaque côté des carrés qui composent le sac matelassé caractéristique de Chanel (jusqu'à 11, apparemment). Ils coûtent environ un dixième du prix normal.

Ainsi, le marché des sacs de luxe d'occasion est aujourd'hui suffisamment vaste, fréquenté et complexe pour que les personnes désireuses d'acheter un véritable sac à main risquent de se faire escroquer. Il devrait donc intéresser les économistes qui s'interrogent depuis longtemps sur le fonctionnement des marchés lorsqu'il existe des "asymétries d'information", c'est-à-dire lorsque le vendeur d'un bien en sait plus que l'acheteur sur la qualité de ce dernier. Ce sujet a fait l'objet d'un article intitulé "The Market for Lemons" [Le marché des citrons, ndt], qui portait sur le marché des voitures d'occasion [aux États-Unis, les voitures d'occasion de mauvaise qualité sont appelées "lemons" (citrons), ndt]. Publié par George Akerlof en 1970, il lui a valu le prix Nobel 31 ans plus tard.

Marchés de citrons, loi de Gresham et sacs à main

Dans le modèle de George Akerlof, il n'existe que quatre types de voitures: les voitures neuves et les voitures d'occasion, les bonnes voitures et les mauvaises voitures. Les voitures neuves valent plus que les voitures d'occasion,

et les bonnes voitures devraient valoir plus que les mauvaises. George Akerlof part du principe que le propriétaire d'une voiture apprendra à l'usage si son véhicule est un "citron". Ce qui n'est pas évident à déterminer pour un acheteur potentiel. Le prix négocié sera donc le même, que la voiture soit bonne ou mauvaise, et ce prix tiendra compte de la possibilité qu'il s'agisse d'un citron. Incapables d'obtenir un prix équitable, les vendeurs de bonnes voitures se retireront, ce qui fera encore baisser les prix. Ainsi entre en piste la loi de Gresham: tout comme la mauvaise monnaie chasse la bonne, les citrons chassent les voitures solides. Le marché des voitures d'occasion décentes risque alors de disparaître complètement. Il n'est pas difficile de faire le parallèle avec le marché des sacs à main de luxe: les sacs sont soit neufs, soit d'occasion; ils sont soit vrais, soit faux. Le vendeur sait s'il a acheté son sac dans une boutique de la Cinquième Avenue, s'il l'a commandé via WeChat ou s'il l'a récupéré sur Canal Street, mais l'acheteur potentiel ne le sait pas.

Pour remédier à ce genre de situation, il est utile de faire appel à des tiers indépendants capables de juger de la qualité d'un produit. Il est souvent plus facile de vendre une voiture d'occasion par l'intermédiaire d'un mécanicien ou d'un concessionnaire, par exemple, qui sera alors en mesure de fournir une garantie à un acheteur moins averti. De nombreuses marques de luxe fournissent des cartes d'authenticité lors de la vente de leurs sacs, afin que les clients puissent prouver la qualité de leur achat. La vérification de ce type d'indices, et d'autres encore, est attendue de la part des plateformes de revente de produits de luxe, car elles sont censées fournir des services de vérification de l'authenticité.

Chanel monte au créneau

Pourtant, la tâche est de plus en plus difficile. C'est ce qui est apparu clairement en janvier, lors du procès intenté par la maison de haute couture française Chanel contre What Goes Around Comes Around (WGACA), un magasin d'articles vintage situé à New York. Chanel a apporté la preuve que WGACA, qui se présente comme offrant une "garantie d'authenticité à 100 %", a pu vendre des contrefaçons. En 2012, 30 000 cartes d'authenticité, qui sont incluses dans chaque sac Chanel, ont été volées dans l'entrepôt de l'un des fabricants de la société. Aucun sac n'a disparu. Leurs numéros de série ont ensuite été annulés dans la base de données de Chanel. Joseph Bravo, cadre de la société, a déclaré que la police de Florence, en Italie, lui a demandé par la suite d'identifier l'une de ces cartes qui avait été glissée dans un faux sac. Chanel a fourni la preuve que 50 sacs dont les numéros de série avaient été annulés avaient fini par être vendus par WGACA. Le 6 février, le jury a donné raison à Chanel en lui accordant 4 millions de dollars de dommages et intérêts pour violation du copyright et autres infractions. Chanel poursuit également RealReal pour la commercialisation de contrefaçons, ce que la plateforme de revente nie. "Le verdict d'aujourd'hui ne portait pas sur la vente de contrefaçons", a déclaré Seth Weisser, fondateur de WGACA, mais sur le fait de vendre des articles qui ont été invalidés dans la base de données de Chanel." Il maintient

ainsi la garantie à 100 % de l'authenticité des produits vendus par son entreprise. Mais cette décision sème le doute sur ce qui est vendu. Si même les professionnels ne sont pas dignes de confiance, alors à qui se fier? Selon la théorie des citrons, le marché des sacs à main d'occasion pourrait s'effondrer.

L'effondrement prochain du marché?

Personne ne devrait se réjouir d'une telle issue. Les plateformes de revente sont perdantes pour des raisons évidentes. Mais les marques y perdent aussi. Un marché de la revente robuste fournit une raison supplémentaire d'acheter un sac de luxe. Alors qu'un t-shirt blanc est un bien de consommation pure, susceptible d'être utilisé jusqu'à ce qu'il soit usé et jeté, un sac à main de qualité a des caractéristiques qui se rapprochent davantage de celle d'une voiture: le produit est un actif qui se déprécie au fil du temps, mais qui conserve sa valeur. (Il peut aussi coûter à peu près autant qu'une voiture). L'effondrement du marché serait également un coup dur pour les acheteurs. Les problèmes de citrons contrarient les économistes parce qu'ils empêchent les acheteurs et les vendeurs enthousiastes de voitures et de sacs à main de parfaite qualité de conclure des accords qui profiteraient à chacune des parties. Chanel a prouvé qu'il était difficile pour des tiers d'authentifier ses produits. Il serait peut-être judicieux que l'entreprise utilise ses vastes ressources pour trouver un moyen plus sûr de le faire.

THE ECONOMIST

Si même les professionnels ne sont pas dignes de confiance, alors à qui se fier? Selon la théorie des citrons, le marché des sacs à main d'occasion pourrait s'effondrer.

Cash out

Le 'private equity' a un problème de cash

Les distributions de liquidités sont au plus bas, il n'est donc pas étonnant que les investisseurs protestent

Quel est le rendement de vos investissements en private equity? Il est facile de répondre à cette question pour d'autres catégories d'actifs, comme les obligations ou les actions cotées en bourse. Il suffit de connaître le prix payé à l'achat, le prix actuel et le temps écoulé entre les deux. Il est moins évident de calculer les rendements des investissements en capital-investissement. Des capitaux sont affectés à ces investissements, mais ils ne sont "appelés" que lorsque la société d'investissement a trouvé un projet. Il y a peu d'informations sur la valeur de l'investissement. Les liquidités sont restituées sous forme de montants forfaitaires à intervalles irréguliers.

TRI, MOM et DPI

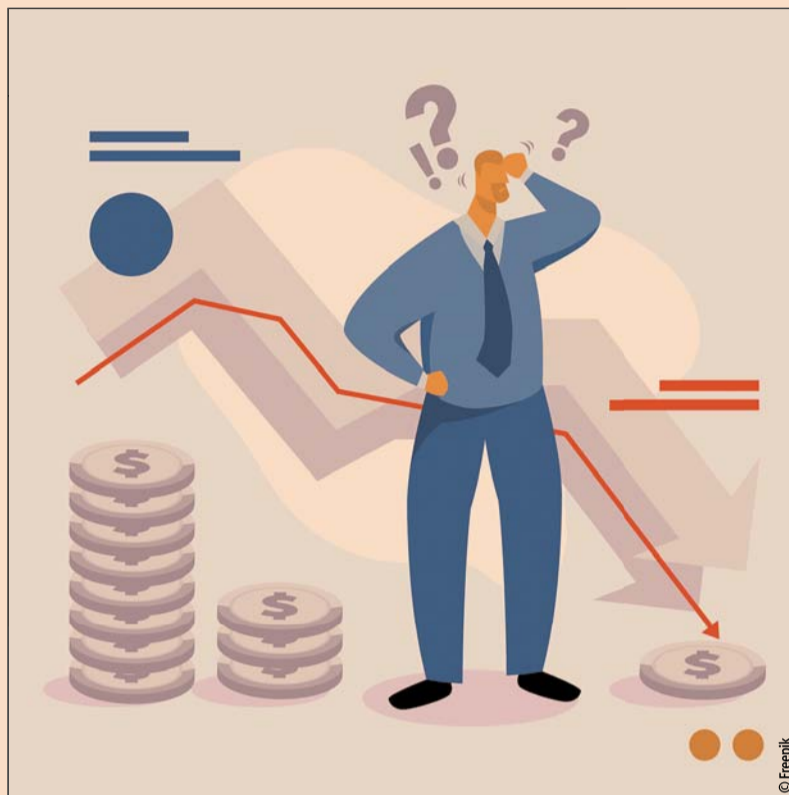
Les investisseurs, appelés "limited partners", disposent d'une panoplie de mesures. Il y a le TRI (le taux de rentabilité interne, calculé à partir des rendements d'un projet spécifique, IRR en anglais), le multiple of money, ou MOM (la valeur estimée d'un fonds, en tant que "multiple de l'argent" injecté dedans) et une douzaine d'autres encore. Toutes présentent des lacunes. Certaines reposent sur des évaluations privées des actifs, qui peuvent être flatteuses; d'autres

ne tiennent pas compte du coût du capital. Mais pinailler sur ces mesures semble superflu tant que l'une d'entre elles reste élevée: les distributions de liquidités mesurées en tant que part du capital investi, connues sous

Au cours des vingt-cinq dernières années, les sociétés de capital-investissement ont distribué chaque année environ 25 % de la valeur des fonds. Mais les distributions en 2022 ont chuté à seulement 14,6 %. En 2023, elles ont même chuté à 11,2 %.

le nom de "DPI" [Distributed to Paid-In Capital, ndt]. Il s'agit de l'argent que les sociétés de capital-investissement transfèrent chaque année aux fonds de pension et aux fonds de dotation universitaires qui investissent dans ces sociétés, en tant que part des liquidités que ces investisseurs ont versées. Contrairement au TRI ou au MOM, il est difficile à manipuler et prend en compte les frais importants facturés pour l'accès aux fonds.

Au cours des vingt-cinq dernières années, les sociétés de capital-investissement ont distribué chaque année environ 25 % de la valeur des fonds. Mais selon



Certains des meilleurs rendements enregistrés par le capital-investissement l'ont été lorsque les gestionnaires pouvaient racheter des entreprises pour une bouchée de pain. Or, ces deux dernières années, les opportunités de ce type ont été rares.

la banque d'investissement Raymond James, les distributions en 2022 ont chuté à seulement 14,6 %. En 2023, elles ont même chuté à 11,2 %, leur niveau le plus bas depuis 2009. Les investisseurs s'impatientent. Il est désormais possible d'acheter des pull-overs et des t-shirts portant le slogan "DPI is the new IRR" sur Amazon. Selon l'agence de presse Bloomberg, un investisseur s'est récemment présenté à la réunion annuelle d'une société de capital-investissement vêtu d'un tel vêtement.

Chute du DPI, logique mais inquiétant

Il est compréhensible que le DPI ait chuté. La hausse des taux d'intérêt a entraîné une baisse de la valeur des actions. Les gestionnaires de fonds d'investissement privés peuvent choisir le moment où ils vendent les entreprises de leur portefeuille. Pourquoi vendraient-ils dans un marché baissier? Les voies possibles de sortie des investissements, telles que l'introduction en bourse d'une entreprise ou sa vente à une autre société, ont été pratiquement fermées. Dans les années qui ont suivi la bulle Internet, qui a éclaté en 2000, et la crise financière mondiale de 2007-2009, les distributions provenant d'investissements privés ont chuté de la même manière. Toutefois, cette chute pourrait s'avérer plus dommageable que les précédentes, et ce pour plusieurs raisons. Tout d'abord, les allocations de

capital-investissement ont augmenté. Les fonds de pension dépendent des flux de revenus - dividendes des entreprises qu'ils détiennent, paiements de coupons d'obligations et, désormais, distributions de capital-investissement - pour effectuer les versements aux retraités. Il y a une ou deux décennies, une année de vaches maigres dans le secteur du capital-investissement n'aurait pas eu beaucoup d'importance. Aujourd'hui, les choses ont changé.

Des opportunités d'investissement trop rares

Deuxièmement, les périodes de vaches maigres précédentes ont coïncidé avec la rareté des autres opportunités d'investissement pour les fonds de pension et les fonds de dotation universitaires, et avec l'abondance des opportunités pour les gestionnaires de fonds de capital-investissement. Certains des meilleurs rendements enregistrés par le capital-investissement l'ont été après des crises ou l'éclatement de bulles, lorsque les gestionnaires pouvaient racheter des entreprises pour une bouchée de pain. Or, ces deux dernières années, les opportunités de ce type ont été rares. Les taux d'intérêt étant élevés, il a été difficile d'obtenir des financements; les valorisations ont certes baissé, mais elles ne se sont pas effondrées. En conséquence, les entreprises disposent d'un montant record de 2600 milliards de dollars de "poudre sèche", c'est-à-dire de

capitaux engagés par les investisseurs mais non encore investis. Dans le même temps, les fonds de pension sont impatients d'acheter davantage d'obligations, en raison des rendements élevés qui sont désormais proposés.

Scénario optimiste

Comment cette situation peut-elle se résoudre? Les marchés boursiers atteignent des sommets historiques et les valorisations sur les marchés privés tendent à suivre celles des marchés boursiers. Le pipeline des IPO se remplit à vue d'œil. Les sorties deviennent possibles. Si tout cela se poursuit, les distributions pourraient bien commencer à abonder. Mais il ne s'agit là que d'un scénario futur. La vigueur récente du marché s'explique en grande partie par le succès des plus grandes entreprises technologiques, qui ont été dopées par l'enthousiasme suscité par les effets de l'intelligence artificielle sur les bénéficiaires. En outre, les fonds de capital-investissement ont tendance à détenir des entreprises de soins de santé et d'entretien de la maison, plutôt que des entreprises de logiciels. En outre, l'inflation américaine semble inquiétante, ce qui laisse présager des taux plus élevés. Les investisseurs en private equity ne pourront se détendre que lorsqu'ils auront à nouveau leurs liquidités en main.

THE ECONOMIST

© 2024 The Economist Newspaper Limited. All rights reserved. Source The Economist, traduction Le nouvel Economiste, publié sous licence. L'article en version originale: www.economist.com.

ART. PARIS

Fragiles utopies
Un regard sur la scène française

Art & Craft

04-07
avril 2024

Grand Palais
Éphémère
Champ-de-Mars

Découvrez la liste des 136 galeries
d'Art Paris 2024

PARTENAIRE PREMIUM OFFICIEL

artparis.com

L'enfer des autres

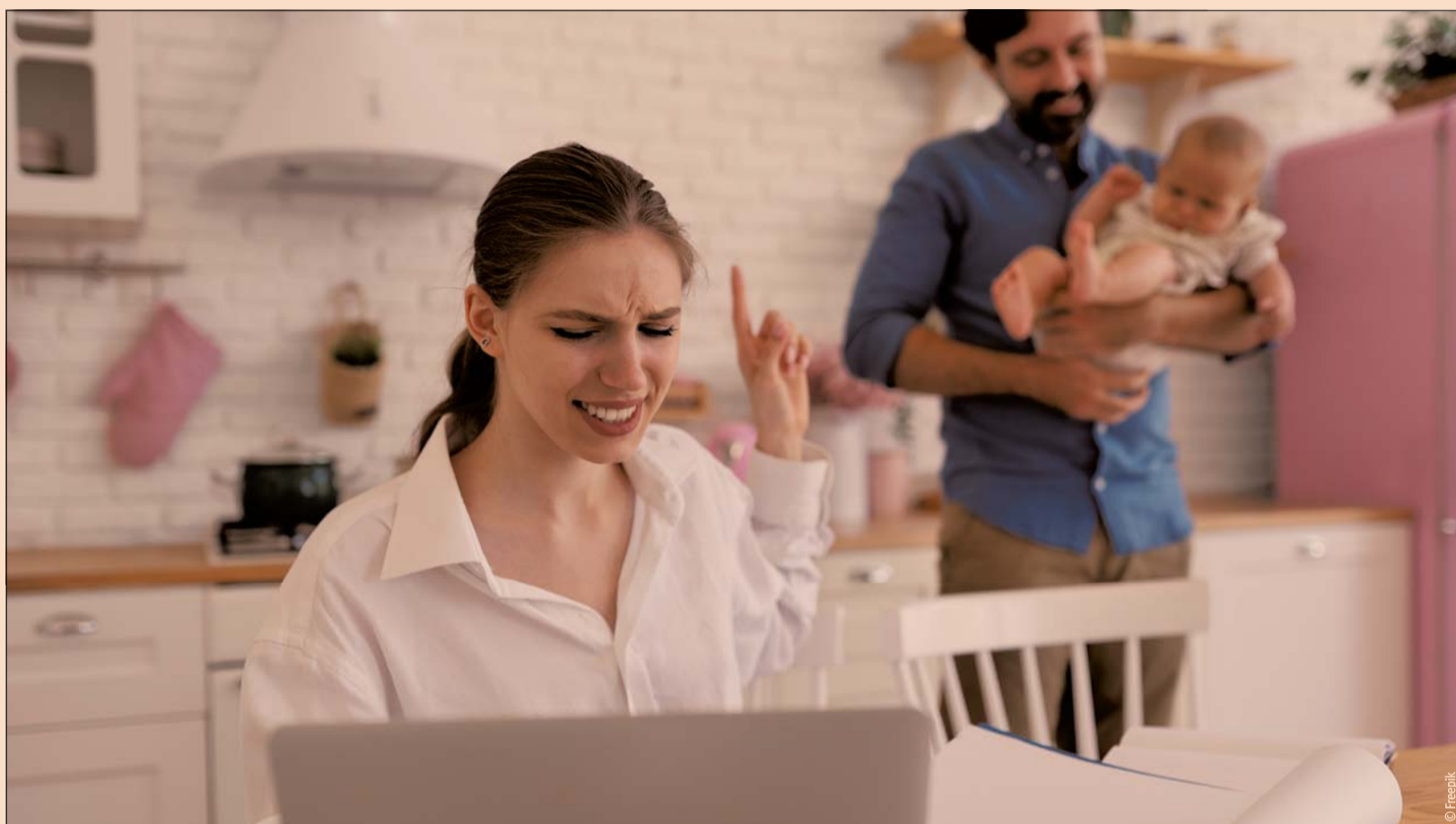
Ces lieux de travail de moins en moins propices au vrai travail

La maison, le bureau ou les espaces de coworking ne sont plus du tout adaptés aux tâches qui demandent de la concentration

Le travail serait tellement meilleur si l'on pouvait réellement travailler. Il a toujours été difficile de se concentrer, entre réunions qui s'enchaînent, messages qui s'accumulent ou simple distraction des collègues à forte voix. Mais depuis la pandémie de Covid-19, une grande partie des lieux de travail sont devenus encore moins propices à la concentration.

Les joies du home office pour toute la famille

Prenez le home office, par exemple. La promesse du travail hybride est que vous pouvez désormais choisir votre lieu de travail en fonction de la tâche à accomplir. Si vous avez besoin de vous concentrer sur votre travail, il est possible d'économiser un trajet au bureau pour rester chez vous et vous tourner



Le bureau est devenu encore moins propice au travail depuis qu'il est considéré comme le lieu où doivent se développer la collaboration et la culture d'entreprise.

La maison est devenue un espace de coworking, mais sans aucune des courtoisies que de tels espaces impliquent habituellement

tout entier vers la tâche en question. Cette tactique aurait bien fonctionné en 2019, lorsque personne d'autre n'était à la maison. Aujourd'hui, il est probable que d'autres personnes s'y trouvent également, s'emparant du meilleur emplacement pour le Wi-Fi, mangeant votre déjeuner, et discutant bruyamment avec une bande de collègues présents sur leur propre lieu de travail. La maison est devenue un espace de coworking, mais sans aucune des courtoisies que de tels espaces impliquent habituellement. Même si aucun membre de votre famille ou aucun de vos colocataires n'est à la maison, ils savent maintenant que vous, vous avez la possibilité d'y être. Voilà qui court à votre perte. Des colis vous sont livrés avec une régularité bien calculée; vous passez ainsi une grande partie de votre journée à vous faire photographier sur le pas de votre porte en train de tenir d'intrigants paquets qui ne vous sont pas destinés. En outre, les enfants qui veulent vous réclamer de la nourriture ou de l'argent savent où vous trouver.

Pire encore, les travaux qui nécessitaient autrefois de poser un jour de congé peuvent désormais

être effectués facilement en les réservant pour les jours où quelqu'un d'autre est à la maison. La question "Tu es à la maison aujourd'hui?" peut sembler anodine. Elle devrait pourtant vous mettre la puce à l'oreille. Derrière elle se cache sans doute une bande d'individus munis de perceuses qui va prendre d'assaut votre maison juste au moment où vous vous installez devant votre écran d'ordinateur.

Le bureau, ce lieu d'échanges

Un réflexe naturel est de se diriger vers l'endroit que vous essayez d'éviter: le bureau. Mais son rôle a changé depuis la pandémie. Il n'a jamais été l'endroit idéal pour se concentrer (les périodes de confinement ont été de belles exceptions). Mais le bureau est devenu encore moins propice au travail depuis qu'il est considéré comme le lieu où doivent se développer la collaboration et la culture d'entreprise. Auparavant, on pouvait s'asseoir dans un box, à l'écart des autres personnes; aujourd'hui, l'ouverture est de mise, ce qui signifie moins de cloisons et une plus grande visibilité des faits et gestes de chacun. Avant, vous pouviez disposer d'une chaise normale et d'un bureau; aujourd'hui, on vous demandera

de vous percher maladroitement sur un tabouret haut dans un bar à champagne. Auparavant, on vous interrompait; aujourd'hui, on vous donne l'occasion d'interagir. L'accent est davantage mis sur les réunions, le brainstorming, les pauses-café, les repas, le sport ou toute autre activité épouvantable qui renforce l'esprit d'équipe. On met beaucoup moins l'accent sur la capacité d'attention individuelle.

Tiers-lieux et appels Zoom

Votre maison est assaillie et l'idée de vous rendre au bureau est rebutante. Qu'en est-il des autres lieux, comme les espaces de coworking et les cafés? La situation s'est également détériorée depuis la pandémie, et ce pour deux raisons. Premièrement, il y a plus de concurrence pour y obtenir une place. Tous ceux qui ont du mal à se concentrer se retrouvent au même moment dans ces tiers-lieux. Deuxièmement, les réunions en ligne permettent de contacter n'importe qui, n'importe où. Une légende urbaine disait autrefois que l'on n'est jamais à plus de deux mètres d'un rat; il en va de même aujourd'hui pour un appel Zoom. Où que vous soyez – à la maison, au bureau, dans un café, une bibliothèque, un monastère

– quelqu'un est à portée de voix, jacassant sur un sujet aussi ennuyeux et qu'impossible à ignorer: la situation des journaux locaux dans le Maine, les calculs de risque derrière des règles de Solvabilité II applicables aux compagnies d'assurances, ou pourquoi il est si insupportable de travailler avec Denise.

Concentration impossible

Il existe plusieurs moyens de contourner le problème du manque de concentration. L'un d'entre eux consiste à devenir plus riche: tout est tellement plus facile si vous avez une nouvelle aile dans votre maison, ou même une autre maison. Une autre consiste à nager délibérément à contre-courant de la vague de travail hybride: si le lundi est le jour où la plupart des gens télétravaillent pour pouvoir se concentrer, le bureau sera un meilleur endroit pour travailler ce jour-là. La réponse la plus courante et la moins saine consiste à reporter les tâches nécessitant de la concentration au soir et au week-end.

Il ne s'agit pas de regretter le monde d'avant la pandémie. Ce n'est pas parce que chaque lieu où l'on peut effectuer un travail qui demande de la concentration est devenu infréquentable que

les choses se sont dégradées dans leur ensemble. Le travail hybride permet de choisir les lieux les plus appropriés pour des tâches spécifiques. La possibilité de rester occasionnellement à la maison, même si celle-ci est plus bruyante qu'avant 2020, reste préférable pour de nombreux employés et employeurs au fait de se rendre au bureau tous les jours. Mais où que vous soyez, d'autres personnes sont plus susceptibles d'être présentes ou de vouloir interagir avec vous. La possibilité de se concentrer est présentée comme un avantage de la flexibilité. En réalité, elle est plutôt le prix à payer.

THE ECONOMIST

La possibilité de se concentrer est présentée comme un avantage de la flexibilité. En réalité, elle est plutôt le prix à payer.

Alerte sur la dette

Les vérités budgétaires d'un "vieux sage"

C'est par un surcroît de croissance que l'on peut le plus plausiblement espérer alléger le fardeau de l'endettement public

À CONTRE-COURANT
JEAN-PIERRE PATAT

Telle une alerte à une catastrophe, la question de la dette publique s'est violemment introduite dans la vie politique du pays. Le gouvernement est sommé d'agir le plus vigoureusement par les mêmes qui ont trouvé normal le "quoi qu'il en coûte" qui a accompagné l'épidémie du covid ; par les mêmes qui ont sonné l'alarme lorsque l'inflation, après une longue période de sommeil, s'est réveillée, et ont enjoint au gouvernement de mettre la main à la poche pour atténuer ses effets sur le pouvoir d'achat des consommateurs.

Ceci pour rappeler le contexte, plutôt politicien, et non pour nier le problème. Même s'il n'y a pas de risque sérieux de voir les investisseurs boudier la dette française, il est évident que nous ne pouvons pas demeurer sans actions correctrices

avec une dette représentant 110 % du PIB, bien au-dessus des critères de Maastricht (60 %).

Quid des restrictions budgétaires possibles ?

Pourtant, s'il ne manque pas d'"experts" sur le sujet, on constate que la moindre annonce de restrictions budgétaires, même modestes, provoque une montée des protestations et des refus : "pas ça et pas dans ces domaines". Revient l'idée de "taxer les riches"... Pourquoi pas ? Mais les quelques milliards qui en résulteraient n'écorcheraient que de manière dérisoire une dette qui dépasse 3 000 milliards d'euros.

Peut-on avancer deux remarques ?

Premièrement, les postes de réduction massive de la dépense publique ne sont pas si évidents que le proclament certains. Oui, nous avons



beaucoup de fonctionnaires, plus que l'Allemagne, c'est sûr, mais... la France est un grand pays, avec de vastes zones rurales parsemées de villages, et son maillage doit être forcément plus fourni que celui existant outre-Rhin, zone très urbanisée. Cela ne dispense pas bien sûr de faire le ménage, par exemple lorsqu'on constate que la réduction

du nombre de régions opérée lors de la précédente présidence n'a occasionné aucune économie de personnel.

Deuxième remarque, le niveau du ratio dette publique sur PIB, indicateur presque exclusif de l'endettement d'un pays, dépend certes du numérateur, mais aussi... du dénominateur. Si durant les 20 dernières

années, la croissance annuelle du PIB français avait été, ne serait-ce que d'un demi-point supérieure à ce qu'elle fut, notre dette publique serait aujourd'hui non loin du critère de Maastricht. Et c'est peut-être – sans doute (?) – dans ce domaine que réside la source essentielle de réduction de la dette : plus de croissance, plus d'impôts récoltés, un ratio plus équilibré. Plus de croissance... par plus de travail... évidemment.

Si durant les 20 dernières années, la croissance annuelle du PIB français avait été, ne serait-ce que d'un demi-point supérieur à ce qu'elle fut, notre dette publique serait aujourd'hui non loin du critère de Maastricht

Élections législatives

Fin de l'anonymat des dons aux partis politiques en Inde

La décision de la Cour suprême a fait l'effet d'une bombe, mais ne devrait pas pour autant entraver la réélection de Narendra Modi

CHRONIQUES DU MAHABHARATA,
CHARLY SALKAZANOV

C'est un coup de tonnerre avant le début des élections en Inde. Le 15 février dernier, la Cour suprême déclarait inconstitutionnel le système des "obligations électorales" mis en place par le gouvernement Modi pour financer les partis politiques. La décision était prise à l'unanimité par les cinq juges qui siégeaient. Pour ses défenseurs, ces obligations permettaient de lutter contre l'argent noir et de limiter l'utilisation de cash pour les dons aux partis politiques. Selon ses détracteurs, c'était un moyen opaque de leur verser de l'argent sale. C'est désormais fini. La Cour suprême a balayé ce système et exigé que les Indiens sachent qui financent les partis politiques. La State Bank of India, la banque publique indienne, avait jusqu'au 13 mars pour donner les noms des donateurs et des bénéficiaires. Sans surprise, le BJP est le grand gagnant du système qu'il a créé. À quelques semaines du scrutin, la décision n'est pas sans lui causer quelques embarras.

Des dons anonymes

L'histoire remonte à 2017. Les élections indiennes figurent parmi les plus coûteuses. Aussi pour réduire la place du liquide et mettre fin au



Les Indiens n'avaient aucun moyen de savoir qui finançait tel ou tel parti politique. Mais le nom des contributeurs était connu du pouvoir.

blanchiment, le gouvernement Modi crée les "obligations électorales" ("electoral bonds"), présentées comme un moyen de "nettoyer le financement politique". Le principe est simple: pour faire un don politique de plus de 20000 roupies (environ 220 euros), il suffit d'acheter ces fameux "bons" auprès de la banque publique. La banque remet cette obligation au donateur et enregistre son nom. Mais elle ne le divulgue pas. C'est là le point cardinal de la loi: le nom des donateurs était soigneusement gardé secret par la banque. Cela leur permettait de remettre ce bon au parti de leur choix en tout anonymat. De fait, les Indiens n'avaient donc aucun moyen de savoir qui finançait tel ou tel parti politique. Mais ces obligations sont

anonymes en théorie seulement. Car en pratique, la State Bank of India détenait ces informations. Le parti au pouvoir avait donc un accès aux données des donateurs via son contrôle sur la banque publique indienne. Le nom des contributeurs était donc inconnu du public mais connu du pouvoir.

Contraire au droit à l'information

L'Association for Democratic Reforms (ADR, pour Association pour les réformes démocratiques) a engagé un bras de fer contre le gouvernement pour mettre fin à cette opacité. Elle reprochait à ce système de permettre aux grandes entreprises d'influencer le gouvernement

en catimini. Après une longue bataille juridique, la Cour suprême a tranché. Elle a jugé les obligations électorales contraires à l'article 19 de la Constitution qui prévoit le droit des citoyens à l'information, indiquant que l'information sur le financement des partis politiques était essentielle à l'exercice du droit de vote. En outre, la loi permettait également à des filiales d'entreprises étrangères basées en Inde de financer la vie politique nationale. Le dispositif présentait donc des failles sécuritaires en raison des conflits frontaliers avec la Chine et le Pakistan. Dans sa décision du 15 février 2024, la Cour suprême a fait table rase de toutes ces dispositions.

Des retombées explosives

Les retombées de la décision sont potentiellement explosives. En effet, la Cour suprême a demandé le remboursement des bons émis. Mais pour ceux déjà encaissés par les partis et non remboursables, les juges de la Cour suprême ont sommé la State Bank of India de communiquer à la Commission électorale indienne les noms des contributeurs et des bénéficiaires. Le nom des entreprises qui ont financé le BJP va ainsi être révélé, jetant du même coup la suspicion sur les avantages qui leur auraient été accordés en retour. La banque publique indienne avait jusqu'au

13 mars pour s'exécuter alors que les élections nationales débutent le 19 avril. Mais elle tarde à fournir les noms. Elle a même requis un délai supplémentaire pour publier ces informations. Pourtant, il y a un numéro unique pour chaque bon, de quoi tracer facilement la source. L'ADR a donc porté plainte devant la Cour suprême pour lutter contre l'inertie de la banque.

Certaines données ont néanmoins été publiées. Du côté des grands donateurs, les grandes entreprises indiennes et les magnats indiens, comme les milliardaires Gautam Adani (président et fondateur du groupe Adani, spécialisé dans la négociation de matières premières et les infrastructures) et Mukesh Ambani (patron de l'entreprise de pétrochimie Reliance Industries), apparaissent directement ou indirectement. Sans surprise du côté des partis, le BJP est le grand gagnant avec 50 % des dons pour un montant 750 millions de dollars (688 millions d'euros) tandis que le Congrès, le principal parti d'opposition, n'a reçu que 170 millions de dollars (157 millions d'euros).

La fin des obligations est un revers pour le gouvernement Modi, et pourrait permettre de rééquilibrer les forces. Mais le BJP a constitué un trésor de guerre. Les élections s'annoncent donc favorables pour un troisième mandat de Narendra Modi.



INCLUSIV⁹ DAY

10²⁰²⁴
AVRIL 4

PARIS LA DÉFENSE ARENA

Rejoignez le mouvement des organisations inclusives
et des innovations sociales



LVMH



Organisé par

**Les Echos
Le Parisien**
ÉVÉNEMENTS

#InclusivDay
www.inclusivday.com

Contactez-nous pour plus d'informations
inclusivday@lesechosleparisien.fr

23,4 % du PIB contre 11,5 %

Le travail plus taxé que la consommation en France

Ce constat donne un argument à ceux qui plaident en faveur de l'instauration d'une "TVA sociale"

MÉCOMPTES PUBLICS,
FRANÇOIS ECALLE

La Commission européenne a publié récemment la répartition des prélèvements obligatoires dans les pays de l'Union européenne en 2022 selon qu'ils pèsent sur le capital, sur le travail ou sur la consommation. La précédente chronique en tirait des enseignements pour ce qui concerne la fiscalité du capital, et celle-ci examine cette fois les prélèvements sur le travail et la consommation.

L'écart de 6,0 points en 2022 par rapport au taux moyen des prélèvements obligatoires dans l'Union européenne résulte pour 3,1 points de PIB des prélèvements sur le travail, pour 2,3 points des prélèvements sur le capital et pour 0,5 point des prélèvements sur la consommation.

La France est au premier rang de l'Union européenne pour les

prélèvements sur le travail en 2022 (ils y représentent 23,4 % du PIB), et au premier rang également pour ceux qui sont à la charge des employeurs (12,3 % du PIB contre une moyenne de 8,0 %).

Elle est en revanche "seulement" au quatorzième rang pour les prélèvements sur la consommation, qui y représentent 11,5 % du PIB en 2022. Le rendement de la TVA (7,6 % du PIB) y est proche de la moyenne européenne (7,5 %). Celui des autres taxes sur la consommation y est un peu plus élevé.

Satisfaisante sur le principe, moins sur le plan économique

Si l'on examine la répartition des prélèvements obligatoires en pourcentage de leur total, il apparaît que la part des prélèvements sur la consommation en France (25,0 %) est inférieure à la moyenne des pays européens (27,3 %), alors que la



part des prélèvements sur le travail (50,7 %) est égale à la moyenne.

Ce constat est un argument en faveur de ceux qui plaident pour l'instauration d'une "TVA sociale", c'est-à-dire pour le remplacement de cotisations patronales par une fraction de TVA dans le financement de la protection sociale. En fait, sur les 200 milliards d'euros de TVA recouvrés par l'État en 2022, il

en a déjà affecté 57 milliards à des administrations de Sécurité sociale en compensation d'allègements de cotisations patronales et il s'agirait donc de poursuivre ce mouvement. Affecter des impôts comme la TVA au financement de prestations sociales universelles, attribuées sans lien avec les cotisations payées, comme les remboursements d'assurance maladie, serait satisfaisant sur le plan des principes.

La TVA pose toutefois un problème social car elle pèse plus, en pourcentage du revenu, sur les ménages modestes, même si cet impact anti-redistributif est plus faible sur un cycle de vie.

Or l'intérêt économique de la TVA sociale n'est pas évident. Remplacer des cotisations sociales patronales par une hausse du taux de la TVA est équivalent à une dévaluation (les économistes parlent de "dévaluation interne") et les conditions de succès sont les mêmes: il faut que les salaires ne suivent pas totalement l'inflation induite par la hausse des prix des importations. Avant d'engager une nouvelle étape de l'histoire de la TVA sociale, il faut donc regarder attentivement comment ont évolué les mécanismes d'indexation, au-delà du SMIC, ces dernières années.

Le site www.fipeco.fr développe les analyses de François ECALLE.

"Don le fauché"

Donald Trump, vedette d'un thriller financier

Tout milliardaire qu'il est, l'ex-président a manifestement un problème de trésorerie pour payer sa méga-amende

BIDEN POWER,
ANNE TOULOUSE

Si j'étais un auteur de best-sellers à suspens comme John Grisham, je me ferais du souci. Je viens de lire l'un de ses derniers thrillers en me demandant comment le prochain pourra inventer une intrigue aussi palpitante que celle que nous vivons actuellement aux États-Unis, simplement en suivant à la télévision la campagne présidentielle. Le héros du chapitre de la semaine est Donald Trump, poursuivi par une juge implacable, Laetitia James. À ce stade, c'est plutôt Michel Audiard qui me vient à l'esprit, avec une célèbre réplique des 'Tontons Flingueurs', que Donald Trump serait heureux d'adopter, "Touche pas au Grisbi..."

Un Attorney General à ses trousses

Pour comprendre le scénario, il faut remonter à 2018. Cette année-là, l'État de New York est secoué par un scandale: l'Attorney General, autrement dit le ministre de la Justice de l'État, démissionne après des accusations d'inconduite sexuelle. Quelques mois plus tard, Laetitia James est élue à son poste. Pendant sa campagne, un sujet revient de façon obsessionnelle: Donald Trump. Elle le déclare illégitime, l'appelle "l'escroc", "le bateleur de foire" et promet d'aller



Dans le passé, il a fait preuve d'une rare capacité à sortir à peu près indemne des décombres financiers.

fouiller "dans les moindres recoins" de son empire. Les avocats du camp Trump ont relevé pas moins de 70 déclarations dans lesquelles elle promet, si elle est élue, de faire mordre la poussière à celui qui est alors le président des États-Unis. Elle ne tardera pas à tenir parole, aidée en cela par la loi de l'État de New York qui permet d'ouvrir une enquête sans qu'il y ait de plainte initiale. Donald Trump pourra arguer qu'aucun de ses créditeurs ne s'est manifesté lorsqu'il a gonflé ses avoirs pour obtenir des taux préférentiels, il a néanmoins commis une infraction financière et un jury l'a condamné une amende de 454 millions de dollars. Les jurys américains sont connus pour avoir la main lourde lorsque les puissants se trouvent dans leur ligne de

mire. Là aussi on en revient à John Grisham, qui a si bien décrit dans 'L'affaire Pelican' la sélection d'un jury. Celle-ci doit répondre à un critère impossible en l'occurrence: trouver des membres qui n'ont aucune opinion préconçue sur l'accusé. Tous les procès à venir buteront donc sur le même obstacle: tout le monde connaît Donald Trump et tout le monde a une opinion sur lui.

Alors qu'approchait la date où le condamné devait mettre le montant de l'amende en dépôt, plus les intérêts qui s'accumulaient de jour en jour, une partie du pays attendait avec gourmandise ou consternation de voir si la Tour Trump allait être mise sous scellés. Un accord de la 11^e heure a réduit, lundi, la caution à "seulement"

171 millions de dollars, qui devront être acquittés dans les 10 jours, ce qui promet un nouvel épisode. Celui-ci a déjà montré que tout milliardaire qu'il est sur le papier, Donald Trump a un problème de liquidité dont on ne connaît pas l'ampleur, car ses finances sont une cible mouvante que personne n'arrive à suivre – et ce n'est pas faute d'essayer. Dans le passé, il a fait preuve d'une rare capacité à sortir à peu près indemne des décombres financiers. Lors de sa tentative de faire d'Atlantic City le Las Vegas de l'Est, il a laissé sur le carreau bon nombre d'investisseurs, qui ont perdu de l'argent à sa place. Cela devrait faire réfléchir ceux qui s'engagent derrière lui dans une nouvelle aventure, qui décolle sous l'acronyme DJT (pour Donald John Trump).

Créativité financière tous azimuts

Cette nouvelle entité fait son entrée dans le scénario de ses tribulations financières grâce à une SPAC (en anglais), ou SAVS (en français), une société d'acquisition à vocation spécifique. Son seul but est de servir de cheval de Troie pour faire entrer dans le Nasdaq le groupe Trump Media et Technologie. Le prix de l'action DJT est fixé à 40 dollars, ce qui veut dire que Donald Trump, qui en détient 58 %, a devant lui un gain potentiel de plus de 3 milliards de dollars. Considérant que

le navire amiral du groupe, Trump True Social, lancé pour assurer la présence de l'ex-président sur les réseaux sociaux, a perdu plus de 30 millions de dollars en 18 mois, on ne peut qu'admirer la créativité du montage. Il ne devrait en tout cas ne pas lui servir de tirelire dans l'immédiat car les fonds sont, en principe, bloqués pendant 6 mois. Ce n'est pas la première fois que l'ex-président montre qu'il est aussi habile pour faire de l'argent que pour en perdre. L'année dernière, il a lancé une collection de NTF (non-fungible tokens, ou jetons non-fongibles en français) à son effigie, certains illustrés de sa fameuse photo anthropométrique; ils se sont vendus au prix de 99 dollars pour retomber quelques jours plus tard. Il y a eu aussi l'épisode des baskets dorées à 399 dollars dont le stock a été épuisé en quelques heures, sorties en même temps qu'une eau de toilette baptisée "le parfum de la victoire", sans parler des classiques comme les steaks sous vide et l'ours en peluche qui répond au nom de Trumpinator.

Il y a quelques jours, Joe Biden ironisait sur les déboires judiciaires de son rival en l'appelant "broke Don" (Don le fauché) une parodie du surnom "Teflon Don", qui se réfère à la résistance de l'homme d'affaires. L'actuel président aurait pu penser que la formule de son propre fils, Hunter Biden, "mon nom vaut de l'or", pourrait tout aussi bien s'appliquer à son rival.

Sur les pas d'Orphée

François Cheng résiste à la fureur du monde

Le vieux poète défend les fleurs et célèbre la fragilité



À la fleur le temps ne laisse pas le temps de mourir, il l'enlève dans l'éclat de sa beauté

QUAND LA CHINE S'EST ÉVEILLÉE,
PAUL-HENRI MOINET

“Les fruits on comprend, mais les fleurs?”

Ce vers de ‘Suite orphique’, le dernier recueil de quatrains de François Cheng, dit tout. Il semblerait bien incongru ou dérisoire dans le fracas actuel du monde, où le terrorisme islamiste frappe à nouveau très fort, où les tyrannies étendent leurs règnes, où la guerre monte aux extrêmes.

Et pourtant, il faut continuer à défendre les fleurs. La fleur, annonce sans lendemain du fruit, ne respire que de son inutile beauté. Elle n’a pas la lourdeur du fruit, cette lenteur qui le fait mûrir, passer, pourrir. À la fleur le temps ne laisse pas le temps de mourir, il l’enlève dans l’éclat de sa beauté. Elle ne fane même pas, Colette dirait qu’elle “défleurit”.

Chant de la présence

Le jeune poète a 95 ans. Toute sa vie, les peintres classiques chinois Chu Ta et Shitao, les poètes Li Bo et Du Fu l’ont accompagné; toute sa vie, il a puisé son aventure spirituelle dans la méditation taoïste et la prière franciscaine, errant entre

les lignes et les textes, cherchant le chant sous les mots et le souffle dans les choses, rêvant entre la culture française et la tradition chinoise. Voilà bien longtemps qu’il suit la voie orphique. Au moins depuis ses premiers recueils ‘De l’arbre et du rocher’ ou ‘Cantos toscans’. Suite “*orphique*” donc,

Donner suite à ce qui est, répondre aux signes par d’autres signes sans leur imposer le baptême du sens, prolonger chaque présence par une autre, convertir les mots qui séparent en chant qui tremble, voilà comment le poète répare un peu le monde

suite musicale plus que suite logique. Donner suite à ce qui est, répondre aux signes par d’autres signes sans leur imposer le baptême du sens, prolonger chaque présence par une autre, convertir les mots qui séparent en chant qui tremble, voilà comment le poète répare un peu le monde.

Car le monde est fait d’une seule étoffe sans couture, la vie est continue et les rives qui séparent les vivants et les morts sont contiguës. Les morts nous habitent,

les choses s’enveloppent les unes dans les autres, la vie est une passion continue – nulle rupture, nulle suture dans le monde orphique. Le royaume n’est pas celui pas celui d’après, ni d’outre-tombe ni d’outre-ciel, il est en nous, en dehors de nous, autour de nous. Le royaume n’est pas cet ordre nouveau qui vient déchirer le voile du monde pour nous révéler la vérité, il vient se lover au cœur même du monde pour en libérer la saveur.

Surgissement et célébration

L’imagination est une réaction de défense de la nature contre la représentation par notre intelligence de l’inévitabilité de la mort, pensait Marcel Proust. Dans l’art du poète presque centenaire, il n’y a pas d’imagination car la mort est d’emblée évitée – pas fuie, simplement évitée, car elle n’est que le déploiement de la vie sous une autre forme, une forme plus rare, moins sensible.

Le temps n’est pas ce qui conduit à la mort mais ce qui remonte vers l’enfance: “*toujours le temps ramène l’enfance pour faire durer le bref été*”.

Le chant d’Orphée, croyaient les Grecs, avait le pouvoir d’émouvoir les pierres, d’apaiser les

bêtes sauvages et d’amadouer les dieux. Ici, le chant cherche moins à séduire qu’à célébrer. Célébrer la fragilité du chardon seul sur sa tige sur un chemin de montagne, la détresse de l’oie sauvage qui a perdu la force de voler à la même vitesse que sa colonie migrante, le bruit d’un pétale que la brise emporte, la feuille qui “*tout entière consent à sa chute*”. Tout peut apparaître à qui sait accueillir. “*Qu’un sanglier trouve le sous-bois... et nous surprenons le monde, chaque fois pour la première fois.*” Surprendre le monde plutôt que le dire, le saisir dans son surgissement au lieu d’en chercher l’origine, telle est bien la vertu du verbe poétique, ce dire qui prend les choses par surprise pour leur redonner l’éclat qu’elles avaient avant que le mot ne les assigne. Cézanne écrivait à l’un de ses amis que, sous la pluie fine, il respirait la virginité du monde; ici, à chaque appel, celui d’un amour enfui, d’une âme lointaine, d’un visage effacé, répond un autre appel qui le relance. Pas de réponses, juste des relances à l’infini et vers l’infini.

Le souffle du poète

La lumière ne s’oppose pas à la nuit mais l’habite, la nuit ne

repousse pas la lumière, elle la couve. “*La vraie Lumière est celle qui surgit de la Nuit comme la vraie Nuit est celle d’où jaillit la Lumière*”, note le poète-peintre. On se passerait volontiers des majuscules et de la vérité dans cette histoire car la célébration, attention décuplée à la splendeur des choses infimes, se passe d’emphase. La vie n’est pas belle, elle est divine, cruelle, innocente et divine, portée par son seul élan qui vient de si loin et dont nous ne sommes que l’écho sans fin.

“*L’invu, l’insu, l’inouï, vous nous tenez en haleine... sans vous notre quête serait vaine*”, dit le quatrain 87. On peut faire confiance aux poètes pour ne jamais perdre haleine.

La lumière ne s’oppose pas à la nuit mais l’habite, la nuit ne repousse pas la lumière, elle la couve



Photos par Olivier Roller

“Je me déguisais en écrivant le samedi soir, j’avais cinq ou six ans. Je le suis devenue.”

Conversations littéraires, morceaux choisis

Nina Bouraoui: “Un écrivain vit toujours avec l’angoisse de devoir écrire sur la mort des siens”

À travers ‘Grand seigneur’, l’auteure revient sur l’influence de ses racines algériennes et de son père sur sa carrière d’écrivaine

Plus de trente ans se sont écoulés depuis la ‘Voyeuse interdite’, en 1991. Premier roman d’une jeune écrivaine franco-algérienne aux accents mélancoliques et révoltés. Histoire d’une jeune fille observant le monde à travers sa fenêtre, de l’enfance jusqu’au jour de son mariage. Depuis, l’écrivaine n’a cessé de grandir, déployant ses histoires et celles de ses personnages de roman en roman, comme une vie parallèle, un chemin essentiel vers l’affranchissement. L’affranchissement de quoi? Probablement de tout, du passé, des origines, de l’enfance, de la violence, des étiquettes en tous genres. Et au bout du chemin, l’amour, le désir et ses attermoissements, la poésie... et puis la colonne vertébrale. Le père, celui qui en silence accepte la différence, celui qui aime sans négocier, qui a toujours été présent dans son œuvre comme dans sa vie. Celui qui la ramène encore et toujours sur les traces de son enfance. Elle quitte l’Algérie à l’âge de quatorze ans, pourtant elle n’a cessé d’y revenir par des chemins d’écriture, peut-être parce que c’est là où tout commence, et qu’au commencement était le verbe. Après tout, en arabe, son nom signifie “le conteur”.

Deux nouveaux livres font son actualité,

deux livres miroirs publiés aux éditions JC Lattès, qui semblent se répondre: ‘Grand seigneur’, écrit suite au décès de son père en 2022, et ‘Le Désir d’un roman sans fin’, un recueil de textes écrits pour différents supports entre 1999 et 2022, recueil qui semble apporter des clés essentielles à la lecture de son œuvre en général, et de ce nouveau roman en particulier.

‘Grand seigneur’ et ‘Le Désir d’un roman sans fin’ de Nina Bouraoui (éditions JC Lattès)

EXTRAITS DE LA SÉRIE DE PODCASTS
CONVERSATIONS LITTÉRAIRES,
INTERVIEW MENÉE PAR
MARIE-MADELEINE RIGOPOULOS

‘Grand seigneur’ est le récit des derniers jours de la vie de votre père. Mais c’est aussi l’histoire de l’homme qu’il a été d’Alger à Paris, et par capillarité de la fille que vous êtes. Une sorte de voyage dans le temps, n’est-ce pas ?

Nina Bouraoui: C’est étonnant de voir comment le temps vous rattrape... J’ai commencé à réunir ces textes il y a trois ans, avant la mort de mon père. Pendant ce temps, mon père est tombé gravement malade, il est rentré en soins

palliatifs et je me suis dit qu’il était important pour moi, ma famille et pour lui, que j’écrive ces onze jours d’hypnose à Jeanne Garnier [un établissement de soins palliatifs dans le XV^e arrondissement de Paris, ndlr], avenue Émile Zola, cet endroit très spécial où bizarrement circule la vie, la douceur, la lumière.

Le recueil de textes de ‘Désir d’un roman sans fin’ éclaire étrangement ‘Grand Seigneur’ et vice versa; les publier en même temps n’est pas un hasard, c’était une nécessité. Un écrivain vit toujours avec l’angoisse de devoir un jour écrire sur la mort des siens. Si l’on n’écrit pas sur la mort de son père, je ne vois pas sur quoi l’on peut écrire.

La mort d’un être aimé, et qui plus est de son père ou de sa mère, c’est aussi la transformation des vivants. Vous sentez que le départ imminent de votre père, c’est aussi la fin de celle que vous avez été et le début d’une autre personne...

Tant que l’on n’a pas vécu l’expérience de perdre un parent, on ne sait pas qu’une partie de soi part en fumée. Il ne s’agit pas que de l’enfance, il y a quelque chose de presque organique, cellulaire. Peut-être aussi parce que mon père représente mes seules racines algériennes, et avec lui est parti l’arbre, les feuilles, les branches de l’arbre

généalogique algérien. Puisque maintenant, ce pays m’apparaît flou, c’est à moi de le reconquérir d’une façon ou d’une autre. À moi de retraverser la Méditerranée qui me semble tellement vide de mon père. C’est ainsi que je me suis demandé si l’on n’a encore le droit de désirer, d’aimer. Le bonheur va-t-il revenir? Quelle amie devient-on? Quelle femme?

On prend toute la mesure de cette dissolution liée à la maladie, à la mort, à travers la dimension de l’homme qu’il a été, à la fois flamboyant et puissant, d’une certaine manière.

Surtout libre! Mon père était quelqu’un de difficile à attraper, ma mère le surnommait le courant d’air. (...) Il appartenait à cette catégorie d’intellectuels idéalistes, certainement très naïfs, qui pensaient reconstruire un pays libre. Mais cette liberté a été très vite confisquée par les gouvernements algériens. L’État de Boumédiène était très dur, il y a forcément une déception. Mais mon père s’est accroché, il est d’abord devenu doyen d’une faculté puis il a intégré la Banque centrale d’Algérie. Il gravit les échelons, il en devient le gouverneur. Il va représenter son pays, souvent à Washington, au FMI, et pour l’Opep, auprès ce qu’on appelait à l’époque le groupe des 24. Il est en quelque sorte le



Si l'on n'écrit pas sur la mort de son père, je ne vois pas sur quoi l'on peut écrire"

maladie fait son lit quelque part. Est-ce qu'elle n'a pas commencé là? Tout d'un coup, mon père s'est retrouvé très désœuvré. (...) Il me racontait souvent qu'il était seul dans Paris, il marchait, et il rentrait dans des magasins de chaussures où il essayait plein de modèles tout en sachant qu'il n'en achèterait aucun. Il jouait au bonneteau avec des espèces de voyous (Il gagnait toujours d'ailleurs!) (...) Quand ma sœur a eu des enfants, ça l'a sauvé, il a pris son rôle de grand-père très à cœur et il était merveilleux. Mais cet homme qui aimait une forme de pouvoir, les honneurs et les voyages, qui a fait le tour du monde de nombreuses fois, s'est brutalement retrouvé isolé, seul avec ses souvenirs...

Dans le livre, il y a comme un effet miroir, où vous vous reconnaissez dans les traits de votre père. Qu'est-ce que ça implique de se reconnaître dans les traits d'un père tant aimé à l'orée de sa mort? Est-ce que paradoxalement, cela rend plus fort?

Je sens que mon père m'escorte sans cesse. Je ne saurai dire s'il s'agit vraiment de mon père, de l'idée que je m'en fais ou du manque de cet être cher. Deux grandes images se sont superposées. Je n'ai aucune photographie de mon père enfant, c'est en le regardant dans ce lit, si maigre, si dépendant, si réduit, que j'ai cru voir un berceau et non un lit. J'apercevais un tout petit garçon. Soudainement surgi mon visage, nous nous ressemblons beaucoup, les yeux, le nez... J'ai vu mon visage, mais vieilli, cassé. C'est une expérience à la fois terrifiante et extraordinaire parce qu'aujourd'hui, j'embrasse la vie avec plus de vigueur (...)

Au fil des trente dernières années où vous avez écrit une vingtaine d'ouvrages, sauriez-vous dire ce qui a changé, évolué dans votre écriture, dans votre manière de raconter?

Je m'assume beaucoup plus que dans mes premiers romans, où je n'abordais pas honnêtement l'amour. J'ai mis beaucoup de temps à assumer celle que j'étais (...). Personnellement, l'homosexualité était liée au châtement ou à la punition, certainement par atavisme, j'ai aussi une part en moi algérienne, c'était très délicat. Et puis j'ai franchi cette barrière et je pense que mes livres sont aujourd'hui plus universels, et surtout je mène un combat. (...) Quand je regarde tous mes livres et que je les compare aux textes que j'ai écrits depuis les années 90, je trouve qu'il y a un engagement. Pour la cause LGBT, pour le féminisme, pour les étrangers, pour la différence, et finalement il y a aussi un engagement pour la littérature... ■

"J'ai mis beaucoup de temps à assumer celle que j'étais. L'homosexualité était liée au châtement ou à la punition, certainement par atavisme, j'ai aussi une part en moi algérienne, c'était très délicat."

porte-parole de son pays, il écrit beaucoup de discours et je me rappelle le regarder écrire. C'est ainsi que ma vocation d'écrivain a peut-être été un peu inspirée par ce père qui a tant écrit, jusqu'à 5 heures du matin en fumant des cigarettes, allongé sur son tapis.

Vous vous rappelez le moment où il voyage pour la dernière fois en Algérie pour retrouver cet appartement dont il n'a jamais voulu se séparer. C'est une sorte d'ancrage ultime avec les origines et les racines?

Je le vois un peu comme un vaisseau fantôme. Il existe toujours et m'appartient avec ma sœur. Mais les questions d'héritage sur les terres algériennes c'est un peu compliqué (...). C'est l'appartement de notre enfance (...). Tous les employés de chez Total y vivaient dans les années 50, puis des cadres et des fonctionnaires algériens y ont habité. Ce lieu est spécifique car il domine la baie d'Alger; la façade n'est pas très jolie mais

à l'intérieur, cela ressemble à ces grandes résidences du Corbusier très fonctionnelles. Dans cet appartement se sont produit énormément de choses, à la fois de grande tendresse et de grande brutalité. (...) Je crois que tous mes livres sur l'Algérie ont été une forme de réparation, de pardon... Je ne voulais plus de ce passé algérien, et dès que j'ai commencé à écrire, je n'ai fait que m'y tourner et je l'ai beaucoup poétisé, beaucoup embelli. Aujourd'hui, cet appartement, c'est le réel. Je ne sais pas si j'ai envie de l'embrasser.

Avec le recul, quelle est la part de libre arbitre et d'influence dans votre carrière d'écrivain par rapport à votre père?

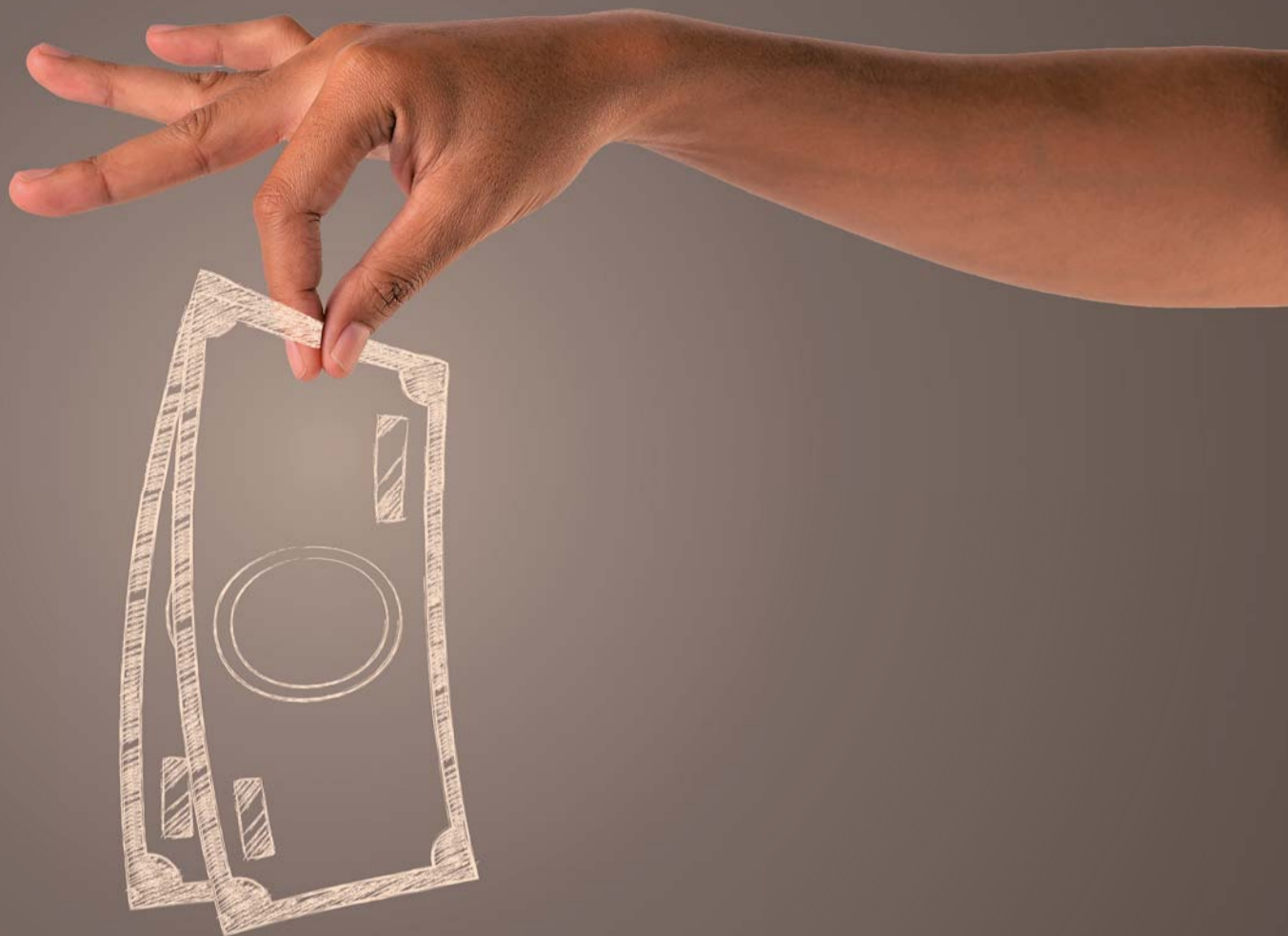
Je me déguisais en écrivain le samedi soir, j'avais cinq ou six ans, je n'écrivais pas très bien mais j'avais le droit de prendre une chemise blanche et une cravate appartenant à mon père et je m'installais, non pas à un bureau dans ma chambre, mais dans

le couloir. C'était comme aller au travail, je prenais du papier blanc, des stylos et une petite lampe de chevet, et j'écrivais n'importe quoi, pour moi. C'était toute la force du monde, toute la liberté, toute la concentration. Il se passait quelque chose. Je jouais à l'écrivain, je le suis devenue (...) Mais c'est vrai que mon père m'a certainement influencé aussi. Il me disait toujours l'importance du langage, de l'ordre des idées et de l'expression.

Ce livre parle non seulement du chagrin d'une fille, mais aussi du chagrin d'un père qui fut abandonné non pas par les siens, mais par son pays. Vous racontez comment cet homme, qui était plus grand que la vie, a vécu de nombreuses années avec une forme, sinon d'amertume, du moins de déception...

C'était important de raconter cet immense chagrin dont il avait honte et dont nous parlions très peu à la maison. Nous n'avons pas voulu l'identifier ni le voir. Parfois, la

Écouter le podcast en intégralité: [lenouveleconomiste.fr](https://www.lenouveleconomiste.fr)



Question d'image

Affacturation confidentielle, le charme de la discrétion

De l'art de faire financer ses factures sans que personne le sache

Depuis dix ans, de plus en plus d'entreprises ont recours à l'affacturation pour gérer leur trésorerie et profiter d'une ligne de financement supplémentaire. Mais cette technique continue, à tort, d'être vue

comme un mode de financement réservé aux structures en difficulté. Pour contourner cet écueil, les factors ont inventé une solution prisée des grandes entreprises: l'affacturation confidentielle. Cette formule

permet d'accélérer le paiement des factures, sans que les débiteurs soient au courant du contrat d'affacturation de leur fournisseur. Un tour de passe-passe qui permet à celui-ci de préserver son image.

Non, l'affacturation n'est pas une technique de financement réservée aux entreprises ayant un pied dans la tombe. Même si cette idée persiste, la plupart des sociétés ayant recours à cette solution de financement le font pour mieux gérer leur trésorerie, se développer et accéder facilement à une ligne de crédit supplémentaire. Pour le comprendre, il faut d'abord appréhender ce qu'est l'affacturation. Cette cession de créances à une société spécialisée accélère le recouvrement des factures. Une entreprise vend celles-ci à un affactureur, qui lui délivre immédiatement les fonds. L'entreprise augmente sa trésorerie et se dote d'une source de financement additionnelle, moins onéreuse qu'un découvert bancaire. Cette avance de dette a un avantage non négligeable: elle ne diminue pas la capacité

d'emprunt de l'entreprise pour financer ses projets de croissance. Ces dix dernières années, cette technique de financement a fait un bond important, passant d'un niveau de rachat de factures

En 2022, le montant des factures prises en charge dans le cadre de l'affacturation confidentielle s'élevait à 176 milliards d'euros, soit 66 % du marché de l'affacturation

de près de 200 milliards d'euros en 2013 à 432 milliards en 2023. "L'affacturation est devenu un produit courant de couverture des besoins de financement pour autant qu'elle soit en BtoB", note Philippe Pougeard, directeur général délégué de Société Générale Factoring.

Malgré tout, certains dirigeants continuent de penser que l'affacturation est réservée aux structures en difficulté. Ceux qui l'utilisent préfèrent rester discrets, pour préserver leur image ou éviter les demandes de ristournes. Pour contourner ce problème, une offre s'est développée sur le marché, et s'est généralisée dans les entreprises de grande taille, les ETI et les PME les plus structurées: l'affacturation confidentielle. En 2022, le montant des factures prises en charge dans ce cadre s'élevait à 176 milliards d'euros, soit 66 % du marché de l'affacturation, selon l'Association française des sociétés financières.

Moins de services mais moindre coût

Le principe: "dans l'affacturation confidentielle, l'affactureur ne notifie pas son existence aux acheteurs. Le factor agit pour le

compte de l'entreprise, mais son nom n'apparaît pas", explique Marc Bonnemains, directeur général adjoint en charge du développement de BPCE Factor, société d'affacturation de Banque Populaire et de Caisse d'Épargne. Techniquement, le RIB de paiement demeure au nom de l'entreprise, mais le compte d'encaissement dédié est "nanté" par l'affactureur. Il appartient vraiment à la société, mais les fonds remontent tous les soirs chez le factor. Ce dernier a la main pour se sécuriser sur les remboursements des factures avancées. Deuxième différence: alors que dans l'affacturation classique, le factor est aux commandes et se réserve le droit de relancer le débiteur, dans l'affacturation confidentielle, les entreprises continuent à gérer elles-mêmes leur poste client et leur recouvrement. L'affacturation confidentielle inclut moins de services et coûte donc moins cher.

Mais cette activité non notifiée a aussi des inconvénients. Elle n'est pas toujours très confortable



"Quand une entreprise fait de l'affacturation classique, le factor est en contact direct avec les acheteurs du client. Ce n'est pas le cas pour l'affacturation confidentielle." Philippe Pougeard, Société Générale Factoring.



“L'affacturage confidentiel est un service qui s'adresse plutôt aux entreprises structurées, avec une réelle assise de services comptables et de relance.”
Marc Bonnemains, BPCE Factor.

confidentiel, le factor a plus de difficultés à qualifier et à maîtriser ses risques.

Réservé aux entreprises structurées

C'est pourquoi l'affacturage confidentiel n'est pas ouvert à toutes les entreprises. Une sélection s'impose. Chaque factor détermine l'éligibilité de ses offres, en fonction de la taille de l'entreprise et de sa santé financière. Les plus petites entreprises, de moins de sept millions d'euros de chiffre d'affaires, ne sont en général pas éligibles à l'affacturage confidentiel. “L'affacturage confidentiel est un service qui s'adresse plutôt aux entreprises structurées, avec une réelle assise de services comptables et de relance. Nous devons nous assurer de la capacité de l'entreprise à mener des audits de contrôle de facturation chez ses clients, à suivre les procédures administratives. Son process de paiement doit être efficace et efficient et les relances réalisées en temps et en heure”, explique Marc Bonnemains, de BPCE.

Il faut donc montrer patte blanche pour accéder à l'affacturage non notifié. Au préalable, un audit de “factorabilité” de l'activité de l'entreprise est réalisé. La qualité du risque du cédant, la santé financière de la société, la notation interne à la banque, etc., sont passées à la loupe. “Nous vérifions

les process du client, l'activité, la facturation et les créances. Par principe, nous ne finançons que des créances certaines, liquides et exigibles, c'est-à-dire vraiment incontestables. Quand le factor n'est pas dans une situation assez confortable pour laisser complètement la main au client,

Il faut montrer patte blanche pour accéder à l'affacturage non notifié.

Au préalable, un audit de “factorabilité” de l'activité de l'entreprise est réalisé

nous proposons des solutions adaptées. Elles permettent de répondre tout de même au besoin de confidentialité, comme le suivi ligne à ligne qui offre un accompagnement plus rapproché dans toute la gestion au quotidien du poste client”, poursuit Cécile Dauthier, responsable du département développement commercial de Crédit Agricole Leasing & Factoring.

Une confidentialité jamais acquise

Quoi qu'il en soit, mieux vaut comparer les offres. “Tous les acteurs ne sont pas alignés en

matière d'accessibilité au confidentiel. Chez FactoFrance, nous analysons en premier lieu la qualité du poste client en tenant compte des retards éventuels, de l'absence de litiges, des taux d'avoir, etc.”, ajoute Cédric Turquois, directeur commercial de FactoFrance.

Enfin, quand une entreprise signe un contrat d'affacturage non notifié, elle doit avoir en tête que la confidentialité n'est pas acquise. Elle peut être remise en cause en cas de dégradation forte de la santé financière de la société. “Dans ce cas, le factor ne va pas arrêter définitivement de financer, mais il reprend la main”, explique Romain Chaufour, directeur du développement chez le courtier

Fibus. L'affactureur informe les acheteurs qu'ils doivent lui régler directement les factures. Néanmoins, des solutions intermédiaires sont envisageables. “Quand vous perdez la confidentialité, certains contrats vous permettent, par exemple, de continuer à piloter les mandats de gestion: les lettrages, les encaissements, les relances et les recouvrements”, poursuit Romain Chaufour. Autre possibilité: rompre le contrat. Une option rarement retenue par les entreprises en difficulté qui préfèrent maintenir le financement, malgré tout. ■

ARMELLE GEGADEN

pour le factor. “Quand une entreprise fait de l'affacturage classique incluant l'ensemble des trois services traditionnels (avance sur créance client, garantie contre l'insolvabilité, gestion du poste clients), le factor est en contact direct avec les acheteurs du client. Il a accès à des informations supplémentaires sur différents problèmes susceptibles d'expliquer un retard de paiement. Ce n'est pas le cas pour l'affacturage confidentiel”, souligne Philippe Pougeard, directeur général délégué de Société Générale Factoring. Dans le cadre de l'affacturage

L'affacturage déconsolidant, pour embellir les ratios financiers

Décomptabiliser définitivement les créances en cédant leur risque au factor, diminue le montant du poste client

C'est la deuxième grande innovation ayant largement contribué au développement de l'affacturage en France. L'affacturage déconsolidant est un tour de passe-passe très utile pour améliorer les ratios d'endettement financier et les délais moyens de paiement d'une entreprise. Il consiste à décomptabiliser définitivement les créances, en cédant leur risque au factor, ce qui a pour effet de diminuer le montant du poste client. Ce maquillage bilanciel comme l'inconvénient de “l'affacturage avec recours”, qui alourdit mécaniquement la dette de l'entreprise.

La plupart des contrats d'affacturage de ce type sont utilisés par des entreprises cotées qui engagent une cession déconsolidante à chaque clôture, trimestrielle ou annuelle. L'affacturage sans recours est également fréquent lors des LBO (Leverage Buy-Out, ou acquisition à effet de levier), car il améliore le ratio d'autonomie financière. “Les entreprises sous LBO ont des seuils de niveau d'endettement qu'elles ne peuvent pas dépasser. L'affacturage

déconsolidant leur permet d'avoir recours à un concours financier supplémentaire, sans les augmenter”, explique Philippe Pougeard, directeur général délégué de Société Générale Factoring.

Mais ces opérations sont strictement encadrées. Pour que l'affacturage soit considéré comme déconsolidant, le factor ne doit plus pouvoir restituer la propriété des factures. La cession de créances doit être sans recours. “Les commissaires aux comptes en sont les seuls juges. Ces derniers temps, ils sont plus pointilleux et exigeants pour valider le caractère déconsolidant d'un programme d'affacturage. Les discussions sont plus longues. Une déconsolidation en French GAAP [Generally Accepted Accounting Principles, ou plan comptable général, ndlr] est plus facile à obtenir qu'en IFRS [International Financial Reporting Standards, ou normes comptables internationales, ndlr] ou en US GAAP”, souligne Romain Chaufour, directeur du développement chez le courtier Fibus.

L'affacturage déconsolidant, très utilisé ces dernières années, a enregistré une légère baisse, suivant la courbe descendante du marché de l'affacturage en fin d'année 2023. “Avec un Euribor trois mois à presque 4 %, certains grands corporate ont arrêté ou réduit leurs cessions déconsolidantes. Cette diminution a pesé sur les chiffres”, analyse Romain Chaufour. ■



“Par principe, nous ne finançons que des créances certaines, liquides et exigibles, c'est-à-dire vraiment incontestables.” Cécile Dauthier, Crédit Agricole Leasing & Factoring.

Chiffres clés

432,8 Mds €: c'est la production cumulée des 4 derniers trimestres sur le marché de l'affacturage, soit une hausse de +25 % par rapport à la même période de 2019, avant le covid. Le marché, néanmoins, diminue légèrement au troisième trimestre 2023 (-2 %, à 100 Mds €). En 2022, les ETI ont généré 41 % des encours.

Source: Association française des sociétés financières (activité des établissements spécialisés au cours des neuf premiers mois de 2023)

3 questions à... William Jameux, directeur du salon GO Entrepreneurs Paris 2024*

“L'affacturage est à la fois utile et pertinent pour les créateurs d'entreprise et les start-up”

Quel regard portez-vous sur la création d'entreprises en France en 2023 ?

La culture entrepreneuriale s'est solidement implantée dans notre pays et atteint son apogée depuis trois ans. Si l'on regarde les résultats de notre dernier sondage réalisé par Opinion Way pour CCI France et le Medef, à l'occasion de Go Entrepreneurs 2024, ce n'est pas moins d'un Français sur quatre qui envisage aujourd'hui de se lancer dans l'entrepreneuriat! Ce contexte favorable se traduit par un visitorat en hausse sur GO Entrepreneurs, avec pas moins de 45 000 participants attendus cette année.

Quels seront les temps forts du salon Go Entrepreneurs Paris 2024 ?

Pour cette 31^e édition, nos animations et conférences seront centrées sur le thème du “future of business”. Sur la

“main stage”, une trentaine de panels thématiques ou sectoriels seront présentés (food, santé, culture, IA...), avec, entre autres, les témoignages de plusieurs fondateurs de “licornes” (Blablacar, Ledger, NW group...) ou d'anciens et actuels jurés-investisseurs de l'émission phare “Qui veut être mon associé” (Éric Larchevêque, Frédéric Mazzella...).

Le salon permet aussi de participer à différentes animations, dont notre incontournable networking, mais aussi des nouveautés comme un mur d'escalade, un hub de la facture électronique, un FinTech District, ou bien encore des ateliers numériques, des consultations individuelles, un Marathon Pitch... En tout, 250 conférences et ateliers seront proposés et près de 500 personnalités de différents horizons interviendront en 48 heures.

L'affacturage, qui permet aux entrepreneurs de mieux gérer leur trésorerie, sera-t-il présenté lors du salon ?

Tout à fait! L'affacturage est à la fois utile et pertinent pour les créateurs d'entreprise et les start-up, offrant une solution rapide pour combler les besoins de trésorerie et respecter les délais de paiement des fournisseurs. Il facilite la gestion des clients et accompagne dans les processus de



“L'affacturage constitue une alternative intéressante aux prêts bancaires, souvent difficiles à obtenir. Plusieurs acteurs présents à Go Entrepreneurs proposent ce type de solutions.”

facturation et de recouvrement. Cette option convient parfaitement au profil économique des entrepreneurs et constitue une alternative intéressante aux prêts bancaires, souvent difficiles à obtenir. Plusieurs acteurs présents à Go Entrepreneurs proposent ce type de solutions (BNP Paribas, Banque Populaire, Banque Delubac...). ■

* Go Entrepreneurs, 3 et 4 avril 2024, Paris La Défense Arena
event.go-entrepreneurs.com/paris2024



Conditions de vie au travail

Propreté en entreprise, nouvel enjeu RH

Elle constitue un levier de bien-être et de performance pour les collaborateurs

Après le covid et le déploiement du télétravail, il a fallu offrir un cadre sécurisant et confortable pour faire revenir les salariés dans les bureaux. Dans les entreprises, les collaborateurs réclament plus que jamais un environnement de travail propre et sain. Ceci est d'autant plus vrai qu'avec le

développement de l'open space et du flex office, les postes de travail sont partagés. Des études montrent que la propreté des locaux, couplée à une bonne qualité de l'air, a un impact sur la santé, mais aussi sur le bien-être et la performance des salariés. Au cœur de cet enjeu : les sociétés de

propreté, conscientes du rôle qu'elles ont à jouer. Elles s'emparent de cette question au travers de passages plus réguliers et adaptés dans les locaux, de l'utilisation de produits d'entretien plus vertueux et d'une aération des bureaux. Et communiquent davantage sur ce nettoyage.

Sil y a bien un secteur qui a été fortement sollicité pendant la pandémie de covid, c'est bien celui du nettoyage. Les entreprises ont dû mettre en place des protocoles sanitaires répondant à des contraintes réglementaires. Il a fallu nettoyer et désinfecter pour éviter la propagation des virus. Pour les employeurs, il s'est parfois agi un enjeu pour faire revenir des salariés dans les locaux après des semaines de télétravail. Pour un Français sur deux, le niveau d'exigence de propreté et d'hygiène a augmenté après la crise sanitaire, selon une étude BVA-Monde de la Propreté de janvier 2023.

Dans les lieux de travail, la propreté est le premier critère d'attention, devant l'odeur et le niveau sonore selon la même étude. C'est aujourd'hui, pour les collaborateurs, une attente forte. Ainsi, selon une étude réalisée en 2021 par

Ipsos pour le groupe Onet, spécialisé dans le nettoyage, 98 % des Français interrogés considèrent que l'hygiène et la propreté participent au bien-être en entreprise. Or, selon l'OMS, l'Organisation mondiale de la Santé, le bien-être fait partie intégrante de la santé.

Selon une étude réalisée en 2021 par Ipsos, 98 % des Français interrogés considèrent que l'hygiène et la propreté participent au bien-être en entreprise

Cette importance accordée à la propreté est aussi liée au développement des open spaces. En 2019, en France, 3,2 millions de salariés, soit deux employés de bureau sur cinq, travaillaient dans ces espaces de travail collectif sans cloison, totalement ouverts, d'après les

données du ministère du Travail. Et le déploiement des flex office, ou "bureaux dynamiques", qui consistent à partager ou à mutualiser les postes de travail, nécessite un nettoyage plus approfondi. "Nous n'effectuons plus un simple dépoussiérage de bureaux avec une désinfection hebdomadaire, désormais nous demandons que les postes de travail soient désinfectés tous les jours pour une question d'hygiène et de santé. Pendant l'épidémie de covid, c'était même trois fois par jour", indique Séverine Pilverdier, présidente de l'Idet, association qui regroupe les directeurs de l'environnement de travail et donc les donneurs d'ordre.

Le nettoyage au cœur de la vie de bureau

Pour cette professionnelle, elle-même directrice de l'environnement de travail et de l'immobilier chez BNP Paribas Real Estate, la

protection de l'individu était déjà prise en compte, mais la grande différence, depuis la pandémie, réside dans la communication. "Avant, le ménage n'était pas un sujet clé de communication, il était fait le matin ou le soir. Désormais, les grands groupes font part de la façon dont est fait le nettoyage dans les locaux et de sa fréquence. Ce besoin de transparence et d'information, demandées par nos collaborateurs, est pris en compte. C'est une manière de leur dire : 'nous mettons en œuvre les moyens que vous vous sentiez bien'. Aujourd'hui, c'est un argument pour attirer, rassurer et fidéliser les salariés", pointe Séverine Pilverdier.

Ce que confirme Magali Bousquet, directrice marketing et communication du groupe Onet. Longtemps invisibilisé, le nettoyage n'est plus caché. "[Faire passer les équipes de] propreté en journée permet de décroiser les mondes. Rendre visibles la présence et le travail de

nos agents permet de créer un vrai sentiment de réassurance chez nos



"Désormais, les grands groupes font part de la façon dont est fait le nettoyage dans les locaux et de sa fréquence. C'est un argument pour attirer, rassurer et fidéliser les salariés."
Séverine Pilverdier, Idet.



“Le nettoyage est vu comme un élément fondamental de bien-être et de performance des salariés, et donc comme un achat stratégique.”
Magali Bousquet, Onet.

clients et apporte du sens au travail de nos équipes”, souligne-t-elle. Onet a réalisé différentes études avec Ipsos qui rendent tangible cette évolution. Résultat : 92 % des salariés interrogés estiment qu’avoir un bureau propre et bien rangé participe à leur performance – un chiffre en augmentation de 7 points par rapport à la précédente étude datant de 2018. Pour 95 % des sondés, cette propreté contribue à les motiver. “Le nettoyage n’est plus vu comme une simple ligne de commodité mais comme un élément fondamental de bien-être et de performance des salariés, et donc comme un achat stratégique”, analyse Magali Bousquet.

Dans cette optique, un nouveau modèle d’intervention est recherché, notamment par les grands groupes : la propreté à l’usage, qui vise à s’approcher au plus près des besoins réels des utilisateurs. Le but est d’être “au bon endroit, au bon moment”. La pertinence l’emporte sur l’exhaustivité. “J’ai mis en place ce maintien de la propreté tout au long de la journée pour l’un de mes clients, le plus important. J’ai une trentaine de personnes qui assurent le nettoyage de ses 12 000 mètres carrés de bureau le matin et le soir, mais en journée, j’ai aussi deux personnes présentes pour laver les salles entre deux réunions, parer aux incidents comme le gobelet tombé sur la moquette. Ce sont des prestations différenciantes pour nous, avec une plus grande valeur ajoutée. Ce niveau de service demande de bien connaître son client et ses attentes. Il faut aussi savoir être discret quand nécessaire. Nous formons nos agents à ces exigences”, explique Bruno Troadec, président d’Awen Propreté et Services, société de nettoyage de 120 salariés.

Mais ces deux professionnels de la propreté reconnaissent aussi que les entreprises n’adhèrent pas encore toutes à ce discours et ne font pas toujours le lien entre la propreté et la performance ou la motivation de leurs salariés. “C’est culturel, et le prix de la prestation reste bien souvent le premier critère”, souligne Bruno Troadec. “On a parfois du mal à faire valoir à leur juste valeur les prestations de

propreté auprès de certains clients, car ils ont aussi leurs contraintes”, renchérit Magali Bousquet.

Qualité de l’air, une donnée à prendre en compte

Autre élément désormais pris en compte : la qualité de l’air. Des bureaux mal aérés et poussiéreux favorisent l’apparition et la concentration d’allergènes et de polluants. Selon l’Observatoire de la qualité

Des scientifiques d’Harvard ont démontré que la qualité de l’air dans un bureau peut avoir un impact significatif sur les capacités cognitives des employés

de l’air intérieur, missionné par les pouvoirs publics, la qualité de l’air intérieur dans les bureaux est un véritable enjeu de santé publique. Une mauvaise qualité d’environnement (air, niveau sonore) peut être à l’origine d’une détérioration de la santé (irritations, asthme, allergies, maux de tête, somnolence...), mais également d’une diminution du bien-être. À ces enjeux sanitaires s’ajoutent des enjeux économiques, car il y a des conséquences en matière d’absentéisme, de baisse de concentration et de productivité des salariés.

Des scientifiques de Harvard ont en effet démontré que la qualité de l’air dans un bureau peut avoir un impact significatif sur les capacités cognitives des employés, y compris sur la concentration. L’étude, publiée en 2021 dans la

revue scientifique ‘Environmental Research Letters’, montre que l’augmentation, même faible, du niveau de particules fines ou de dioxyde de carbone (CO₂) dans la pièce où ils travaillent amène les salariés à être plus lents, mais aussi à se tromper.

Sur ce sujet, la France a encore du chemin à faire. “Notre dernière campagne nationale dans les immeubles de bureaux, effectuée entre 2013 et 2017, a montré que, dans un tiers des bureaux, les valeurs guides sur certains composés organiques volatils, comme le benzène et le formaldéhyde sont dépassées, ce qui peut avoir des effets néfastes sur la santé des occupants. Mais la particularité de ces locaux, c’est que 8 sur 10 sont équipés de système de ventilation type VMC [ventilation mécanique contrôlée, ndlr], ce qui abat le niveau de pollution. Encore faut-il qu’il soit bien dimensionné et correctement maintenu”, souligne Driss Samri, pilote de l’Observatoire de la qualité de l’air intérieur, pour qui “une voie d’amélioration reste possible dans les bureaux”.



“Notre dernière campagne nationale dans les immeubles de bureaux a montré que dans un tiers des bureaux, les valeurs guide sur le benzène et le formaldéhyde sont dépassées.”
Driss Samri, Observatoire de la qualité de l’air intérieur.

Au-delà des systèmes de ventilation, d’autres leviers sont à activer, cette fois, du côté des entreprises de nettoyage. “Nous ne sommes pas forcément sollicités sur cette question mais, pour ma part, j’en fais un argument. Mon cahier des charges comprend l’aération systématique des locaux. Elle fait partie intégrante de la prestation. Et puis, pour limiter les risques professionnels pour nos collaborateurs ou pour nos clients, nous utilisons des produits d’entretien avec un écolabel, sans parfum de synthèse et avec une composition simple. Nous utilisons aussi des aspirateurs équipés de filtre HEPA [High-Efficiency Particulate Air, ndlr]. Ces mesures permettent de ne pas rejeter de particules fines”, illustre Bruno Troadec. Reste que la qualité de l’air est très rarement mesurée dans les bureaux et qu’aucune réglementation n’impose des niveaux maximums de polluants (voir encadré). ■

ÉMILIE VALES

Chiffres clés

Le secteur de la propreté comptait, en 2023, 16 000 entreprises et près de 600 000 salariés, à 65 % des femmes. Un tiers des salariés se trouve en Ile-de-France, principal pôle économique. La branche de la propreté représente 18 Mds€ de CA. Le tertiaire reste le principal segment de marché. Les bureaux représentent 34 % de l’activité, devant les immeubles, à 30 %, et l’industrie, à 8 %.

Source : Fédération des entreprises de propreté, d’hygiène et services associés.

Les obligations de l’employeur en matière d’hygiène

Les locaux doivent être tenus dans un état constant de propreté et présenter les conditions d’hygiène et de salubrité propres à assurer la santé du personnel

Le Code du travail est clair : l’employeur doit assurer la sécurité et la santé physique et mentale de ses salariés. Il a donc des obligations à respecter en matière d’hygiène et de qualité de l’air. Les locaux doivent, tout d’abord, être tenus dans un état constant de propreté et présenter les conditions d’hygiène et de salubrité propres à assurer la santé du personnel, dit la loi. Le Code du travail impose aussi, selon l’article R4228-1, à l’employeur de mettre “à la disposition des travailleurs les moyens d’assurer leur propreté individuelle, notamment des vestiaires, des lavabos, des cabinets d’aisances et, le cas échéant, des douches”. Le texte précise même qu’il faut au moins un cabinet d’aisances et un urinoir pour 20 hommes et deux cabinets pour 20 femmes. En revanche, l’employeur

est tenu à ce que le nettoyage et la désinfection des cabinets d’aisances et des urinoirs soit réalisé au moins une fois par jour.

Concernant la qualité de l’air, l’employeur doit veiller à ce que les locaux respectent les normes d’aération et d’assainissement. Le Code du travail stipule que “dans les locaux fermés où les travailleurs sont appelés à séjourner, l’air [doit être] renouvelé de façon à maintenir un état de pureté de l’atmosphère propre à préserver la santé des travailleurs” et qu’il faut “éviter les élévations exagérées de température, les odeurs désagréables et les condensations”. L’entreprise doit donc être équipée d’une ventilation, naturelle ou mécanique, de façon permanente, avec des débits minimaux d’air à atteindre (25 mètres cubes d’air neuf par heure et par occupant).

Les établissements recevant du public sensible, comme les crèches, les établissements d’enseignement ou de formation professionnelle, sont, eux, soumis à un encadrement plus strict qui cible certains polluants spécifiques (formaldéhyde, benzène et CO₂). Dans les entreprises, le médecin du travail et le comité social et économique, ou à défaut les délégués du personnel, peuvent être sollicités sur ces questions d’hygiène. ■

Des objets connectés pour améliorer la propreté

Les capteurs connectés peuvent mesurer le nombre de passages, la satisfaction des collaborateurs ou bien le niveau de réserve de savon et de papier toilette

De l’exploitation de données numériques à l’utilisation des objets connectés, les entreprises de la propreté font aussi appel aux nouvelles technologies. Ainsi, Onet propose à ses clients d’installer des capteurs connectés pour améliorer la qualité du service. “Ces capteurs peuvent mesurer les passages, le taux d’utilisation des différents espaces ou encore la satisfaction des collaborateurs. Ces données d’usage permettent de

déterminer les plans d’intervention de nos agents, mais aussi de gérer les aléas du quotidien. L’ensemble permet de se concentrer là où c’est le plus nécessaire. Couplé à la propreté en journée, c’est le modèle de propreté de demain”, explique Magali Bousquet, directrice marketing et communication du groupe. Ce système, baptisé CleanConnect, peut se paramétrer en fonction des demandes du client. Toutes les informations sont traitées par des algorithmes et retranscrites sur les smartphones utilisés par les agents.

Véritables outils d’aide à la décision, ces capteurs permettent d’anticiper les usages ou de mettre en œuvre une maintenance prédictive. Cette optimisation permet aussi aux entreprises de propreté de réduire leurs coûts. “Notre entreprise commercialise des distributeurs connectés de consommables comme du savon ou du papier. Nous avons aussi des poubelles

connectées qui indiquent le niveau de remplissage. Ces moyens fournissent des informations afin d’objectiver la qualité de la prestation. Nous nous sommes aussi rendu compte que ce système améliorerait la relation entre l’entreprise de propreté et son client. Il permet de gérer les cas critiques avant les insatisfactions”, détaille Thierry Launois, directeur général de JVD, fabricant d’équipements d’hygiène. D’autres capteurs permettent aussi de mesurer la qualité de l’air, avec des données sur la température, l’humidité ou la concentration de CO₂. “Mais le monde de la propreté est assez en retard sur tous ces objets connectés, notamment si l’on compare avec le secteur de la sécurité, qui s’est emparé très vite de ces outils, notamment pour la surveillance. L’usage de ces capteurs reste finalement très limité dans notre domaine, c’est encore une niche. Pourtant, il s’avère très utile”, se désole Thierry Launois. ■

75 Paris
77 Seine-et-Marne
78 Yvelines
91 Essonne
92 Hauts-de-Seine
93 Seine-Saint-Denis
94 Val-de-Marne
95 Val-d'Oise

Le nouvel Economiste Grand Paris

Publier vos annonces légales
en quelques clics:

Le nouvel Economiste.fr
simple, rapide, économique
Tél. 01 75 444 116

78 - Éducation

Un parcours citoyen
pour les collégiens
des Yvelines p. 19

75 - Énergie

EDF, Enedis et la
ville de Paris s'allient
pour affronter
le réchauffement
climatique p. 19

77 - Recrutement

La Seine-et-Marne
crée sa marque
employeur p. 20

93 - Solidarité

À Saint-Ouen,
un refuge pour
les femmes victimes
de violences
pendant les JO p. 20

91 - France services

Dans l'Essonne,
un bus itinérant
rapproche
les usagers des
administrations p. 21

94 - JOP 2024

Le Val-de-Marne
fête le sport
les 22 et 23 avril p. 21



92 - Services sociaux

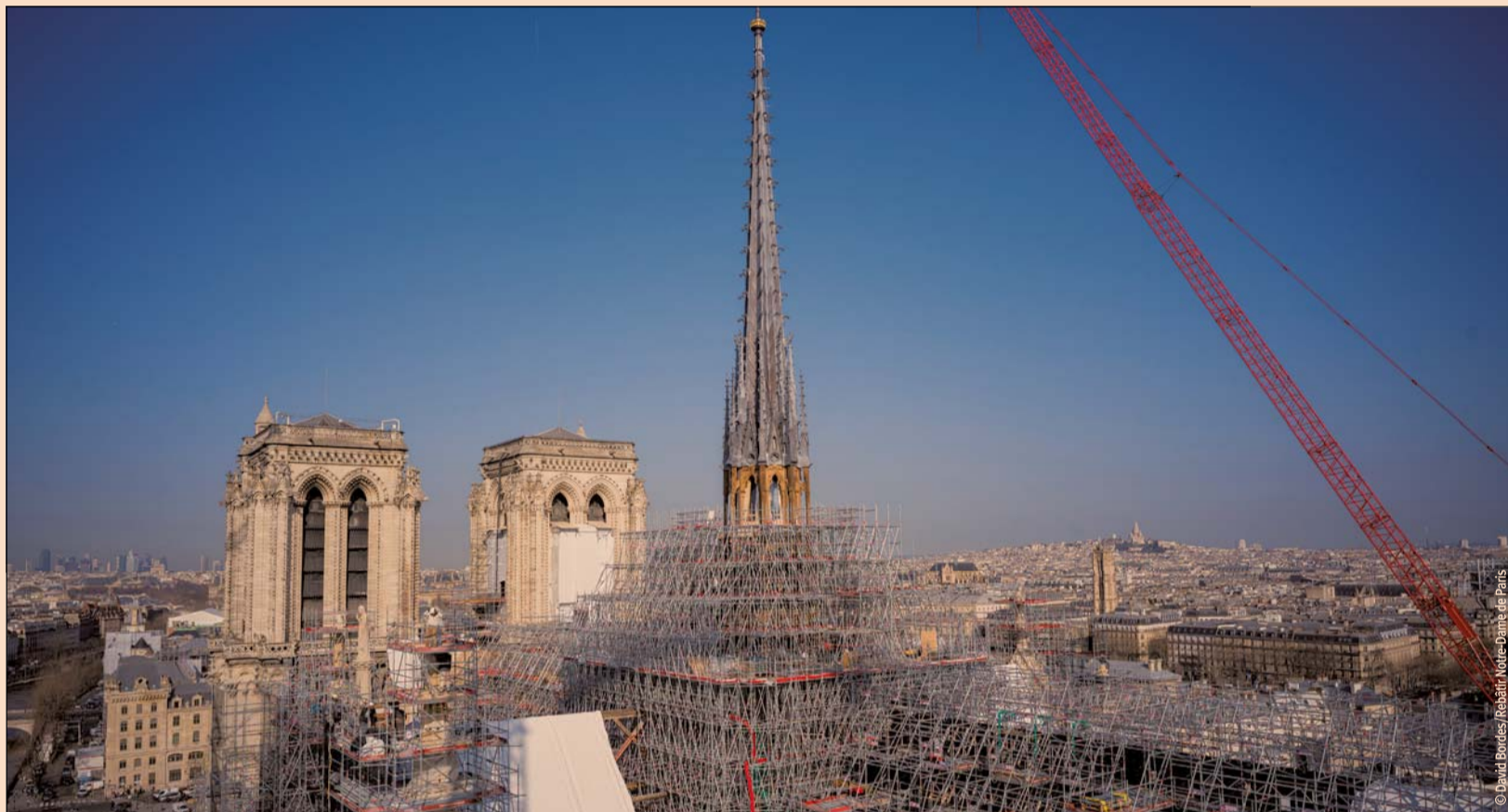
Des pôles sociaux
plus accessibles dans
les Hauts-de-Seine
p. 21

ANNONCES LEGALES
P. 22 Tél. 01 75 444 117
www.lenouveleconomiste.fr
annonceslegales@nouveleconomiste.fr

75 - Patrimoine

Reconstruire Notre-Dame de Paris en cinq ans, le pari bientôt gagné?

L'édifice doit rouvrir le 8 décembre. Pour y parvenir, un pilotage centralisé a permis de canaliser les énergies.



En février dernier, la dépose des échafaudages a permis de découvrir la flèche reconstruite, une étape qui témoigne de l'avancée du chantier, estime Philippe Jost, directeur de l'établissement public chargé de la restauration de la cathédrale.

PAR FABIEN HUMBERT

C'était il y a presque cinq ans. Le 15 avril 2019, un incendie se déclarait dans la charpente de Notre-Dame de Paris. Il y a fait des ravages pendant quinze heures, malgré l'héroïsme des pompiers. Les dégâts ont été catastrophiques. Outre la fameuse flèche qui s'était effondrée sous les yeux ébahis du monde entier, la toiture et la charpente étaient parties en fumée, et une partie des voûtes était détruite. Dans les heures qui ont suivi le sinistre, un élan de générosité inédit a réuni 340 000 donateurs, issus de 150 pays. Quelque 846 millions d'euros de dons ont été recueillis. Le président de la République Emmanuel Macron a pris personnellement en charge le sujet de la reconstruction. Il a alors décidé de créer un établissement public (EP) pour en conduire la maîtrise d'ouvrage, et a nommé à sa tête le général à la retraite Jean-Louis Georgelin, avec pour mission de mener à bien les travaux d'ici à fin 2024. Cet objectif, qui semblait alors bien ambitieux, semble pourtant en passe de se concrétiser aujourd'hui. "Tout se passe bien puisqu'aujourd'hui, à neuf mois de la réouverture de la cathédrale,

le chantier a beaucoup avancé, conformément à notre planification, comme en témoigne le dévoilement de la flèche en février dernier", affirme Philippe Jost, qui a pris la tête de l'établissement public à la suite du décès du général, en août 2023. Nous comptons bien rouvrir le 8 décembre 2024, conformément à l'objectif."

L'établissement public, un outil de coordination

Cet exploit a été rendu possible par la mise en place d'un pilotage centralisé et unique - l'établissement public -, qui a su coordonner, fédérer et associer des partenaires publics comme privés aussi nombreux que divers. Le conseil d'administration de l'EP compte en effet des représentants de l'État, de la ville de Paris, du diocèse de Paris, ainsi que trois personnalités qualifiées: l'ancienne ministre de la Culture Christine Albanel, le haut fonctionnaire Bruno Racine, et le spécialiste en maîtrise d'ouvrage publique Jean-Pierre Weiss. Ajoutons à cela le comité des donateurs qui réunit de grands noms comme LVMH, la fondation Pinault ou L'Oréal, mais aussi les représentants des trois fondations

collectrices (340 000 donateurs) que sont la Fondation Notre-Dame, la Fondation du patrimoine, ou encore la Fondation de France. La région Ile-de-France est elle aussi présente, puisqu'elle a versé 10 millions d'euros. La tâche est d'ampleur puisqu'il faut faire travailler de concert plus de 1 000 personnes réparties dans toute la France, 250 entreprises (parfois concurrentes), grâce à la passation de 140 marchés de prestations et travaux attribués par appels d'offres. "Nous avons pu compter, et nous y avons veillé, sur un véritable esprit d'équipe, d'unité, dans une ambiance de confiance mutuelle, se félicite Philippe Jost. Nous considérons toutes les parties prenantes au projet comme des partenaires. Et c'est cet état d'esprit qui nous a permis de relever le véritable challenge qui a consisté à réaliser les travaux en cinq ans."

De nouveaux travaux prévus

Un état d'esprit qui devrait perdurer après le 8 décembre 2024, date de réouverture de la cathédrale au culte et à la visite, puisque l'établissement public continuera de fonctionner pour réaliser des travaux de restauration de la cathédrale.

"Sur les 846 millions d'euros, environ 700 millions ont été budgétés pour les travaux de consolidation et de restauration, pointe Philippe Jost. Donc, dans les années à venir, nous avons aussi comme projet de restaurer, prioritairement, des parties extérieures de l'édifice qui n'étaient pas en bon état avant l'incendie. Notamment les pierres des arcs-boutants et du chevet, ainsi que la sacristie de Viollet-le-Duc, au sud de Notre-Dame, également en mauvais état extérieur." De son côté, la mairie de Paris réalisera des travaux de réaménagement du parvis et des abords à compter de 2025.

Après le 8 décembre, date de réouverture de la cathédrale, l'établissement public continuera de fonctionner pour réaliser des travaux de restauration de l'édifice

78 - Éducation

Un parcours citoyen pour les collégiens des Yvelines

Sur les traces de Léon Blum ou d'Émile Zola, 600 élèves découvrent cette année des lieux porteurs des valeurs de la République

Le 20 novembre dernier, le département des Yvelines lançait le parcours "collégiens citoyens" en direction de ses élèves de 4^e et de 3^e. Cette démarche s'inscrit plus généralement dans le plan national contre le racisme, l'antisémitisme et les discriminations de 2023-2026, qui garantit notamment l'organisation d'une visite historique ou mémorielle



Cette année, deux classes de 4^e et 3^e de dix établissements participent au parcours, comme ces élèves d'Élancourt à Versailles.

Trois lieux emblématiques ont été retenus: la Maison Zola-Musée Dreyfus à Médan, la Maison Léon-Blum à Jouy-en-Josas, et le château de Versailles

pour chaque élève dans sa scolarité. Le but: transmettre aux collégiens les "valeurs de la République". Dans les Yvelines, trois lieux emblématiques ont été retenus, que les élèves vont visiter au cours de l'année scolaire 2023-2024: la Maison Zola-Musée Dreyfus à Médan, la Maison Léon-Blum à Jouy-en-Josas, et le château de Versailles. Les archives départementales sont également associées à ce programme, mais de manière facultative.

"Les premiers collégiens ont effectué leurs visites. Cette année, ce sont deux classes de 4^e ou 3^e venant de dix établissements (sur 115 dans les Yvelines) qui vont pouvoir bénéficier du programme, soit pratiquement 600 élèves touchés, se réjouit Aurélie Bollaert, cheffe de projets "politique des publics prioritaires" au département des Yvelines. Les cinq territoires d'action départementale sont notamment concernés, que ce soient des collèges situés dans des quartiers prioritaires ou des collèges situés en zone plus rurale. Nous avons

également touché une classe 'cordée de la réussite'."

Un deuxième parcours à l'étude

À la Maison Léon-Blum, c'est un atelier d'éloquence, dirigé par une metteuse en scène, comédienne, formatrice et directrice artistique de la compagnie AthénAthéâtre, qui attend élèves et professeurs. Il se base sur des discours de l'homme politique qui fit les beaux jours du Front Populaire, dans les années 1930. À la Maison Zola-Musée

Dreyfus, les élèves s'adonnent à l'art de la caricature grâce à l'auteur de bandes dessinées Jean Dytar. Et au château de Versailles, les élèves suivront, citoyenneté oblige, les pas des hommes et des femmes d'État républicains, et non ceux des monarches.

Chaque visite est préparée en amont grâce à un kit pédagogique envoyé dans les classes quelques semaines auparavant. "En allant sur les traces de citoyens remarquables, les élèves apprennent les valeurs d'humanisme, de respect des

différences, d'égalité entre les hommes et les femmes... Le spectre des valeurs défendues par la République est assez large pour passer en revue beaucoup de notions. D'ailleurs, nous sommes en train de réfléchir à un deuxième parcours impliquant d'autres lieux, qui pourrait être lancé dès la prochaine année scolaire", annonce Aurélie Bollaert.

F. H.



"En allant sur les traces de citoyens remarquables, les élèves apprennent les valeurs d'humanisme." Aurélie Bollaert, département des Yvelines.

Cette démarche s'inscrit dans le plan national contre le racisme, l'antisémitisme et les discriminations de 2023-2026, qui garantit l'organisation d'une visite mémorielle pour chaque élève dans sa scolarité

75 - Énergie

EDF, Enedis et la ville de Paris s'allient pour affronter le réchauffement climatique

Les trois acteurs ont signé un contrat de concession de 25 ans et 3 milliards d'euros pour adapter le réseau électrique de la capitale

La ville de Paris, Enedis et EDF ont signé un nouveau contrat de concession de distribution et de fourniture d'électricité d'une durée de vingt-cinq ans, qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2025 et porte sur trois milliards d'euros. Le principal objectif de cette délégation



Enedis s'engage aussi à raccourcir les délais de réalisation de ses travaux sur la chaussée et sur les trottoirs.

Enedis aura notamment pour tâche de raccorder aux réseaux les installations d'énergies renouvelables et les unités de production de froid

de service public est d'adapter le réseau électrique de la capitale au réchauffement climatique, dans le cadre du plan climat de la ville de Paris, qui prévoit 100 % d'énergies renouvelables et de récupération, dont 20 % produites localement d'ici à 2050. Enedis aura notamment pour tâche de raccorder aux réseaux les installations d'énergies renouvelables et les unités de production de froid. Ou encore d'aider

au développement des nouvelles mobilités électriques (fluviales, ferrées, automobiles...), via la mise en place d'infrastructures de recharge de véhicules électriques (IRVE) dans les parkings.

Enedis va aussi devoir s'assurer de la robustesse d'un réseau de 10000 km de câbles souterrains (basse et moyenne tensions) face

à l'accroissement des aléas climatiques, notamment des périodes de canicule, des tempêtes ou encore des inondations. Un premier plan d'investissement (2025-2029) sera doté d'un budget annuel de 37 millions d'euros.

Enedis et la ville de Paris ont de plus signé une convention "transition écologique", qui prévoit de

mettre en place six observatoires sur les thématiques de la précarité énergétique, de la sobriété énergétique, des énergies renouvelables, de la mobilité électrique, des raccordements et de l'évolution de la puissance appelée sur le réseau. Enedis contribuera aussi chaque année à hauteur de 3 millions d'euros au financement d'actions en faveur de la transition écologique portées par la ville.

La précarité énergétique à la loupe

Le contrat prévoit par ailleurs des éléments de qualité de service, notamment la limitation, à l'horizon 2050, des coupures subies par les usagers à 15 minutes par an en moyenne, contre 27 actuellement. Enedis s'engage aussi à raccourcir les délais de réalisation de ses travaux sur la chaussée et sur les trottoirs.

EDF de son côté s'engage à mieux prendre en compte la précarité énergétique, qui frapperait

environ 70000 personnes dans la capitale. Il est notamment question de les accompagner dans la maîtrise de leur consommation, ou de mettre en place un observatoire de la précarité énergétique, doté d'éléments chiffrés, à l'échelle de chaque arrondissement.

F. H.

EDF s'engage de son côté à mieux prendre en compte la précarité énergétique, qui frapperait environ 70000 personnes dans la capitale

77 - Recrutement

La Seine-et-Marne crée sa marque employeur

Le département compte sur les horaires aménagés, des rémunérations en hausse et des grands projets pour attirer les talents

Le 1^{er} mars dernier, le département de la Seine-et-Marne a lancé sa "marque employeur". Cette notion a été développée afin de pousser les employeurs, publics comme privés, à mieux se présenter auprès des potentiels collaborateurs. Il s'agit d'améliorer son image de marque et de mettre

Symbolisée par un label et le slogan "Seine-et-Marne, le département des possibles", la marque employeur met l'accent sur plusieurs des points forts de la collectivité

l'accent sur les avantages qu'il y a à travailler pour telle ou telle entité, à travers des campagnes de communication. Mais la démarche prévoit aussi de réfléchir à une organisation du travail plus vertueuse et, souvent, de revaloriser les émoluments des salariés. "Le département de la Seine-et-Marne a commencé à réfléchir à développer une marque employeur à partir de 2020, en partant du constat que, comme beaucoup d'autres collectivités, nous étions confrontés à la difficulté de recruter des agents et à être visibles, raconte Daisy



Pour attirer les candidats, la campagne d'affichage de la Seine-et-Marne s'appuie sur un slogan qui souligne le sens de l'engagement au service aux usagers.

Luczak, vice-présidente en charge des finances et des ressources humaines. *Il nous fallait mener une politique volontariste, en premier lieu pour fidéliser nos agents.*

Cibler les métiers en tension

Symbolisée par un label et le slogan "Seine-et-Marne, le département des possibles", la marque employeur créée dans ce but met l'accent sur plusieurs des points forts de la collectivité



pour convaincre ses futurs collaborateurs: revalorisation des salaires depuis 2022, qualité de vie (horaires, proximité du lieu de travail...), accessibilité des formations, valorisation du sens qu'il y a à s'engager pour le service des usagers et du territoire, ce qui est symbolisé par cet autre slogan: "au département, je sais pourquoi je me lève le matin".

La marque employeur valorise également deux engagements forts de la collectivité: l'inclusion

professionnelle des personnes en situation de handicap et l'égalité femme-homme. "Nous avons aussi communiqué sur les grands projets du département, car les futurs collaborateurs ont besoin de travailler sur des sujets attractifs comme Approv'halles – la plateforme d'approvisionnement de la restauration de l'Est francilien –, la lutte contre le harcèlement scolaire dans les collèges, la reprise des routes nationales, l'accueil du relais de la flamme et des épreuves des Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024 en Seine-et-Marne...", explique Daisy Luczak.

Des métiers en tension sont particulièrement visés: chefs de projets responsables d'applications (informatique et cybersécurité), techniciens des technologies de l'information et de la communication

Entre 300 et 350 postes sont à pourvoir en 2024, le département employant 4 700 personnes à ce jour

pour l'enseignement, psychologues de la protection de l'enfance, ou encore mécaniciens. Entre 300 et 350 postes sont à pourvoir au total en 2024, le département employant 4 700 personnes à ce jour. Avis donc aux candidats et candidates.

F. H.



"Nous avons communiqué sur les grands projets du département, car les futurs collaborateurs ont besoin de travailler sur des sujets attractifs." Daisy Luczak, conseil départemental de Seine-et-Marne.

93 - Solidarité

À Saint-Ouen, un refuge pour les femmes victimes de violences pendant les JO

Baptisé "l'Abri", le lieu est accessible jour et nuit au siège de la région, à deux pas des sites de compétition et du village des athlètes

Le 7 mars dernier, la présidente de la région Ile-de-France Valérie Pécresse a inauguré l'Abri, le premier "lieu sûr" pour les victimes de harcèlement sexuel et des autres formes de violences et de harcèlement dans les lieux

Ce premier abri aura notamment pour tâche de venir en aide aux victimes qui seraient agressées pendant les JOP de Paris 2024 ou en marge des compétitions (touristes, bénévoles, athlètes)

publics. Ce lieu refuge est situé au siège de la région Ile-de-France, à Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis), à proximité de plusieurs lieux de compétition comme le centre aquatique de Saint-Denis ou le Stade de France, et à quelques centaines de mètres du village des athlètes. Il est accessible aux victimes en cas de danger 7



La présidente de la région Ile-de-France Valérie Pécresse a inauguré l'Abri le 7 mars, au siège de la région.

jours/7 et 24 heures/24, et l'accueil des victimes sera assuré en plusieurs langues (anglais, espagnol, portugais).

Ce premier abri aura notamment pour tâche de venir en aide aux victimes qui seraient agressées pendant les JOP de Paris 2024 ou en marge des compétitions (touristes, bénévoles, athlètes), qui

devraient voir converger durant un mois plus de 12 millions de personnes vers la région.

Un accompagnement pérenne

Au-delà des seuls JOP, le lieu propose aussi une prise en charge et un accompagnement plus pérenne des personnes victimes de violences

sexistes et sexuelles, de façon anonyme et individuelle, du lundi au samedi de 9 heures à 18 heures. Et à travers "le lab de l'abri", ce lieu deviendra un facilitateur et un lieu de rencontre des associations de défense des droits des femmes, pour imaginer les actions de prévention et d'innovation de demain. La région, qui s'est dotée d'un observatoire régional des violences faites aux femmes dès 2013 et a consacré 18 millions d'euros de budget à la question des violences faites aux femmes depuis 2017, compte bien multiplier les dispositifs de ce type partout en Ile-de-France dans les mois qui viennent. À travers des milliers de localisations (cafés, restaurants, magasins...), elle veut ainsi développer à terme un réseau dense de lieux sûrs en cas de danger, d'agression ou de harcèlement dans l'espace public.

La région a d'ailleurs passé un accord avec The Sorority. Cette communauté d'entraide internationale

a développé la première application entièrement sécurisée dédiée aux femmes et aux personnes issues des minorités de genre, qui permet de lutter contre les violences et de géolocaliser les lieux sûrs.

F. H.

La région compte multiplier les dispositifs de ce type partout en Ile-de-France dans les mois qui viennent. Elle veut ainsi développer un réseau dense de lieux sûrs en cas de danger.

91 - France services

Dans l'Essonne, un bus itinérant rapproche les usagers des administrations

Le dispositif cible en particulier les publics les plus vulnérables face à des services publics de plus en plus dématérialisés



Depuis janvier 2024, le Prox-e bus vient régulièrement à Morangis et permet aux usagers de trouver des conseils et de rencontrer des agents municipaux.

L'accès des Françaises et des Français aux services publics se dégrade. Selon le rapport annuel de la défenseure des droits, sur les 115000 réclamations reçues en 2021 par cette autorité, 80 % concernaient des difficultés dans les démarches administratives:

absence de réponse, délais trop longs, impossibilité de prendre rendez-vous à un guichet. Ces difficultés à accéder aux services publics viennent souvent de la dématérialisation à marche forcée des démarches, et touchent surtout les personnes vulnérables: celles ne lisant pas le français, les personnes âgées, les SDF... Plusieurs collectivités territoriales ont donc décidé d'agir pour rapprocher les services publics des usagers. Le département des Hauts-de-Seine (*lire ci-dessous*) va ainsi bâtir 14 centres sociaux qui devront être accessibles en moins de 20 minutes en transports en commun ou de 15 minutes à pied. D'autres font le choix de faire venir les services publics à domicile (ou presque), à l'aide d'un bus.

C'est notamment le cas de France services (structure pilotée par le gouvernement), en partenariat avec les mairies de Morangis et Savigny-sur-Orge.

Un accompagnement gratuit

Depuis janvier 2024, le Prox-e bus fait la navette entre les deux communes et s'installe, selon un planning connu à l'avance, sur des lieux stratégiques et facilement accessibles, comme la place de la mairie ou devant des espaces culturels. Les usagers peuvent s'y rendre pour trouver des conseils, être accompagnés pour leurs demandes en ligne, et plus généralement parler à des agents municipaux, détachés au Prox-e bus. Une imprimante et un ordinateur sont

également mis à leur disposition. Il s'agit d'un accompagnement gratuit et sans rendez-vous.

Le développement de ces services publics roulants est en tout cas en train de s'accélérer. En Ile-de-France, des municipalités de Seine-Saint-Denis comme Saint-Denis, Aulnay-sous-Bois, La Courneuve, ou du Val-d'Oise, comme Villiers-le-Bel, ont déjà déployé leur bus France services.

F. H.

Le développement de ces services publics roulants est en train de s'accélérer en Ile-de-France

94 - JOP 2024

Le Val-de-Marne fête le sport les 22 et 23 avril

Cet événement, conçu par le comité départemental olympique, est organisé 94 jours avant le début des Jeux et durera 2024 minutes



Les fédérations sportives de lutte, de wakeboard (photo) ou de volley-ball proposeront des initiations à leur sport.

Est-ce pour se consoler? Le Val-de-Marne, qui n'accueillera aucune compétition des Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024, va tout de même faire une grande fête du sport et de l'insertion les 22 et 23 avril, soit 94 jours avant l'événement - 94 est le numéro de département du Val-de-Marne. Le comité départemental olympique et sportif (CDOS 94), en partenariat avec la préfecture, le département, l'université de Créteil, l'agence régionale de santé (ARS) ou encore de grandes entreprises locales, est derrière cet événement, qui se déroulera pendant 2024 minutes dans plusieurs villes.

Quarante-sept d'entre elles, ainsi que les 14 sièges français de fédérations sportives que compte le département, ont été sollicités pour organiser leurs propres activités

autour du sport, de l'insertion, de l'emploi et de la culture pendant les presque 34 heures que durera l'opération (du lundi à 8h30, au mardi à 18h14). À titre d'exemple, le parc interdépartemental de Choisy-le-Roi accueillera un village de l'engagement et de l'inclusion, Sucy-en-Brie hébergera une nuit du sport, et les fédérations sportives de lutte, de wakeboard ou de volley-ball proposeront des initiations à leur sport.

La flamme olympique passe par le département

En guise de fil rouge, un relais organisé par l'association Artistes sportifs de cœur et faisant participer des sportifs passera par toutes les villes participantes. Une seconde édition de la fête

du sport et de l'insertion devrait aussi avoir lieu 94 jours après la clôture des Jeux paralympiques, le 11 septembre prochain.

Il serait toutefois faux de dire que les JOP de Paris 2024 ne concerneront pas le Val-de-Marne. D'abord, la flamme olympique traversera le département le 21 juillet, en passant par sept étapes, dont l'hôtel du département et l'aéroport d'Orly, et la flamme paralympique fera de même le 27 août. Une trentaine de sites val-de-marnais ont également été retenus comme centres de préparation aux Jeux pour les délégations étrangères. Enfin, 35 communes sont labellisées "Terre de jeux 2024" et s'engagent à développer des actions pour promouvoir le sport et les Jeux auprès de leurs habitants. Le département servira par ailleurs de base arrière à de nombreux visiteurs n'ayant pas pu trouver de logement à Paris intra-muros.

F. H.

Une seconde édition de la fête du sport et de l'insertion devrait avoir lieu 94 jours après la clôture des Jeux paralympiques, le 11 septembre

92 - Services sociaux

Des pôles sociaux plus accessibles dans les Hauts-de-Seine

À Antony vient d'ouvrir la sixième des 14 structures prévues, où les habitants peuvent se rendre en moins de 20 minutes



Le département des Hauts-de-Seine vient d'ouvrir un sixième pôle social à Antony. Baptisé l'Atrium, ce bâtiment de huit étages et 3200 mètres carrés s'inscrit dans un ensemble plus large (15000 m²) qui accueille notamment l'assureur Groupama. Il consacre trois niveaux à l'accueil du public. Au total, 21 millions d'euros ont été investis pour ce projet, dont 4,2 millions pour l'aménagement des locaux. Plus de dix métiers agissant dans le spectre social dévolu au département ont pris place dans les lieux. On y trouve un accueil administratif, un espace pour les ouvertures de droits, un "espace famille"... Une permanence unique des solidarités traite les problématiques les plus urgentes et oriente vers le service adapté: protection maternelle et infantile, planification familiale, action sociale, insertion et aide sociale à l'enfance et, l'été prochain, centre de santé sexuelle. L'ouverture du pôle d'Antony s'inscrit dans le cadre de la réorganisation des services sociaux

du département des Hauts-de-Seine, décidé par son président, Georges Siffredi.

Prochainement à Clichy et Bagneux

L'objectif est que chaque pôle social corresponde à un bassin de vie (ici Antony et Sceaux) et soit accessible en moins de 20 minutes en transports en commun, ou de 15 minutes à pied. L'Atrium correspond bien à cet engagement puisqu'il est relié au tram T10, à la gare RER de la Croix-de-Berny (ligne B), et est proche l'intersection de la RD920 et de l'A86. À terme, les Hauts-de-Seine devraient compter 14 structures de ce type, et les prochaines à ouvrir leurs portes seront celles de Clichy et Bagneux. Pour rappel, le département prévoyait, en 2023, 969 millions d'euros de dépenses de solidarité, contre 943 millions en 2022 et 909 en 2021.

F. H.

Le nouvel Economiste a été habilité pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2023 publieur officiel de toutes annonces judiciaires et légales en matière de procédure civile et de commerce, ainsi que les actes de société, pour les départements de Paris (Arrêté préfectoral du 14/12/2023), des Yvelines (Arrêté préfectoral du 22/12/2023), de l'Essonne (Arrêté préfectoral 2023-PREF/DCSIPC/BRECI/1332 du 26/12/2023), des Hauts-de-Seine (Arrêté préfectoral CAB/SDCI N°2023-081 du 21/12/2023), de Seine-Saint-Denis (Arrêté préfectoral N°2023-4259 du 29/12/2023), du Val-de-Marne (Arrêté préfectoral N°2023/4516 du 19/12/2023). **Tarifs du caractères des annonces légales : 75 - Paris : 0,232 € H.T., 78 - Yvelines : 0,221 € H.T., 91 - Essonne : 0,221 € H.T., 92 - Hauts-de-Seine : 0,232 € H.T., 93 - Seine-Saint-Denis : 0,232 € H.T., 94 - Val-de-Marne : 0,232 € H.T.**

Paris

Additif

Additif suite à l'annonce parue le 22/03/2024 concernant la société : LA BAGUETTE DU BON PAIN, il y avait également lieu de lire : date de l'acte : 22/02/2024, adresse fond commerce : 4 boulevard Davout 75020

AL0324-213843

Constitution

Par acte SSP du 19/03/2024, il a été constitué une **SASU** dénommée :

MOHAMED BEN YOUSSEF

Siège social : 142 rue de Rivoli 75001 PARIS

Capital : 100 €

Objet : La société a pour objet conseil en systèmes et logiciels informatiques. et, plus généralement, toutes opérations, de quelque nature qu'elles soient, juridiques, économiques et financières, civiles et commerciales, se rattachant à l'objet sus (indiqué ou à tous autres objets similaires ou connexes, de nature à favoriser, directement ou indirectement, le but poursuivi par la société, son extension ou son développement.

Président : M. Mohamed BEN YOUSSEF, 703 rue du Pioch de Boutonnet 34090 MONTPELLIER

Admissions aux assemblées et droits de vote : Tout Actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix.

Clauses d'agrément : Actions librement cessibles entre associés uniquement.

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de PARIS

AL0324-213627

Par acte SSP du 15/03/2024, il a été constitué une **SASU** dénommée :

DZ COIFFURE

Siège social : 51 rue de la Goutte d'Or 75018 PARIS

Capital : 1.000 €

Objet : Un salon de coiffure

Président : M. Sami DRAA, 4 rue Edouard Manet 62300 LENS

Admissions aux assemblées et droits de vote : Tout Actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix.

Clauses d'agrément : Actions librement cessibles entre associés uniquement.

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de PARIS

AL0324-213646

Par acte SSP du 20/03/2024, il a été constitué une **EURL** dénommée :

GMS LTD

Siège social : 58 rue de Monceau 75008 PARIS

Capital : 500 €

Objet : Import et export de produits et matériels cosmétiques et médicaux

Gérance : Mme Stephanie RENAUD, 88 allée des Topazes Villa B, Résidence la Roseraie 97400 SAINT-DENIS

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de PARIS

AL0324-213647

Par acte SSP du 20/03/2024, il a été constitué une **SASU** dénommée :

ECOPLANETE

Siège social : 78 avenue des Champs Elysées, bureau 326 - 75008 PARIS

Capital : 100 €

Objet : Achat, vente de véhicule parti-

culier, utilitaires, moins de 3, 5 tonnes. location de véhicule sans chauffeur

Président : M. MOHCENE MOHAMED BEN ALI, 296 avenue Napoléon Bonaparte 92500 RUEIL-MALMAISON

Admissions aux assemblées et droits de vote : Tout Actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix.

Clauses d'agrément : Les actions sont librement cessibles et transmissibles

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de PARIS

AL0324-213679

Par acte SSP du 15/03/2024, il a été constitué une **SARL** dénommée :

YW ONGLERIE

Siège social : 6 rue Hippolyte Lebas 75009 PARIS

Capital : 2.000 €

Objet : Salon de beauté, soins du visage, épilation, soins minceur, soins du corps, manucure, entretien corporel, vente des produits de beauté et accessoires

Gérance : M. YANG Lezhou, 70 rue Saint Honoré 75001 PARIS

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de PARIS

AL0324-213722

Par acte SSP du 08/03/2024, il a été constitué une **SCI** dénommée :

SJV FAMILLE

Siège social : 84, boulevard Masséna 75013 PARIS, appartement 1905, chez Mme NGO Julia Long - 75013 PARIS

Capital : 1.000 €

Objet : L'acquisition, par voie d'achat, d'apport ou autrement, la détention, l'administration, la restauration et/ou la construction de tous immeubles bâtis et/ou non bâtis, leur mise à disposition au bénéfice de tout ou partie des associés et/ou leur mise en location.

Gérance : Mme Julia Long NGO, 84 boulevard Masséna, appartement 1905 - 75013 PARIS, Mme Siu-Ling FONG, 84 boulevard Masséna, appartement 106 - 75013 PARIS

Cessions de parts sociales : Les parts sociales sont librement cessibles au profit d'un Associé. Toute cession à un tiers de la société est soumise au préalable à agrément de la collectivité des Associés réunis en Assemblée Générale.

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de PARIS

AL0324-213723

Par acte SSP du 27/12/2023, il a été constitué une **SASU** dénommée :

SAFE VL TRANSPORT

Siège social : 9 rue des Colonnes 75002 PARIS

Capital : 1.800 €

Objet : Transport routiers de fret de proximité de moins de 3.5 tonnes

Président : M. Remi BRUNATTO, 1 rue François Mansart 94000 CRETEIL.

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de PARIS

AL0324-213728

Par acte SSP du 17/03/2024, il a été constitué une **SASU** dénommée :

AVERLIS ENGINEERING SASU

Siège social : 229 rue Saint-Honoré 75001 PARIS

Capital : 100 €

Objet : La société a pour objet en france et à l'étranger la réalisation de toutes prestations d'ingénierie, d'études techniques, de conseil en matière d'in-

génierie, d'études économiques, de recherche fondamentale et appliquée et de savoir-faire, et de conseil pour le développement, la conception et l'installation dans tous les domaines de la construction.

Président : M. Alejandro Jose BRIONES BARRERA, 141 rue de Vaugirard 75015 PARIS

Admissions aux assemblées et droits de vote : Tout Actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix.

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de PARIS

AL0324-213729



Par acte SSP en date du 18/03/2024, il a été constitué une **SAS** dénommée :

PILEADE

Siège social : 30 rue Feutrier 75018 PARIS

Capital : 1.000 €

Objet : L'acquisition et la gestion de tout portefeuille de valeurs mobilières et autres titres de placement; la prise de participation au capital de toutes sociétés existantes ou nouvelles, et la gestion de ces participations; la direction, le contrôle et la coordination de ses filiales et participations; dans le cadre de la nécessaire coordinations des sociétés filiales et/ou du contrôle par la société de ses filiales et participations, la définition de la politique générale du groupe et notamment l'organisation, la coordination, la répartition et l'arbitrage, en tout domaine, entre les différentes sociétés dont la société assure le contrôle au sens de l'article L.233-3 du code de commerce; la fourniture de toutes prestations aux filiales et aux participations, de conseils et de services dans les domaines administratif, technique, commercial, financier, comptable, informatique, concourant à l'animation et à la politique du groupe; les prêts financiers et avances de trésorerie au profit de sociétés filiales, ainsi que toutes garanties au profit desdites sociétés dans les limites légales et réglementaires en vigueur; l'acquisition par voie d'achat, d'apport, d'échange ou d'édification de tous immeubles bâtis ou non bâtis, ainsi que de tous droits immobiliers; l'aménagement, la gestion, la mise en valeur, l'exploitation par bail ou autrement et la cession éventuelle de ces immeubles, biens et droits, directement ou par toutes autres modalités l'acquisition et la gestion de tout portefeuille de valeurs mobilières et autres titres de placement; la prise de participation au capital de toutes sociétés existantes ou nouvelles, et la gestion de ces participations; la direction, le contrôle et la coordination de ses filiales et participations; dans le cadre de la nécessaire coordinations des sociétés filiales et/ou du contrôle par la société de ses filiales et participations, la définition de la politique générale du groupe et notamment l'organisation, la coordination, la répartition et l'arbitrage, en tout domaine, entre les différentes sociétés dont la société assure le contrôle au sens de l'article L.233-3 du code de commerce; la fourniture de toutes prestations aux filiales et aux participations, de conseils et de services dans les domaines administratif, technique, commercial, financier, comptable, informatique, concourant à l'animation et à la politique du groupe; les prêts financiers et avances de trésorerie au profit de sociétés filiales, ainsi que toutes garanties au profit desdites sociétés dans les limites légales et réglementaires en vigueur; l'acquisition par voie d'achat, d'apport, d'échange ou d'édification de tous immeubles bâtis ou non bâtis, ainsi que de tous droits immobiliers; l'aménagement, la gestion, la mise en valeur, l'exploitation par bail ou autrement et la cession éventuelle de ces immeubles, biens et droits, directement ou par toutes autres modalités.

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de PARIS

AL0324-213778

Par acte SSP du 21/03/2024, il a été constitué une **SASU** dénommée :

MY ECOM

Siège social : 58 rue de Monceau 75008 PARIS

Capital : 1.000 €

Objet : L'achat et la vente, en ligne et à distance, de tous produits, marchandises et matériels déstockés, soldés, invendus à destination des particuliers ou des professionnels

Président : MY HLDG, SASU au capital de 10.000 €, 58 rue de Monceau 75008 PARIS, 985 165 661 RCS PARIS, représentée par M. Mohammed YAHIAOUI

Admissions aux assemblées et droits de vote : Tout Actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix.

Clauses d'agrément : Actions librement cessibles entre associés uniquement.

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de PARIS

AL0324-213800

Par acte SSP du 15/03/2024, il a été constitué une **SASU** dénommée :

A.S CONSULTING

Siège social : 25 rue de Ponthieu 75008 PARIS

Capital : 100 €

Objet : La société a pour objet, tant en france qu'à l'étranger la réalisation de toutes prestations de conseils, d'apports d'affaires, d'assistance opérationnelle aux entreprises et autres organisations publiques, para-publiques, et associatives en france et à l'étranger en matière de stratégie, gestion, management, recrutement, formation, ingénierie informatique, logistique, marketing, communication, vente et finance. l'objet social inclut également, plus généralement toutes opérations économiques, juridiques, industrielles, commerciales, civiles, financières, mobilières ou immobilières se rapportant directement ou indirectement à son objet social (y compris toute activité de conseil se rapportant directement ou indirectement à l'objet social), ou tous objets similaires, connexes ou complémentaires ou susceptibles d'en favori-

Président : M. Tristan, Adrien, Léonard PEYRAT, 30 rue Feutrier 75018 PARIS

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de PARIS

AL0324-213761

Par acte SSP du 28/02/2024, il a été constitué une **SASU** dénommée :

ARTE PERDURA

Siège social : 15 rue Etienne Dolet 75020 PARIS

Capital : 1.000 €

Objet : Mise à disposition d'espaces dédiés aux auto-entrepreneurs pour la vente d'objets artisanaux.

Président : Mme CAMILLE VILA VERDE, 15 rue Etienne Dolet 75020 PARIS

Admissions aux assemblées et droits de vote : Tout Actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix.

Clauses d'agrément : Actions librement cessibles entre associés uniquement.

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de PARIS

AL0324-213773

Par acte SSP du 20/03/2024, il a été constitué une **SAS** dénommée :

CEMACOM

Siège social : 78 avenue des Champs Elysées, bureau 326 - 75008 PARIS

Capital : 500 €

Objet : Activité des agences de publicité

Présidente : Mme Céline BLANCHARD, 1 Lotissement les Ferrages 83910 POURRIERES

Directeur Général : M. Mathieu FARACO, 1 Lotissement les Ferrages 83910 POURRIERES

Admissions aux assemblées et droits de vote : Tout Actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix.

Clauses d'agrément : Cession libre entre associé, agrément et préemption pour les tiers

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de PARIS

AL0324-213778

Par acte SSP du 21/03/2024, il a été constitué une **SASU** dénommée :

SINE CODA

Siège social : 119 rue de Charonne 75011 PARIS

Capital : 2.000 €

Objet : La société a pour objet, en france et à l'étranger : l'exercice direct ou indirect de toute activité en rapport avec la conception, la réalisation, la production, la distribution et la diffusion de jeux vidéo, de jeux de plateau, d'œuvres musicales, audiovisuelles, informatiques, graphiques ou plus largement artistiques, ainsi que la production et vente de toute marchandise et produit liée aux activités précédemment citées; la fourniture de prestations de services, de conseil, d'accompagnement, de formation et d'assistance en matière commerciale, financière, comptable, juridique, fiscale, technique, administrative, informatique, game design, en matière de stratégie, de développement, de marketing, de gestion, d'organisation, de négociation de tout type de contrats et plus généralement la fourniture de prestations de services en rapport avec les activités décrites ci-dessus.

Président : M. Luc LE DAUPHIN, 229 rue du Faubourg Saint Martin 75010 PARIS

Directeur Général : M. Antoine DRUAUX, 119 rue de Charonne 75011 PARIS

Admissions aux assemblées et droits de vote : Tout Actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix.

Clauses d'agrément : La cession de titres de capital et de valeurs mobilières donnant accès au capital à un tiers est soumise à l'agrément préalable de la collectivité des associés.

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de PARIS

AL0324-213827

Par acte SSP du 07/03/2024, il a été constitué une **SAS** dénommée :

NHA IMMOBILIER

Siège social : Chez l'Expert Comptable.Com 47 boulevard de Courcelles 75008 PARIS

Capital : 100 €

Objet : Gestion et conseils dans les affaires, en particulier dans l'immobilier activités d'achats et de revenu de biens immobiliers en tant que marchands de bien activités de locations de biens immobiliers a usage d'habitation et de biens immobiliers a usage professionnel

Président : M. AZZAOU ABDERRAHMEN, 27 rue Ordener 75018 PARIS

Clauses d'agrément : Actions librement cessibles entre associés uniquement.

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de PARIS

AL0324-213943

ser l'extension ou le développement. la société peut agir, tant en france qu'à l'étranger, pour son compte ou pour le compte de tiers, soit seule, soit en participation, association, groupement d'intérêt économique ou société, avec toutes autres sociétés ou personnes et réaliser, sous quelque forme que ce soit, directement ou indirectement, les opérations rentrant dans son objet. la société peut également prendre, sous toutes formes, tous intérêts et participations dans toutes affaires et entreprises françaises et étrangères, quel que soit leur objet. la location de courte ou de longue durée véhicules à moteur ou électrique sans chauffeur ainsi que le négoce.

Président : M. Samir AMARA, 1 rue Daniel 92600 ANNIERES-SUR-SEINE.

Admissions aux assemblées et droits de vote : Tout Actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix.

Clauses d'agrément : Actions librement cessibles entre associés uniquement.

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de PARIS

AL0324-213820

Par acte SSP du 21/03/2024, il a été constitué une **SAS** dénommée :

SINE CODA

Siège social : 119 rue de Charonne 75011 PARIS

Capital : 2.000 €

Objet : La société a pour objet, en france et à l'étranger : l'exercice direct ou indirect de toute activité en rapport avec la conception, la réalisation, la production, la distribution et la diffusion de jeux vidéo, de jeux de plateau, d'œuvres musicales, audiovisuelles, informatiques, graphiques ou plus largement artistiques, ainsi que la production et vente de toute marchandise et produit liée aux activités précédemment citées; la fourniture de prestations de services, de conseil, d'accompagnement, de formation et d'assistance en matière commerciale, financière, comptable, juridique, fiscale, technique, administrative, informatique, game design, en matière de stratégie, de développement, de marketing, de gestion, d'organisation, de négociation de tout type de contrats et plus généralement la fourniture de prestations de services en rapport avec les activités décrites ci-dessus.

Président : M. Luc LE DAUPHIN, 229 rue du Faubourg Saint Martin 75010 PARIS

Directeur Général : M. Antoine DRUAUX, 119 rue de Charonne 75011 PARIS

Admissions aux assemblées et droits de vote : Tout Actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix.

Clauses d'agrément : La cession de titres de capital et de valeurs mobilières donnant accès au capital à un tiers est soumise à l'agrément préalable de la collectivité des associés.

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de PARIS

AL0324-213827

Par acte SSP du 07/03/2024, il a été constitué une **SAS** dénommée :

NHA IMMOBILIER

Siège social : Chez l'Expert Comptable.Com 47 boulevard de Courcelles 75008 PARIS

Capital : 100 €

Objet : Gestion et conseils dans les affaires, en particulier dans l'immobilier activités d'achats et de revenu de biens immobiliers en tant que marchands de bien activités de locations de biens immobiliers a usage d'habitation et de biens immobiliers a usage professionnel

Président : M. AZZAOU ABDERRAHMEN, 27 rue Ordener 75018 PARIS

Clauses d'agrément : Actions librement cessibles entre associés uniquement.

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de PARIS

AL0324-213943

Par acte SSP du 23/03/2024, il a été constitué une **SASU** dénommée :

SEF-IT SOLUTIONS

Siège social : 5 Square de la Salamandre 75020 PARIS

Capital : 1.000 €

Objet : Conseil en systèmes et logiciels informatiques. conseil pour les affaires et autres conseils de gestion, l'accompagnement auprès des particuliers, des entreprises, des collectivités et autres organismes publics ou privés.

Président : M. Youssef CHERKI, 5 Square de la Salamandre 75020 PARIS.

Admissions aux assemblées et droits de vote : Tout Actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix.

Clauses d'agrèments : Actions librement cessibles entre associés uniquement.

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de PARIS

AL0324-213992

Par acte SSP du 14/03/2024, il a été constitué une **SAS** dénommée :

KAVAX

Siège social : 14 rue Daubigny 75017 PARIS

Capital : 20.000 €

Objet : Activité de VTC, location de véhicules avec ou sans chauffeur

Président : M. Kavindu MARTIN GUNAWARDANALAGE, 14 rue Daubigny 75017 PARIS

Directeur Général : M. Axel LANDE BADALGE, 10 rue Marcel Broucxaux 93000 BOBIGNY

Admissions aux assemblées et droits de vote : Tout Actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix.

Clauses d'agrèments : Actions librement cessibles entre associés uniquement.

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de PARIS

AL0324-214034

Modification**DEL SMILE COMPANY**

SASU au capital de 1.000 €

Siège social : 78 avenue des Champs Elysées, bureau 326 - 75008 PARIS
978 431 310 RCS PARIS

Suivant délibérations en date du 19/03/2024, l'associé unique a décidé de transférer le siège social au 38 boulevard Carnot bureau 3 59000 LILLE. Radiation au RCS de PARIS et immatriculation au RCS de LILLE MÉTROPOLE

AL0324-213624

ASIAN ZEN

SARL au capital de 2.000 €

Siège : 11 Place du Commerce 75015 PARIS
877 953 059 RCS PARIS

Par décision de l'AGE du 12/03/2024, il a été décidé de nommer Gérante Mme GUO Xiaomeng, 33 rue Jules Ferry 92150 SURESNES en remplacement de M. HAO Fulin démissionnaire. Mention au RCS de PARIS

AL0324-213631

SADMI

SCI au capital de 1.000 €

Siège social : 13 Place de la Fontaine 91830 LE COUDRAY-MONTCEAUX
898 565 114 RCS EVRY

Le 15/03/2024, l'AGE a décidé de transférer le siège social au 10 rue de Penthièvre 75008 PARIS. Président: M. Mohamed SADMI, 13 Place de la Fontaine 91830 LE COUDRAY-MONTCEAUX. Radiation au RCS d'EVRY et immatriculation au RCS de PARIS

AL0324-213660

TERRASTONE

SAS au capital de 50.000 €

Siège social : 6 rue du Général Clergerie 75116 PARIS
800 235 202 RCS PARIS

Le 13/03/2024, par décision unanime, les associés ont décidé de nommer directeur général, UNIQUSE, SAS au capital de 3.000 €, sise 96 rue Pierre Demours 75017 PARIS, 498 073 303 RCS PARIS, représentée par M. Pierre-arnaud DUBOIS (représentant du président) à compter du 14/03/2024, en remplacement de 714 H EURL, représentée par M. Pierre-arnaud DUBOIS. Mention au RCS de PARIS

AL0324-213676

CLE EN MAIN

SASU au capital de 8.000 €

Siège social : 1-3 rue d'Enghien 75010 PARIS
884 473 570 RCS PARIS

Le 20/03/2024, l'associé unique a décidé de changer la dénomination sociale qui devient: **CA DU NIORTAIS**. Modification au RCS de PARIS

AL0324-213678

MONDIAL CONSULTING

SARL au capital de 1.000 €

Siège social : 94 rue Curial 75019 PARIS
953 774 213 RCS PARIS

Le 19/03/2024, l'AGE a décidé de modifier l'objet social comme suit : services de comptabilité, Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion, formalité, domiciliation, à compter du 20/03/2024. Modification au RCS de PARIS

AL0324-213683

SCI WOOROU

SCI au capital de 7.500 €

Siège social : 5 boulevard du Montparnasse 75006 PARIS
510 837 701 RCS PARIS

Le 14/03/2024, les associés ont décidé de changer la dénomination sociale qui devient: **SCI BALZAC**. Modification au RCS de PARIS

AL0324-213688

LGM AM

SARL au capital de 32.500 €

Siège social : 10 rue de Penthièvre 75008 PARIS
418 741 898 RCS PARIS

Le 18/03/2024, l'AGO a décidé de modifier le capital social de 32.500 € afin de porter ce dernier à 130.000 €. Mention au RCS de PARIS

AL0324-213691

MAXULA TRAVEL & FLIGHT SERVICE

SAS au capital de 8.000 €

Siège social : 27 rue Lacaze 75014 PARIS
883 974 990 RCS PARIS

Le 14/03/2024, l'AGE a décidé de modifier le capital social de 8.000 € afin de porter ce dernier à 60.000 €. Mention au RCS de PARIS

AL0324-213725

CHALOM TRAITEUR

SARL au capital de 10.000 €

Siège social : 38, rue de Rochechouart 75009 PARIS
793 564 519 RCS PARIS

Le 15/11/2023, l'AGE a décidé de transformer la société en SAS. A été nommé Président M. VAUCLIN Jean-Marc, 19 rue du Vieux Colombier 75006 PARIS. Admissions aux assemblées et droits de vote : Tout Actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix. Clauses d'agrèments: Actions librement cessibles entre as-

sociés uniquement. Le reste demeure inchangé. Mention au RCS de PARIS

AL0324-213777

TRD

SARL au capital de 30.000 €

Siège social : 13 rue des Muriers 75020 PARIS
920 955 093 RCS PARIS

Le 08/03/2024, l'AGE a décidé de nommer gérant M. Mohamed ZERDABI, 30 rue Joseph Python 75020 PARIS en remplacement de M. Youssef ZERDABI. Mention au RCS de PARIS

AL0324-213781

AUTO CLEAN EXPRESS CLICHY

SASU au capital de 1.000 €

Siège social : 10 avenue de la Porte de Vanves 75014 PARIS
810 406 033 RCS PARIS

Le 18/03/2024, l'AGE a décidé de transférer le siège social au 17 avenue de la Porte de Vanves 75014 PARIS. Modification au RCS de PARIS

AL0324-213823

ALSACE CONNEXIA

SAS au capital de 7.000.000 €

Siège social : 16 rue du Général Alain de Boissieu 75015 PARIS
480 083 047 RCS PARIS

Le 01/06/2023, l'AGO a pris acte du départ du directeur général, M. Benoit DE DINECHIN. Mention au RCS de PARIS

AL0324-213839

SELARLU FIRSH

SELARL au capital de 1.000 €

Siège social : 5 rue la Boétie 75008 PARIS
949 421 192 RCS PARIS

Suivant délibérations en date du 01/03/2024, l'associé unique a décidé de transférer le siège social au 38 rue de Courcelles 75008 PARIS. Modification au RCS de PARIS

AL0324-213840

A2BD

SASU au capital de 1.500 €

Siège social : 70 rue Curial 75019 PARIS
832 226 070 RCS PARIS.

L'AGE du 01/02/2024 a décidé de :
- transférer le siège social au 32 boulevard de Strasbourg Cs30108 - 75010 PARIS

- nommer gérant M. Jhon DE N'NAH NSENGUE D'EBLOWA, 70 rue Curial 75019 PARIS en remplacement de M. remi MAHIEU
Mention au RCS de PARIS

AL0324-213881

MISTER LUDO

SAS au capital de 1.000 €

Siège social : 31 rue de Lubeck 75016 PARIS
953 761 764 RCS PARIS

Le 15/03/2024, l'AGE a décidé de transférer le siège social au 16 bis avenue Desgenettes 94100 SAINT-MAUR-DES-FOSSES. Radiation au RCS de PARIS et immatriculation au RCS de CRETEIL

AL0324-213929

SOCIETE FRANCAISE D'EQUIPEMENT

SARL au capital de 19.031,25 €

Siège social : 19 rue Auguste Chabrières - 75015 PARIS
334 257 466 RCS PARIS

Le 25/03/2024, le Gérant a décidé de transférer le siège social au 61 rue de Lyon 75012 PARIS. Modification au RCS de PARIS

AL0324-213949

SERGE KUBRYK AUDIT

SARL au capital de 112.540 €

Siège social : 5 rue de Téhéran 75008 PARIS
328 542 824 RCS PARIS

Le 16/02/2024, l'AGE a décidé de transformer la société en SAS. A été nommé Président M. ELBASE Franck, 42 rue Paul Valéry 75116 PARIS

Admissions aux assemblées et droits de vote : Tout Actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix.

Clauses d'agrèments : Actions librement cessibles entre associés uniquement

Le reste demeure inchangé. Mention au RCS de PARIS

AL0324-213955

KAPA

SARL au capital de 10.000 €

Siège social : 44 rue Miromesnil 75008 PARIS
913 362 323 RCS PARIS.

Le 05/02/2024, par décision unanime, les associés ont décidé de transformer la société en SARL. Ont été nommés Gérants Mme CHAHINE Karla, 5 rue Desbordes Valmore 75116 PARIS et Mme KAYALE épouse EL-ASMAR Pascale, 5 rue Desbordes Valmore 75116 PARIS. Le reste demeure inchangé. Mention au RCS de PARIS

AL0324-214054

CAP EPARGNE RETRAITE FRANCE

SARL au capital de 10.000 €

Siège social : 66 avenue des Champs Elysées - 75008 PARIS
797 639 754 RCS PARIS

Le 23/12/2023, l'AGE a décidé d'étendre l'objet social comme suit : Marchand de biens achat et vente de biens immobiliers. Modification au RCS de PARIS

AL0324-214057

Dissolution**SOC CONSULTING**

SASU au capital de 500 €

Siège social : 73 avenue du Maine 75014 PARIS
880 507 884 RCS PARIS

Le 23/12/2023, l'AGE a décidé la dissolution anticipée de la société, nommé liquidateur Mme Sofia CHAHIR, 73 avenue du Maine 75014 PARIS et fixé le siège de liquidation chez le liquidateur. Modification au RCS de PARIS

AL0324-213626

NLI BUSINESS

SAS au capital de 5.000 €

Siège social : 16 rue du Pont Neuf 75001 PARIS
910 279 462 RCS PARIS

Le 31/12/2023, l'AGE a décidé la dissolution anticipée de la société, nommé liquidateur M. Julien MUSY, 6 Route de Founex 1291 COMMUGNY (SUISSE) et fixé le siège de liquidation au siège social. Modification au RCS de PARIS

AL0324-213779

YS CONSULT

SASU au capital de 1.000 €

Siège social : 26t rue Nicolai 75012 PARIS
948 611 207 RCS PARIS

Le 01/03/2024, l'associé unique a décidé la dissolution anticipée de la société, nommé liquidateur M. YANIS SADI, 3 rue de la Faisanderie 77290 MITRY-MORY et fixé le siège de liquidation au siège social. Modification au RCS de PARIS

AL0324-213788

MSM-INFO

SASU au capital de 1.000 €

Siège social : 40 rue Alexandre Dumas 75011 PARIS
844 326 314 RCS PARIS

Le 31/12/2023, l'associé unique a décidé la dissolution anticipée de la société, nommé liquidateur M. Abdelmoumen MEZHOUD, 41 rue cornet 80000 AMIENS et fixé le siège de liquidation au siège social. Modification au RCS de PARIS

AL0324-213828

JM CONSULTING

SASU au capital de 500 €

Siège social : 16 rue du Pont Neuf 75001 PARIS
914 222 104 RCS PARIS

Le 31/12/2023, l'associé unique a décidé la dissolution anticipée de la société, nommé liquidateur M. Julien MUSY, 6 Route de Founex, 1291 Commugny (SUISSE) et fixé le siège de liquidation au siège social. Modification au RCS de PARIS

AL0324-213880

KAFO

SAS au capital de 300 €

Siège social : 40 rue Alexandre Dumas 75011 PARIS
922 632 070 RCS PARIS

Le 15/08/2023, l'AGE a décidé la dissolution anticipée de la société, nommé liquidateur M. Vincent DE BUSSY, 13 rue du Moulin 56000 VANNES et fixé le siège de liquidation chez le liquidateur. Modification au RCS de PARIS

AL0324-213933

O'MARKET PASTEUR

SASU au capital de 1.000 €

Siège social : 13 boulevard Pasteur 75015 PARIS
948 743 463 RCS PARIS

Le 25/03/2024, l'AGE a décidé la dissolution anticipée de la société à compter du 31/12/2023, nommé liquidateur M. Sanoyan JEYAKUMAR, 17 rue du docteur Menard 93160 NOISY-LE-GRAND et fixé le siège de liquidation chez le liquidateur. Modification au RCS de PARIS

AL0324-214013

AMRALINK

SASU au capital de 20.000 €

Siège social : 10 rue de la Pépinière 75008 PARIS
815 141 833 RCS PARIS

Le 31/12/2023, l'associé unique a décidé la dissolution anticipée de la société, nommé liquidateur M. Barakat AL NAWAFLEH, 5 bis rue Saint Paul 75004 PARIS et fixé le siège de liquidation au siège social. Modification au RCS de PARIS

AL0324-214028

Clôture de Liquidation**TOURIST EVENT AND SERVICE**

SASU au capital de 200 €

Siège social : 61 rue de Lyon 75012 PARIS
951 591 189 RCS PARIS

Le 18/03/2024, l'associé unique a approuvé les comptes de liquidation, déchargé le liquidateur M. Moussa BOUCHIKHI TANI, 102 avenue de la Libération 33700 MERIGNAC, de son mandat et constaté la clôture des opérations de liquidation à compter du 18/03/2024. Radiation au RCS de PARIS

AL0324-213796

ANNONCES LÉGALES & JUDICIAIRES

Vie des sociétés, ventes judiciaires, avis judiciaires, appel d'offres, arrêtés préfectoraux, enquêtes publiques

A&C EBUSINESS

SASU au capital de 100 €
Siège social : 6 rue d'Armaillé
75017 PARIS
952 434 363 RCS PARIS

Le 11/03/2024, l'associé unique a approuvé les comptes de liquidation, déchargé le liquidateur M. Allan COMTE, 19 route d'Obernai 67530 BCERSCH de son mandat et constaté la clôture des opérations de liquidation à compter du 11/03/2024. Radiation au RCS de PARIS

AL0324-213841

Transmission Universelle de Patrimoine

NC FOOD AND SERVICES

EURL au capital de 2.000 €
Siège social : 11 rue de Lagny
75020 PARIS
831 679 071 RCS PARIS

Le 21/03/2024 la société NC GROUP, EURL au capital de 125.000 €, 811 542 307 RCS PARIS, sise 11 rue de Lagny 75020 PARIS associée unique de la société NC FOOD AND SERVICES, a décidé la dissolution sans liquidation de cette société dans les conditions de l'article 1844-5 al. 3 du Code civil. Les créanciers peuvent former opposition devant le T.C. de PARIS dans les 30 jours de la présente publication

AL0324-213786

Yvelines

Constitution

Par acte SSP du 19/03/2024 il a été constitué une **SASU** dénommée :

ZENTIME

Nom commercial: ZENTIME
Siège social : Ferme du bois l'épiciier, D61 Route de Rambouillet 78550 MAULETTE
Capital : 100 €

Objet : La société a pour objet, en France et à l'étranger : toutes prestations de services dans le domaine de la naturopathie, sophrologie et accompagnements bien être. La prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de toutes marques, de tous procédés et brevets, et plus largement de tout droit de propriété intellectuelle concernant ces activités; la participation de la société, par tous moyens, directement ou indirectement, à toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements; la société peut agir directement, indirectement, seule ou en association, participation, groupement ou sociétés avec toutes autres personnes. elle peut réaliser sous quelque forme que ce soit les opérations entrant dans son Objet Social.

Président : Mme KOPYL épouse PINCEAUX Svetlana, Ferme du bois l'épiciier, D61 Route de Rambouillet 78550 MAULETTE
Transmission des actions: Actions librement cessibles entre associés uniquement.

Admission aux assemblées et exercice du droit de vote: Tout Actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix.
Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de VERSAILLES

AL0324-213607

Essonne

Rectificatif

Rectificatif à l'annonce parue le 22/03/2024 concernant la société : **HADAMARD**, il y avait lieu de lire Par acte SSP du 06/03/2024

AL0324-213690

Constitution

Par acte SSP du 19/03/2024, il a été constitué une **SASU** dénommée :

ARGUMENT PLUS

Siège social : 1 Villa du Dauphiné 91860 EPINAY-SOUS-SENART

Capital : 500 €

Objet : Le conseil pour les affaires et autres conseils de gestion aux entreprises ou organismes divers, modulation des projets, stratégie, management, audit, financement, ressources humaines et communication auprès des entreprises, des jeunes entreprises innovantes ou des organismes publics et privés.

Présidente : Mme Iryna SMACHNA, 1 Villa du Dauphiné 91860 EPINAY-SOUS-SENART

Admissions aux assemblées et droits de vote : Tout Actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix.

Clauses d'agrément : Actions librement cessibles entre associés uniquement.

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS d'EVRY

AL0324-213645

Par acte SSP du 19/03/2024, il a été constitué une **SASU** dénommée :

EASY.MOUV

Siège social : 34 rue de Longpont 91360 VILLEMOISSON-SUR-ORGE

Capital : 100 €

Objet : Exploitation de véhicule de tourisme avec chauffeur, transport de personne à deux roue, à moto

Président : M. BOUBACARY DICKO, 34 rue de Longpont 91360 VILLEMOISSON-SUR-ORGE

Admissions aux assemblées et droits de vote : Tout Actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix.

Clauses d'agrément : Actions librement cessibles entre associés uniquement.

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS d'EVRY

AL0324-213648

Par acte SSP du 01/03/2024 il a été constitué une **SASU** dénommée :

AZ PRO

Siège social : 3 rue Lavoisier 91350 GRIGNY

Capital : 1.000 €

Objet : Travaux de peinture, revêtement de sols, électricité, maçonnerie, ravalement, étanchéité, menuiserie, parquets, nettoyage, achat et vente de matériels

Président : M. ALI Zeeshan, 3 rue Lavoisier 91350 GRIGNY

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS d'EVRY

AL0324-213657

Par acte SSP du 20/03/2024, il a été constitué une **SCI** dénommée :

SCI ANUSH

Siège social : 39 rue de la Division Leclerc 91160 SAULX-LES-CHARTREUX

Capital : 1.000 €

Objet : L'acquisition, l'administration et la gestion par bail, location ou toute autre forme de tous immeubles et biens immobiliers. l'acquisition par voie d'achat ou d'apport, la propriété, la mise en valeur, la transformation, la construction, l'aménagement, de tous meubles, biens et droits immobiliers, ainsi que de tous biens et droits pouvant constituer l'accessoire, l'annexe ou le complément de ces biens. le tout soit au moyen de ses capitaux propres soit au moyen de capitaux d'emprunt, ainsi que de l'octroi, à titre accessoire et exceptionnel, de toutes garanties à des opérations conformes au présent objet civil et susceptibles d'en favoriser le développement. l'administration, l'exploitation de ces biens par bail, location ou autrement, leur mise à disposition à titre gratuit au profit du gérant et/ou des associés. exceptionnellement l'aliénation des immeubles sociaux, notamment au moyen de

vente, échange ou apport en société et généralement toutes opérations civiles pouvant se rattacher directement ou indirectement à cet objet ou susceptibles d'en favoriser le développement, et ne modifiant par le caractère civil de la société.

Gérance : Mme SUTHAJINI SRIRAGAVAN, 11 rue Paul Sabatier 77176 SAVIGNY-LE-TEMPLE

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS d'EVRY

AL0324-213693

Par acte SSP du 21/03/2024, il a été constitué une **SAS** dénommée :

PREMIUM BARBER SHOP

Siège social : 4 Place de l'Eglise 91520 EGLY

Capital : 1.000 €

Objet : Barber shop.

Président : M. Nour-Eddine OUBAYA, 201 rue des Pyramides 91000 EVRY-COURCOURONNES

Admissions aux assemblées et droits de vote : Tout Actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix.

Clauses d'agrément : Actions librement cessibles entre associés uniquement.

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS d'EVRY

AL0324-213733

Par acte SSP du 26/02/2024, il a été constitué une **SASU** dénommée :

MJ FOODS

Siège social : 14 Place du 19 Mars 1962 91000 EVRY-COURCOURONNES

Capital : 4.000 €

Objet : Tout type de restauration rapide, préparation vente et livraison de plats de restauration rapide et de boissons non alcoolisées, dont la vente sur place, à emporter et en livraison

Président : M. JUNAID BABAR, 4 avenue Anna de Noailles 95200 SARCELLES

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS d'EVRY

AL0324-213780

Par acte SSP du 21/03/2024, il a été constitué une **SAS** dénommée :

FLEXTEX INVEST

Siège social : Aéroport de Cerny 91590 LA FERTE-ALAIS

Capital : 5.000 €

Objet : Acquisition et exploitation d'aéronefs, par voie de location, affrètement coque nue ou par tout autre moyen, prise de participations dans toutes sociétés.

Président : M. Frédéric BOUCHEZ, 5 Place des Gobelins 91580 VILLENEUVE-SUR-AUVERS

Admissions aux assemblées et droits de vote : Tout Actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix.

Clauses d'agrément : Actions librement cessibles entre associés uniquement.

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS d'EVRY

AL0324-213787

Par acte SSP du 20/11/2023, il a été constitué une **SARL** dénommée :

SMV SECURITE

Siège social : 39 rue Oberkump 91100 CORBEIL-ESSONNES

Capital : 1.000 €

Objet : Activités de sécurité privée elle fournira : Les services d'agents de sécurité. Les services de dactyloscopie. Les services de détecteur de mensonge. Les services de garde de corps. Les services de voiture blindée
Gérance : M. HAMRI KHALED, 77 rue Dunois 75013 PARIS
Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS d'EVRY

AL0324-213821

Par acte SSP du 01/03/2024, il a été constitué une **SASU** dénommée :

FLY CARX

Siège social : 2 Place Léon Blum 91270 VIGNEUX-SUR-SEINE

Capital : 1.500 €

Objet : VTC

Président : M. JORDY NGOMA, 2 Place Léon Blum 91270 VIGNEUX-SUR-SEINE.

Admissions aux assemblées et droits de vote : Tout Actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix.

Clauses d'agrément : Actions librement cessibles entre associés uniquement.

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS d'EVRY

AL0324-213822

Par acte SSP du 05/03/2024, il a été constitué une **EURL** dénommée :

CV RENOVATION

Siège social : 11 rue Eugène Boudin 91600 SAVIGNY-SUR-ORGE

Capital : 1.000 €

Objet : Entreprise générale de rénovation de bâtiment, tous travaux d'intérieur-extérieur, achat revente de matériel de bâtiment, apporteur d'affaires, sous-traitance générale, et généralement tous travaux se rapportant à l'objet social

Gérance : M. VEACESLAV CEBAN, 69 Vieux Chemin de Monthéry 91620 LA VILLE-DU-BOIS

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS d'EVRY

AL0324-213882

Par acte SSP du 01/03/2024, il a été constitué une **SAS** dénommée :

KING PIZZA

Siège social : 6 allée de l'Orangerie 91210 DRAVEIL

Capital : 1.000 €

Objet : Restauration rapide sur place et à emporter, boissons sans alcool, livraison a domicile.

Président : M. Bechir GRAB, 6 avenue des Martyrs 3200 TATAOUINE (TUNISIE)

Admissions aux assemblées et droits de vote : Tout Actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix.

Clauses d'agrément : Actions librement cessibles entre associés uniquement.

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS d'EVRY

AL0324-213979

Par acte SSP du 27/03/2024, il a été constitué une **SASU** dénommée :

HEPHAISTOS HOLDING

Siège social : Espace Technologique, Immeuble Apollo, l'Orme des Merisiers 91190 SAINT-AUBIN

Capital : 1.000 €

Objet : La propriété et la gestion des participations dans des sociétés existantes ou à créer; toutes activités de prestations de services aux entreprises.

Président : M. Philippe HOSTALERY, 12 rue de la Garenne 78125 ORPHIN

Admissions aux assemblées et droits de vote : Tout Associé est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix

Clauses d'agrément : Actions librement cessibles

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS d'EVRY

AL0324-214030

Modification

VALMONT

SAS au capital de 1.284.000 €
Siège social : Route Nationale 20

ZAC des Graviers

91620 LA VILLE-DU-BOIS
798 247 813 RCS EVRY

Aux termes d'une AGOA du 30/06/2020, il résulte que les mandats de Monsieur Gilles BORIE, Commissaire aux Comptes titulaire, et de la société Compagnie Fiduciaire de la Seine, Commissaire aux Comptes suppléante, sont arrivés à expiration et qu'il est mis fin à leur mandat

Pour avis.

AL0324-213263

SADMI

SCI au capital de 1.000 €
Siège social : 13 Place de la Fontaine 91830 LE COUDRAY-MONTCEAUX
898 565 114 RCS EVRY

Le 15/03/2024, l'AGE a décidé de transférer le siège social au 10 rue de Penthièvre 75008 PARIS. Radiation au RCS d'EVRY et immatriculation au RCS de PARIS

AL0324-213659

AMA DRIVE

SASU au capital de 100 €
Siège social : 13 avenue de Provence 91170 VIRY-CHATILLON
915 024 202 RCS EVRY

L'AGE du 02/06/2023 a décidé de :
- transférer le siège social au 34 allée Jean Rostand 91000 EVRY-COURCOURONNES.

- nommer Président M. Joachim BRUCHHAUSER, 11 rue Bertrand Russell 77310 SAINT-FARGEAU-PONTHIERRY en remplacement de M. Abdelhalim KRIKIB
Mention au RCS d'EVRY

AL0324-213776

DEVIS FORMATION Y

SARL au capital de 1.500 €
Siège social : 41 avenue du Château 91760 ITTEVILLE
814 811 535 RCS EVRY

Suivant délibérations en date du 09/01/2024, l'associé unique a décidé de transférer le siège social au 335 Chemin des Valettes 83490 MUY. Radiation au RCS d'EVRY et immatriculation au RCS de FREJUS

AL0324-213797

ALMO BTP

SARL au capital de 8.000 €
Siège social : 403 square Jacques Prevert 91000 EVRY-COURCOURONNES
824 472 765 RCS EVRY

Le 14/03/2024, l'AGE a décidé de transférer le siège social au 25 rue Paul Vaillant Couturier 94310 ORLY. Radiation au RCS d'EVRY et immatriculation au RCS de CRETEIL

AL0324-213802

AVEC SERVICES

SARL au capital de 2.000 €
Siège social : 4 rue de l'Industrie 91210 DRAVEIL
492 638 465 RCS EVRY

Le 20/03/2024, l'AGE a décidé de transformer la société en SAS. A été nommé Président M. AUDOUX Alain, 19 allée du Fief de Moulignon 77310 SAINT-FARGEAU-PONTHIERRY. Admissions aux assemblées et droits de vote : Tout Actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix. Clauses d'agrément : toute cession d'actions est soumise à l'agrément préalable de la collectivité des associés. Le reste demeure inchangé. Mention au RCS d'EVRY

AL0324-213824

TP SUD EST FRANCILIEN

SARL au capital de 8.000 €
Siège : 1 rue Johann Strauss 91860 EPINAY SOUS SENART
799 041 918 RCS EVRY

Suite à l'AGE du 24/11/2023, il a été décidé de nommé gérant M. DEMIRKAYA Mustafa, au 1 rue Johann Strauss 91860 EPINAY SOUS SENART, en remplacement de M. BICER Özcan, à compter du 24/11/2023, pour une durée indéterminée. Mention au RCS d'EVRY

AL0324-213889

Dissolution

CH VTC TAXI

SASU au capital de 1.800 €
Siège social : 14 avenue du Maréchal
Davout 91800 BRUNOY
904 625 852 RCS EVRY

Le 01/12/2023, l'AGE a décidé la dissolution anticipée de la société, nommé liquidateur M. HATEM CHEBBI, 14 avenue du Maréchal Davout 91800 BRUNOY et fixé le siège de liquidation au siège social. Modification au RCS d'EVRY

AL0324-213782

MEKKI

SARL au capital de 200 €
Siège social : 80 rue Toulouse Lautrec
91300 MASSY
903 629 954 RCS EVRY

Le 01/07/2022, les associés ont décidé la dissolution anticipée de la société, nommé liquidateur M. Abderrahim KATI, Cité Makhlof khilifa 06037 TINEBDAR (ALGERIE), et fixé le siège de liquidation au siège social. Modification au RCS d'EVRY

AL0324-213803

AUTOMATE HUGAN

SAS au capital de 1.000 €
Siège social : 10 avenue des Cerisiers
91200 ATHIS MONS
819 004 839 RCS EVRY

Par décision de l'Assemblée Générale du 30/06/2023, il a été décidé de la dissolution de la société, de nommer en qualité de Liquidateur M. Rui ANTUNES LOURENCO, 10 avenue des Cerisiers 91200 ATHIS MONS, et de fixer le siège de liquidation au siège social où seront également notifiés actes et documents. Dépôt des actes et pièces relatifs à la liquidation au Greffe du Tribunal de Commerce d'EVRY. Modification au RCS d'EVRY

AL0324-213945

Divers Autres

LAPIERRE HOLDING

SASU au capital de 1.000 €
Siège social : 1 rue Henri Dunant
91160 LONGJUMEAU
892 800 350 RCS EVRY

Le 19/03/2024, l'AGE a décidé de la continuation de la société malgré un actif inférieur à la moitié du capital social. Modification au RCS d'EVRY

AL0324-213724

Transmission Universelle de Patrimoine

PAULRIS

SARL à associée unique
au capital de 1.000 €
Siège social : 28 rue Albert Rémy
91130 RIS-ORANGIS
484 299 300 RCS EVRY

Par décision en date du 20/03/2024, la société PAULMORSANG dont le siège social est au Centre Commercial Cora, lot 116, 1 avenue de l'Europe 91300 MASSY, immatriculée au RCS d'EVRY sous le numéro 513 815 217, associée unique de la société PAULRIS ci-dessus désignée, a prononcé la dissolution de cette dernière. Cette décision de dissolution a fait l'objet d'une déclaration auprès du Greffe du Tribunal de Commerce d'EVRY. En application de l'article 1844-5 al.3 du Code Civil, la dissolution de ladite société entraînera Transmission Universelle de son Patrimoine à la société PAULMORSANG sans qu'il y ait lieu à liquidation, les créanciers pouvant faire opposition dans les conditions et délais prévus par ledit article. Le dépôt des actes et pièces relatifs à la dissolution sera effectué au greffe du tribunal de commerce d'EVRY en annexe au registre du commerce.

Pour avis

AL0324-214008

PAULBRETIGNY

SARL à associée unique
au capital de 1.000 €
Siège social : Centre Commercial
Auchan, la Maison Neuve
91220 BRETIGNY-SUR-ORGE
494 053 671 RCS EVRY

Par décision en date du 20/03/2024, la société PAULMORSANG dont le siège social est au Centre Commercial Cora, lot 116, 1 avenue de l'Europe 91300 MASSY, immatriculée au RCS d'EVRY sous le numéro 513 815 217, associée unique de la société PAULBRETIGNY ci-dessus désignée, a prononcé la dissolution de cette dernière. Cette décision de dissolution a fait l'objet d'une déclaration auprès du Greffe du Tribunal de Commerce d'EVRY. En application de l'article 1844-5 al.3 du Code Civil, la dissolution de ladite société entraînera Transmission Universelle de son Patrimoine à la société PAULMORSANG sans qu'il y ait lieu à liquidation, les créanciers pouvant faire opposition dans les conditions et délais prévus par ledit article. Le dépôt des actes et pièces relatifs à la dissolution sera effectué au greffe du tribunal de commerce d'EVRY en annexe au registre du commerce.

Pour avis

AL0324-214009

Hauts-de-Seine

Rectificatif

Rectificatif à l'annonce parue le 08/03/2024 concernant la société: **RKN LUXE**, il y avait lieu de lire Exploitation de véhicules de transport avec chauffeur (VTC)

AL0324-213727

Rectificatif à l'annonce parue le 22/03/2024 concernant la société : **ETOILE VERTE**, il y avait lieu de lire Par acte SSP du 20/03/2024 Siège social : 119 Bis rue de Colombes 92600 ASNIERES-SUR-SEINE

AL0324-213792

Rectificatif à l'annonce parue le 23/02/2024 concernant la société : **FONCIERE NATHALIE 78**, il y avait lieu de lire Siège social: 41 rue Parmentier 92600 ASNIERES-SUR-SEINE

AL0324-214033

Constitution

Par acte SSP du 19/03/2024, il a été constitué une **SASU** dénommée :

ELITE TRANSPORTS

Siège social : 6 rue des Bateliers, bureau 3 - 92110 CLICHY
Capital : 5.000 €
Objet : Transports routiers de fret de proximité
Président : M. Mehdi SAHARI, 4 rue Square François Villon 78190 TRAPPES.
Admissions aux assemblées et droits de vote : Tout Actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix.
Clauses d'agrément : Les actions sont librement cessibles et transmissibles
Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de NANTERRE

AL0324-213625

Par acte SSP du 19/03/2024, il a été constitué une **SAS** dénommée :

ARBOR MARKETING

Siège social : 7 rue Victor Hugo 92300 LEVALLOIS-PERRET
Capital : 100 €
Objet : Services des centres d'appels, vente de prospects qualifiées, e-marketing et développement web
Président : CARRE NOIR, SASU au capital de 100 €, sise 10 rue de la Paix 75002 PARIS, 922 694 476 RCS PARIS, représentée par M. Charles-Henry FHAL

Directeur Général : Mme Émilie FHAL, 7 rue Victor Hugo 92300 LEVALLOIS-PERRET
Admissions aux assemblées et droits de vote : Tout Actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix.
Clauses d'agrément : Actions librement cessibles entre associés uniquement.

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de NANTERRE

AL0324-213680

Par acte SSP du 08/03/2024, il a été constitué une **SARL** dénommée :

NOVA ROUTE

Siège social : 55 avenue de Verdun 92390 VILLENEUVE-LA-GARENNE
Capital : 3.300 €
Objet : Transport public routier de marchandises, activité assurée exclusivement à l'aide de véhicules n'excédant pas 3, 5T. d'une manière générale, toutes activités et tout commerce pouvant bénéficier à l'essor commercial de la société sans que la spécification des produits vendus soit limitée à ceux énumérés ci-dessus.
Gérance : M. DILVY Kilian, Stanley, Gerson, 55 avenue de Verdun 92390 VILLENEUVE-LA-GARENNE
Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de NANTERRE

AL0324-213698

Par acte SSP du 16/03/2024, il a été constitué une **SAS** dénommée :

AMTB 6

Siège social : 16 allée des Charmilles 92220 BAGNEUX
Capital : 1.200 €
Objet : Conseil pour les affaires et autres conseils en gestion; portage d'affaires; participation à toutes activités commerciales ou financières, mobilières ou immobilières, en France ou à l'étranger; organisation de conférences, de voyages et d'événements culturels.
Président : M. NY TOKY SOLONIANDRY ANDRIAMANJATO, 16 allée des Charmilles 92220 BAGNEUX
Admissions aux assemblées et droits de vote : Tout Actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix.
Clauses d'agrément : Actions cessibles, y compris entre associés, après agrément préalable donné par décision collective adoptée à la majorité des deux tiers des associés présents ou représentés.
Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de NANTERRE

AL0324-213726

Par acte SSP du 21/03/2024, il a été constitué une **SASU** dénommée :

EJS CONSEIL

Siège social : 28 avenue de Sceaux 92160 ANTONY
Capital : 100 €
Objet : Conseil en systèmes et logiciels informatiques
Présidente : Mme Sana ARBI, 28 avenue de Sceaux 92160 ANTONY
Admissions aux assemblées et droits de vote : Tout Actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix.
Clauses d'agrément : Actions librement cessibles entre associés uniquement.
Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de NANTERRE

AL0324-213798

Par acte SSP du 08/03/2024, il a été constitué une **SASU** dénommée :

NSS PARE-BRISE

Siège social : 293-295 boulevard Saint-Denis 92400 COURBEVOIE
Capital : 500 €
Objet : Achat, vente, pose et réparation de vitrages et d'accessoires automobiles
Présidente : Mme Samira LABSSIR, 32 rue d'Essling 92400 COURBEVOIE
Admissions aux assemblées et droits de vote : Tout Actionnaire est

convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix.

Clauses d'agrément : La cession d'actions est soumise à l'agrément préalable des associés

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de NANTERRE

AL0324-213799

Par acte SSP du 21/03/2024, il a été constitué une **SASU** dénommée :

OPTIMATICA CONSULTING

Siège social : 49 rue Danjou 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT
Capital : 500 €
Objet : Conseil et assistance opérationnelle apportés aux entreprises et autres organisations en matière de gestion
Président : M. Lucas ZERBIB, 49 rue Danjou 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT
Admissions aux assemblées et droits de vote : Tout Actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix.
Clauses d'agrément : Actions librement cessibles entre associés uniquement.
Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de NANTERRE

AL0324-213883

Par acte SSP du 29/02/2024, il a été constitué une **SASU** dénommée :

STER CONSULTING

Siège social : 4 avenue Laurent Cely 92600 ASNIERES-SUR-SEINE
Capital : 1.000 €
Objet : Toutes opérations de prestations de services informatiques, développement de logiciels informatiques, ingénierie et conseil informatique.
Présidente : Mme IMANE OUDRHIRI, 5 Villa Franche Comte 95150 TAVERNY
Admissions aux assemblées et droits de vote : Tout Actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix.
Clauses d'agrément : Actions librement cessibles entre associés uniquement.
Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de NANTERRE

AL0324-213884

Par acte SSP du 16/03/2024, il a été constitué une **SAS** dénommée :

HIGH SPEED TRANSPORT

Siège social : 65 rue de la Croix 92000 NANTERRE
Capital : 4.500 €
Objet : Toutes activités de transport routier de marchandises avec des véhicules n'excédant pas 3, 5 tonnes. Location de véhicules avec ou sans chauffeur
Président : M. Housseem Eddine CHERITI, 2 rue Eugène Brun 94500 CHAMPIGNY-SUR-MARNE
Admissions aux assemblées et droits de vote : Tout Actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix.
Clauses d'agrément : Actions librement cessibles entre associés uniquement.
Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de NANTERRE

AL0324-213927

Par acte SSP du 01/03/2024, il a été constitué une **SAS** dénommée :

KJM CONCEPT

Siège social : 31 avenue Charles de Gaulle 92200 NEUILLY-SUR-SEINE
Capital : 1.000 €
Objet : Négocier gros - demi gros et détail de tous produits alimentaires et tous produits non réglementés. Animation, vente et dégustation de produits transformés
Président : M. Hamza OUALID, 8 Place du Général Gouraud 92200 NEUILLY-SUR-SEINE
Admissions aux assemblées et droits de vote : Tout Actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix.

Clauses d'agrément : Actions librement cessibles entre associés uniquement.

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de NANTERRE

AL0324-213934

Modification

DEME-CLEAN

SARL au capital de 2.000 €
Siège social : 35 rue des Cailloux
92110 CLICHY
984 146 092 RCS NANTERRE

Le 07/03/2024, l'AGO a décidé de modifier l'objet social comme suit : Conseil et accompagnement sur tous types de travaux de démolition et de rénovation: (débaras d'encadrements, dépollution des bâtiments, de l'environnement et autres services de traitements des déchets, Travaux de rénovation et de réhabilitation). Tous types de travaux de démolition de quelque nature que ce soit : cloisons, faux plafond, carrelage, moquette, parquet, faïence, charpente métallique légère etc. Tous travaux de rénovation et de réhabilitation. Le nettoyage courant et le traitement de surface de tous types de bâtiments et espaces verts. Modification au RCS de NANTERRE

AL0324-213628

PIAZZA DEL GUSTO

SAS au capital de 1.000 €
Siège social : 118 rue Boucicaut
92260 FONTENAY-AUX-ROSES
921 384 582 RCS NANTERRE

Le 18/03/2024, l'AGE a décidé de nommer Président M. Abdelbasset FARHANI, 6 rue Beautemps Beaupré 92260 FONTENAY-AUX-ROSES en remplacement de la SAS TRATORIA TOSACANA, représentée par M. Abdelbasset FARHANI. Mention au RCS de NANTERRE

AL0324-213677

SELFFORMING

SASU au capital de 100 €
Siège social : 176 avenue Charles de Gaulle
92522 NEUILLY SUR SEINE Cedex
919 932 467 RCS NANTERRE

Le 20/03/2024, l'AGE a décidé d'étendre l'objet social comme suit: Actions de formation s'inscrivant dans la catégorie d'actions par apprentissage. L'enseignement privé indépendant. Modification au RCS de NANTERRE

AL0324-213682

SARL D'EAU

SARL au capital de 5.000 €
Siège social : 1 Place
de l'Hotel de Ville
91150 ETAMPES
752 848 200 RCS EVRY

L'AGE du 18/03/2024 a décidé de :
- transférer le siège social au 6 rue des Bateliers, bureau 3, 92110 CLICHY
- changer la dénomination sociale qui devient : **NEBULA PULSE**
- étendre l'objet social comme suit : La Société a pour objet en France et à l'étranger : Ingénierie, études techniques, conseil pour les affaires et autres conseils de gestion. Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion. Construction de Maison individuelles. Autres travaux de finition. Travaux d'installation électrique dans tous locaux. Travaux d'isolation
- porter le capital social à 23.000 €
- nommer Gérant M. Malik Sikandar MAHMOOD SHAHID, 7 avenue de la Motte
Picquet 75007 PARIS en remplacement de M. Ali WAJAHAT et M. Ali AYHAN
Radiation au RCS d'EVRY et immatriculation au RCS de NANTERRE

AL0324-213942

ANNONCES LÉGALES & JUDICIAIRES

Vie des sociétés, ventes judiciaires, avis judiciaires, appel d'offres, arrêtés préfectoraux, enquêtes publiques

FONCIERE LEKADEL

SCI au capital de 1.000 €
Siège social : 70 avenue Aristide
Briand 92120 MONTRouGE
909 746 224 RCS NANTERRE

Le 19/03/2024, l'AGE a décidé de transférer le siège social au 216 avenue Henri Ravera 92220 BAGNEUX. Modification au RCS de NANTERRE

AL0324-213692

JOLILAU

SCI au capital de 650.000 €
Siège social : 38 rue de la Saussière
92100 BOULOGNE-BILLANCOURT
487 979 627 RCS NANTERRE

Le 14/03/2024, l'AGE a décidé de modifier le capital social de 650.000 € afin de porter ce dernier à 1.577.000 €. Mention au RCS de NANTERRE

AL0324-213772

DBC STORE LA GARENNE

SAS au capital de 1.000 €
Siège social : 83 rue Mederic
92250 LA GARENNE-COLOMBES
952 382 893 RCS NANTERRE

Le 01/03/2024, l'AGE a décidé de nommer Président M. Ilias MOUTANI 57 avenue Maurice Utrillo 95100 ARGENTEUIL en remplacement de M. Amine BAMANSOR. Mention au RCS de NANTERRE

AL0324-213826

CHATEAUBRIAND

SAS au capital de 1.000 €
Siège social : 1 avenue de Robinson
92290 CHATENAY-MALABRY
980 666 218 RCS NANTERRE

Le 15/02/2024, l'associé unique a décidé de nommer Président ARNAUD SEVIN HOLDING 2 965, SAS au capital de 1.828.700 €, 46 rue Auguste Mounié 92160 ANTONY, 752 498 790 RCS NANTERRE, représentée par M. Arnaud SEVIN en remplacement de M. Abdelaziz REBAA. Mention au RCS de NANTERRE

AL0324-213846

LEKAD ADVISORY

SASU au capital de 100 €
Siège social : 144 rue du Maréchal
Leclerc - 94410 SAINT-MAURICE
888 806 403 RCS CRETEIL

Suivant délibérations en date du 19/03/2024, l'associé unique a décidé de transférer le siège social au 216 avenue Henri Ravera 92220 BAGNEUX. Gérant : Mme Laura GOMEZ RUIZ née LALOUM, 216 avenue Henri Ravera 92220 BAGNEUX. Radiation au RCS de CRETEIL et immatriculation au RCS de NANTERRE

AL0324-213954

SOKASO

SASU au capital de 1.000 €
Siège social : 1 rue Malakoff
92600 ASNIÈRES-SUR-SEINE
897 902 474 RCS NANTERRE

Le 23/03/2024, l'AGE a décidé de transférer le siège social au 133 rue Damrémont 75018 PARIS. Radiation au RCS de NANTERRE et immatriculation au RCS de PARIS

AL0324-213963

VROOMVROOMCAR

SAS au capital de 20.000 €
Siège social : 20 bis rue Louis Philippe
92200 NEUILLY-SUR-SEINE
888 789 856 RCS NANTERRE

Le 26/03/2024, le Président a décidé de changer la dénomination sociale qui devient : **ULERB**. Modification au RCS de NANTERRE

AL0324-214012

Publiez vos annonces légales
dans toute la France
avec le **nouvel Economiste**

www.lenouveleconomiste.fr
annonces@nouveleconomiste.fr
Tél. : 01 75 444 117

HARRY'S CONDUITE MONTRouGE

SASU au capital de 1.000 €
Siège social : 28 Place Jules Ferry
92120 MONTRouGE
983 528 704 RCS NANTERRE

Le 25/03/2024, l'AGE a décidé de nommer Président M. Irving COQK, 6 bis Route Nationale 3 Bois-Fleuri 77270 VILLEPARISIS en remplacement de Mme Mélodie MISSAKIAN. Mention au RCS de NANTERRE

AL0324-214019

HARRY'S CONDUITE ANTONY

SASU au capital de 1.000 €
Siège social : 36 rue Mirabeau
92160 ANTONY
983 585 449 RCS NANTERRE

Le 25/03/2024, l'AGE a décidé de nommer Président M. Irving COQK, 6 bis Route Nationale 3 Bois-Fleuri 77270 VILLEPARISIS en remplacement de Mme Mélodie MISSAKIAN. Mention au RCS de NANTERRE

AL0324-214020

COIFF ZIZO

SASU au capital de 1.000 €
Siège social : 6 rue Anatole France
92400 COURBEVOIE
984 438 275 RCS NANTERRE

Le 20/03/2024, l'associé unique a décidé de :
- changer la dénomination sociale qui devient : **MON MOMENT BEAUTE**
- modifier l'objet social comme suit : L'activité d'institut de beauté et notamment toute activité dans le domaine de l'esthétique, la coiffure et de l'onglerie, la ventes de tous types de produits cosmétiques, de parfumerie, capillaires et tous autres produits accessoires
- nommer Président Mme NABILA ZAKNOUN, 56 avenue des Bergères 92800 PUTEAUX en remplacement de M. ABDELFAHATTAH BOUNAMT
Mention au RCS de NANTERRE

AL0324-214027

NIYA

SASU au capital de 500 €
Siège social : 18 rue Arago
92800 PUTEAUX
884 968 421 RCS NANTERRE

L'AGE du 07/03/2024 a décidé de :
- modifier l'objet social comme suit : Conseils en gestion d'entreprise et apport d'affaires, conseils en matière informatique
- nommer Président M. Yazid CHIR 18 rue Arago 92800 PUTEAUX en remplacement de Mme Defne CHIR
Mention au RCS de NANTERRE

AL0324-214031

Dissolution

W7 CHAUFFEUR DE PRESTIGE

EUURL au capital de 1.500 €
Siège social : 4 Place Jules Guesde
appartement 102
92230 GENNEVILLIERS
813 178 464 RCS NANTERRE

Le 31/12/2023, l'AGE a décidé la dissolution anticipée de la société, nommé liquidateur M. Wadii RABHI, 4 Place Jules Guesde appartement 102, 92230 GENNEVILLIERS et fixé le siège de liquidation au siège social. Modification au RCS de NANTERRE

AL0324-213984

Clôture de Liquidation

SCI ANTONY159

SCI au capital de 1.000 €
Siège social : 28 rue Diderot
92000 NANTERRE
492 756 259 RCS NANTERRE

Le 31/12/2023, l'AGE a approuvé les comptes de liquidation, déchargé le liquidateur M. Albert HADJEZ, 44 avenue Foch 75116 PARIS de son mandat et constaté la clôture des opérations de liquidation à compter du 31/12/2023. Radiation au RCS de NANTERRE

AL0324-213684

VILLA GOURMET

SARL au capital de 5.000 €
Siège social : 62 avenue
de la République
92400 COURBEVOIE
841 153 174 RCS NANTERRE

Le 01/05/2022, l'AGE a approuvé les comptes de liquidation, déchargé le liquidateur Mme Z ZHONG, Zaimin, 1 rue Barbes 92400 COURBEVOIE de son mandat et constaté la clôture des opérations de liquidation à compter du 01/05/2022. Radiation au RCS de NANTERRE

AL0324-213936

HTC

SASU au capital de 1.000 €
Siège social : 31 avenue
Charles de Gaulle
92200 NEUILLY-SUR-SEINE
900 289 588 RCS NANTERRE

Le 31/10/2023, l'AGE a approuvé les comptes de liquidation, déchargé le liquidateur M. Patrice BALMONT, 42 rue du Landy 93400 SAINT-OUEN de son mandat et constaté la clôture des opérations de liquidation à compter du 31/10/2023. Radiation au RCS de NANTERRE

AL0324-213937

AD RENOV

SASU au capital de 10.000 €
Siège social : 31 avenue
Charles de Gaulle
92200 NEUILLY-SUR-SEINE
901 557 348 RCS NANTERRE

Le 31/10/2023, l'AGE a approuvé les comptes de liquidation, déchargé le liquidateur M. DARKO BRANDIS, 5 rue Malmaison 93170 BAGNOLET de son mandat et constaté la clôture des opérations de liquidation à compter du 31/10/2023. Radiation au RCS de NANTERRE

AL0324-213938

QCONSULTING

SASU au capital de 500 €
Siège social : 55 avenue des Cottages
92340 BOURG-LA-REINE
888 880 952 RCS NANTERRE

Le 14/03/2024, l'associé unique a approuvé les comptes de liquidation, déchargé le liquidateur M. Du Han QUACH, 55 avenue des Cottages 92340 BOURG-LA-REINE de son mandat et constaté la clôture des opérations de liquidation à compter du 14/03/2024. Radiation au RCS de NANTERRE

AL0324-213941

YOUHAM TRANSPORT

SASU au capital de 500 €
Siège social : 47 rue Marcel Dassault
92514 BOULOGNE BILLANCOURT
Cedex
850 145 533 RCS NANTERRE

Le 31/01/2022, l'AGE a approuvé les comptes de liquidation, déchargé le liquidateur M. Mohamed LTAIEF, 85 rue Marcel Bontemps 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT de son mandat et constaté la clôture des opérations de liquidation à compter du 31/01/2022. Radiation au RCS de NANTERRE

AL0324-213959



JDMA COACHING

SARL au capital de 1.000 €
Siège social : 1 avenue de Bretteville
92200 NEUILLY SUR SEINE
Siège de liquidation : 15 boulevard
Paul Emile Victor
92200 NEUILLY SUR SEINE
853 096 709 RCS NANTERRE

Aux termes de l'AGO du 31/03/2022, l'associé unique a approuvé les comptes de liquidation et donné quitus au liquidateur, Mme Stéphanie ROLLAND, 15 boulevard Paul Emile Victor 92200 NEUILLY SUR SEINE et déchargé ce dernier de son mandat, prononcé la clôture des opérations de liquidation à compter du 31/03/2022. Mention sera faite au RCS de NANTERRE

AL0324-213975

JANINE

SASU au capital de 1.000 €
Siège social : 100 avenue Pablo
Picasso - 92000 NANTERRE
921 188 637 RCS NANTERRE

Le 20/03/2024, l'AGE a approuvé les comptes de liquidation, déchargé le liquidateur M. ANTHONY YOUNAN, 100 avenue Pablo Picasso, 67 rue de Lagny 92000 NANTERRE de son mandat et constaté la clôture des opérations de liquidation à compter du 20/03/2024. Radiation au RCS de NANTERRE

AL0324-214011

Location Gérance

Suivant acte SSP en date du 01/12/2023,

LE PETIT CHEZ SOI

SAS au capital de 1.000 €, sise 30 boulevard Voltaire 92600 ASNIERES-SUR-SEINE, 824 025 290 RCS NANTERRE, a donné à titre de location-gérance à

BARKANI

SAS au capital de 1.000 €, sise 30 boulevard Voltaire 92600 ASNIERES-SUR-SEINE, en cours d'enregistrement au RCS de NANTERRE, un fonds de commerce de bar, restaurant, licence IV, sis et exploité 30 boulevard Voltaire 92600 ASNIERES-SUR-SEINE, du 01/12/2023 au 30/11/2024. Renouvelable par tacite reconduction

AL0324-213885

Suivant acte SSP en date du 15/01/2024, il a été décidé de résilier la location-gérance du fonds de commerce de Restauration, sis et exploité 22 rue Louis Calmel 92230 GENNEVILLIERS, consentie depuis le 11/10/2023 par la société

2HA CONCEPT

SARL au capital de 10.000 €, sise 22 rue Louis Calmel 92230 GENNEVILLIERS, 841 528 482 RCS NANTERRE, au profit de la société

LA SIGNATURE DU CHEF
SAS au capital de 1.000 €, sise 99 avenue Achille Peretti 92200 NEUILLY-SUR-SEINE, 981 182 892 RCS NANTERRE. La résiliation a pris effet à compter du 15/03/2024

AL0324-213986

Divers Autres

CYBERSECU CONSULTING

EUURL à capital variable
au capital de 1.000 €
Siège social : 7 rue Maisant
92190 MEUDON
908 800 857 RCS NANTERRE

Le 20/03/2024, le Gérant a décidé de la continuation de la société malgré un actif inférieur à la moitié du capital social. Modification au RCS de NANTERRE

AL0324-213681

BROOKLYN BARBER

SASU au capital de 100 €
Siège social : 34 avenue de l'Europe
92700 COLOMBES
852 736 610 RCS NANTERRE

Le 19/01/2024, l'AGE a décidé de la continuation de la société malgré un actif inférieur à la moitié du capital social. Modification au RCS de NANTERRE

AL0324-213686

Vente de Fonds

Suivant acte SSP en date du 29/02/2024 enregistré le 19/03/2024 au SIE de BOULOGNE-BILLANCOURT, dossier N°2024 00014928, référence N°9214P03 2024 A 01131,

LE MARCHE D'AGUESSEAU

SARL au capital de 1.000 €, sise 80 rue d'Aguesseau 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT, 947 970 521 RCS NANTERRE, a cédé à

SUPER MINI MARCHE

SAS au capital de 1.000 €, sise 80 rue d'Aguesseau 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT, en cours d'enregistrement au RCS de NANTERRE, un fonds de commerce de Commerce alimentation générale sis et exploité 80 rue d'Aguesseau 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT comprenant Ensemble des éléments incorporels : 20.000€. Matériel : 5.000 € moyennant le prix de 25.000 €. La date d'entrée en jouissance est fixée au 29/02/2024. Les oppositions sont reçues dans les 10 jours de la dernière date des publicités légales à l'adresse suivante : 80 rue d'Aguesseau 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT

AL0324-213977

Suivant acte SSP en date du 26/02/2024 enregistré le 07/03/2024 au SIE de VANVES, dossier N° 2024 00013763, référence N°9224P02 2024 A 001178,

TITI

SARL au capital 10.000 €, sise 54 rue du Bournard 92700 COLOMBES, 893 294 686 RCS NANTERRE, a cédé à M. Jegatheepan BALACHANDRAN Président DE LA SAS MANOSHAN EN COURS DE CRÉATION, 233 avenue de Rosny 93130 NOISY-LE-SEC, un fonds de commerce de alimentation générale sis et exploité 54 rue du Bournard 92700 COLOMBES comprenant droit au bail, ensemble des matériels, clientèle moyennant le prix de 30.000 €. La date d'entrée en jouissance est fixée au 26/02/2024. Les oppositions sont reçues dans les 10 jours de la dernière date des publicités légales à l'adresse suivante : 54 rue du Bournard, pour correspondance : Maitre Chevrier, 48 boulevard Malesherbes 75008 PARIS

AL0324-214038

Seine-Saint-Denis

Constitution

Par acte SSP du 26/01/2024, il a été constitué une SASU dénommée :

TRANSCIL

DEMENAGEMENT

Siège social : 5 Rue Pleyel, Bureau 3
93200 SAINT-DENIS
Capital : 10.000 €

Objet : La société a pour objet tant en France qu'à l'étranger : Déménagement des particuliers et professionnels, Transport public routier de marchandises, et loueur de véhicules avec conducteur destinés au transport de marchandises au moyen exclusivement de véhicules n'excédant pas un poids autorisé de 3.5 tonnes.

Président : M. OUTAYEB CHERIF, 3 Promenade des Mares 93230 ROMAINVILLE
Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de BOBIGNY

AL0324-212761

Modification

MMB DESIGN

SARL au capital de 1.000 €
Siège social : 1 rue Théodore Vernier
39570 GEVINGEY
539 724 740 RCS LONS-LE-SAUNIER

L'AGE du 08/03/2024 a décidé de :
- transférer le siège social au 184 rue de Paris 93130 NOISY-LE-SEC
- nommer gérant Mme Dolores RIOS SANCHEZ 52 rue Edgar Quinet 93120 LA COURNEUVE en remplacement de M. Yasar BAYKARA
Radiation au RCS de LONS-LE-SAUNIER et immatriculation au RCS de BOBIGNY

AL0324-213685

VERGES SECURITE

SASU au capital de 200 €
Siège social : 96 avenue Paul Vaillant
Couturier 93120 LA COURNEUVE
899 311 286 RCS BOBIGNY.

L'AGE du 01/03/2024 a décidé de :
- transférer le siège social au 12 Place Carnot 93110 ROSNY-SOUS-BOIS.
- nommer Président M. Mohand Ameziane ALILI, 5 rue Antoine Blondel 59500 DOUAL en remplacement de M. Djaaffar ABERKANE
Mention au RCS de BOBIGNY

AL0324-213699

ASC

SARL au capital de 1.000 €
Siège social : 14 allée des
Mateloueres 35200 RENNES
843 201 633 RCS RENNES

L'AGE du 10/08/2023 a décidé de :
- transférer le siège social au 77 rue Robespierre 93100 MONTREUIL
- nommer gérant M. Yanis SAIDOUN 6 rue Henri Martin 92700 COLOMBES en remplacement de M. Sylvain SONGUE NDOUMBE
Radiation au RCS de RENNES et immatriculation au RCS de BOBIGNY

AL0324-213709

IH DESTOCK

SAS au capital de 10.000 €
Siège social : 48 rue du Plateau
78410 AUBERGENVILLE
880 663 661 RCS VERSAILLES.

L'AGE du 31/01/2024 a décidé de :
- transférer le siège social au 40 rue Hemet 93300 AUBERVILLIERS
- nommer Président M. MOHAMED CHAJI, 48 rue du Plateau 78410 AUBERGENVILLE en remplacement de Mme ILHAM MAAROUF
Radiation au RCS de VERSAILLES et immatriculation au RCS de BOBIGNY

AL0324-213784

LOREHA

SARL au capital de 8.000 €
Siège social : 61 boulevard
Poniatowski - 75012 PARIS
503 023 749 RCS PARIS

Le 05/12/2023, l'AGE a décidé de transférer le siège social au 17 allée Alphonse Daudet 93160 NOISY-LE-GRAND. Gérant : M. Abda DIOP, 17 allée Alphonse Daudet 93160 NOISY-LE-GRAND. Radiation au RCS de PARIS et immatriculation au RCS de BOBIGNY

AL0324-214042

Val-de-Marne

Rectificatif

Rectificatif à l'annonce parue le 08/03/2024 concernant la société **IK.IK.S**, il y avait lieu de lire Par acte SSP du 13/02/2024, il a été constitué une SASU dénommée : **IK.IK.S Services**

AL0324-213694

Constitution

Par un acte SSP du 08/03/2024, il a été constitué une SASU dénommée :

AUDIO PLUS JOINVILLE

Siège social : 24 rue de Paris 94340 JOINVILLE-LE-PONT

Capital : 500 €
Objet : Le commerce de détail d'articles médicaux et orthopédiques en magasin spécialisé.

Président : SH TECH, SASU au capital de 1.000 €, sise 142 boulevard Berthier 75017 PARIS, 980 835 037 RCS PARIS, représentée par M. Samuel HATTAB, Président

Directeur général : GH PLUS, SASU au capital de 1.000 €, sise 142 boulevard Berthier 75017 PARIS, 981 142 672 RCS PARIS, représentée par M. Gary HATTAB, Président.

Admissions aux assemblées et droits de vote : Tout associé peut participer aux décisions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective. Sous réserve des dispositions légales, chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

Transmission des actions : La cession des actions de l'associé unique est libre. Agrément : Les cessions d'actions, à l'exception des cessions aux associés, sont soumises à l'agrément de la collectivité des associés.

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de CRETEIL

AL0324-213260

Par acte SSP en date du 19/03/2024 à FONTENAY-SOUS-BOIS, il a été constitué une **SASU** dénommée :

CABINET DE RECRUTEMENT BELTRAN

Siège social : 201 rue Carnot, Immeuble Périgares, bâtiment A - 94120 FONTENAY-SOUS-BOIS

Capital : 10.000 € constitué d'apports en numéraire

Objet : Conseil en recrutement, mise à disposition de personnel, recrutement, commercialisation de prestation de services, formation, coaching, gestion de carrière, restructuration des ressources humaines, accompagnement des entreprises, conseils spécialisés, organisation d'événement, facturation de prestation et services.

Présidente : Mme Laëtitia BELTRAN 16 avenue Carnot 93360 NEUILLY PLAISANCE

Exercice du droit de vote : Chaque action donne droit au vote

Clause sur cession : Toutes cessions ou transmissions d'actions sont soumises à agrément sauf en cas de succession pour cause de décès.

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de CRETEIL

AL0324-213633

Par acte SSP du 18/03/2024, il a été constitué une **SCI** dénommée :

S A A

Siège social : 22 rue du Clos d'Orléans 94120 FONTENAY-SOUS-BOIS

Capital : 10.000 €

Objet : Achat vente et location des tous biens immobiliers

Gérance : M. SIVAKUMAR SUBRAMANIAM, 22 rue du Clos d'Orléans 94120 FONTENAY-SOUS-BOIS

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de CRETEIL

AL0324-213689

Par acte SSP du 11/03/2024, il a été constitué une **SASU** dénommée :

ANB

Siège social : 12 rue Couste 94230 CACHAN

Capital : 1.000 €

Objet : Activités des sociétés de holding animatrices.
Président : M. Abid BERCHI, 12 rue Couste 94230 CACHAN.

Admissions aux assemblées et droits de vote : Tout Actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque

action donne droit à une voix.

Clauses d'agrément : Actions librement cessibles entre associés uniquement.

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de CRETEIL

AL0324-213697

Par acte SSP du 18/03/2024, il a été constitué une **SASU** dénommée :

EA CONSEILS

Siège social : 37 rue Etienne Dolet 94800 VILLEJUIF

Capital : 1.000 €

Objet : La société a pour objet en france et à l'étranger : La prestation de tous services de nature commerciale, financière, administrative et technique. La prise de participation sous toutes formes dans toute société, groupement d'intérêt économique ou autres. Toutes opérations industrielles et commerciales se rapportant à : la création, l'acquisition, la location, la prise en location-gérance de tous fonds de commerce, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, usines, ateliers, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées ci-dessus; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés, brevets et droits de propriété intellectuelle concernant les dites activités; la participation, directe ou indirecte, de la Société dans toutes opérations financières, immobilières ou mobilières ou entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe. Toutes opérations quelconques contribuant à la réalisation de cet objet.

Président : M. Elior AZOULAY, 37 rue Etienne Dolet 94800 VILLEJUIF

Admissions aux assemblées et droits de vote : Tout Actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix.

Clauses d'agrément : Actions librement cessibles entre associés uniquement.

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de CRETEIL

AL0324-213741

Par acte SSP du 21/03/2024, il a été constitué une **SASU** dénommée :

GROUPE TYS

Siège social : 38, avenue ClémentAder, lot V 94420 LE PLESSIS-TREVISE

Capital : 500.000 €

Objet : La société a pour objet en france et à l'étranger : l'acquisition, la propriété, l'échange ainsi que la location, l'administration et la gérance de tous les biens mobiliers, immobiliers, créances et placements tels que les valeurs mobilières, les titres, les droits sociaux, les contrats de capitalisation et autres produits financiers portant intérêt; la gestion de son patrimoine mobilier et immobilier; toute activité de conseils, consulting, management en matière de gestion commerciale, gestion industrielle, gestion financière, ressources humaines, organisation administrative, et assistance dans les démarches administratives, auprès de toutes entreprises, associations et particuliers; l'emprunt, le cautionnement simple ou hypothécaire nécessaire à la réalisation de l'objet social; la réalisation de toutes opérations financières, mobilières ou immobilières, l'emploi de fonds et valeurs; la prise de participation directe ou indirecte de la société dans toute opérations financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher à l'objet social; la prise de participations directes ou indirectes dans toutes entreprises ou sociétés françaises ou étrangères, créées ou à créer, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou tous objets similaires connexes, notamment aux entreprises ou sociétés dont l'objet social serait susceptible de concourir à la réalisation de son objet social et ce par voie, d'apport, de souscription ou d'achat d'actions, d'actions ou bénéficiaires, de fusions, d'alliance de sociétés.

Président : M. Cihan TAYSI, 12 rue Villiers de l'Isle Adam 77340 PONTAULT-COMBAULT

AL0324-213741

Par acte SSP du 18/03/2024, il a été constitué une **SARL** dénommée :

AC RESEAUX

Siège social : 69 rue desTrois Territoires 94120 FONTENAY-SOUS-BOIS

Capital : 1.000 €

Objet : Installation et entretien de réseaux fibre optique et télécom, installation et entretien de bornes de recharge électrique ainsi que négoce, installation et entretien de panneaux photovoltaïques

Gérance : M. BOURAYA ABDELMADJID, 69 rue des Toirs Territoires 94120 FONTENAY SOUS BOIS

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de CRETEIL

AL0324-213825

Par acte SSP du 22/03/2024, il a été constitué une **SASU** dénommée :

TM TRANSPORT

Siège social : 8 Place des Libertes 94380 BONNEUIL-SUR-MARNE

Capital : 3.600 €

Objet : Transport de marchandises moins de 3.5 tonnes

Président : M. Mohamed ZITOUNI, 2 rue Guillaume le Conquerant 61200 ARGENTAN

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de CRETEIL

AL0324-213838

Par acte SSP du 15/03/2024, il a été constitué une **SASU** dénommée :

REDMED BAT

Siège social : 2 allée des Agapanthes 94510 QUEUE-EN-BRIE

Capital : 500 €

Objet : Société de bâtiment général, maçonnerie, démolition, carrelage, menuiserie, électricité, terrassement, fenêtres, charpente, étanchéité, ravalement, plomberie.

Président : M. Ahmed Mehmed REDZHEB, 2 allée des Agapanthes 94510 QUEUE-EN-BRIE

Admissions aux assemblées et droits de vote : Tout Actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix.

Admissions aux assemblées et droits de vote : Tout Actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix.

Clauses d'agrément : Actions librement cessibles entre associés uniquement.

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de CRETEIL

AL0324-213774

Par acte SSP du 28/02/2024, il a été constitué une **SASU** dénommée :

CLEAN UP 2.0

Siège social : 110 rue de Fontenay 94300 VINCENNES

Capital : 1.000 €

Objet : Autres activités de nettoyage des bâtiments et nettoyage industriel: nettoyage extérieur de bâtiments de tous types, y compris les bureaux, les usines, les magasins, les locaux d'institutions, les autres locaux à usage commercial et professionnel et les immeubles à appartements les activités de nettoyage spécialisé de bâtiments, telles que le nettoyage des vitres, le ramonage des cheminées et le nettoyage des âtres, des fourneaux, des incinérateurs, des chaudières, des gaines de ventilation et des dispositifs d'évacuation des fumées le nettoyage de machines industrielles les autres activités de nettoyage des bâtiments et de nettoyage industriel

Président : M. Ibrahima HANE, 1 allée Claude Bernard 77420 CHAMPS-SUR-MARNE

Admissions aux assemblées et droits de vote : Tout Actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix.

Clauses d'agrément : Actions librement cessibles entre associés uniquement.

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de CRETEIL

AL0324-213795

Par acte SSP du 18/03/2024, il a été constitué une **SARL** dénommée :

AC RESEAUX

Siège social : 69 rue desTrois Territoires 94120 FONTENAY-SOUS-BOIS

Capital : 1.000 €

Objet : Installation et entretien de réseaux fibre optique et télécom, installation et entretien de bornes de recharge électrique ainsi que négoce, installation et entretien de panneaux photovoltaïques

Gérance : M. BOURAYA ABDELMADJID, 69 rue des Toirs Territoires 94120 FONTENAY SOUS BOIS

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de CRETEIL

AL0324-213825

Par acte SSP du 22/03/2024, il a été constitué une **SASU** dénommée :

TM TRANSPORT

Siège social : 8 Place des Libertes 94380 BONNEUIL-SUR-MARNE

Capital : 3.600 €

Objet : Transport de marchandises moins de 3.5 tonnes

Président : M. Mohamed ZITOUNI, 2 rue Guillaume le Conquerant 61200 ARGENTAN

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de CRETEIL

AL0324-213825

Par acte SSP du 15/03/2024, il a été constitué une **SASU** dénommée :

REDMED BAT

Siège social : 2 allée des Agapanthes 94510 QUEUE-EN-BRIE

Capital : 500 €

Objet : Société de bâtiment général, maçonnerie, démolition, carrelage, menuiserie, électricité, terrassement, fenêtres, charpente, étanchéité, ravalement, plomberie.

Président : M. Ahmed Mehmed REDZHEB, 2 allée des Agapanthes 94510 QUEUE-EN-BRIE

Admissions aux assemblées et droits de vote : Tout Actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix.

Clauses d'agrément : Actions librement cessibles entre associés uniquement.

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de CRETEIL

AL0324-213844

Par acte SSP du 27/02/2024, il a été constitué une **SAS** dénommée :

CHOISY DISTRI

Siège social : 64 avenue d'Alfortville 94600 CHOISY-LE-ROI

Capital : 5.000 €

Objet : Exploitation de fonds de commerce de supermarché, multi rayon

Président : M. THEVASAGAYAM KETHEESWARAN, 286 rue de Stalingrad 93700 DRANCY

Admissions aux assemblées et droits de vote : Tout Actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix.

Clauses d'agrément : Actions librement cessibles entre associés uniquement.

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de CRETEIL

AL0324-213925

Par acte SSP du 09/03/2024, il a été constitué une **SASU** dénommée :

RTECHSERVICES

Siège social : 14 rue Robert Ferrer 94700 MAISONS-ALFORT

Capital : 1.000 €

Objet : -suivi et contrôle de travaux de gros oeuvre et second oeuvre. Réalisation de diagnostic structural (ferroscan et fissuromètre, sondages destructifs). Froid et climatisation, pose et entretien de pompe à chaleur.

Président : M. Rachid TEMNANI, 14 rue Robert Ferrer 94700 MAISONS-ALFORT

Admissions aux assemblées et droits de vote : Tout Actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix.

Clauses d'agrément : La cession de titres de capital donnant accès au capital à un tiers à quelque titre que ce soit est soumise à l'agrément préalable de la collectivité des associés.

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de CRETEIL

AL0324-213928

Par acte SSP du 03/02/2024, il a été constitué une **SARL** dénommée :

BRAZNET PROPRETE

Siège social : 85 avenue Paul Painleve 94290 VILLENEUVE-LE-ROI

Capital : 500 €

Objet : Prestations de services de nettoyage

Gérante : Mme DA CRUZ MATO MUNIZ MARIA JOSE, 85 avenue Paul Painleve 94290 VILLENEUVE-LE-ROI

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de CRETEIL

AL0324-213931

Par acte SSP du 25/03/2024, il a été constitué une **SCI** dénommée :

TYS INVEST

Siège social : 38 avenue ClémentAder, lot V 94420 LE PLESSIS-TREVISE

Capital : 1.000 €

Objet : La société a pour objet : L'acquisition, la propriété et la gestion, et plus généralement l'exploitation par bail, location ou autrement de tous biens immobiliers bâtis ou non bâtis ainsi que l'acquisition et la gestion de parts sociales dans des sociétés ayant un objet social semblable. Toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la gestion de valeur mobilière ou à la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans toutes sociétés ou entreprise, française ou étrangère, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations et des entreprises qui en dépendent.

Gérant : M. Cihan TAYSI, 12 rue Villiers de l'Isle Adam 77

ANNONCES LÉGALES & JUDICIAIRES

Vie des sociétés, ventes judiciaires, avis judiciaires, appel d'offres, arrêtés préfectoraux, enquêtes publiques

Par acte SSP du 20/03/2024, il a été constitué une **SASU** dénommée :

RIA COIFFURE

Siège social : 186 boulevard de Stalingrad 94500 CHAMPIGNY-SUR-MARNE

Capital : 1.000 €

Objet : Coiffure, barbier, et vente des produits s'y rattachant.

Président : M. AHMED BCHIR, 19 rue Edouard Branly 94430 CHENNEVIERES-SUR-MARNE

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de CRETEIL

AL0324-213935

Par acte SSP du 22/03/2024, il a été constitué une **SASU** dénommée :

MN SERVICES

Siège social : 29 rue Etienne Dolet 94140 ALFORTVILLE

Capital : 1.000 €

Objet : La société a pour objet, directement ou indirectement, tant en France qu'à l'étranger : peinture, isolation, carrelage, rénovation, bâtiment

Président : M. MAMADOU NIAKATE, 48 rue Germain Defresne 94400 VITRY-SUR-SEINE

Admissions aux assemblées et droits de vote : Tout Actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix.

Clauses d'agrément : Actions librement cessibles entre associés uniquement.

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de CRETEIL

AL0324-213993

Modification

LEKAD ADVISORY

SASU au capital de 100 €
Siège social : 144 rue du Maréchal Leclerc 94410 SAINT-AURICE
888 806 403 RCS CRETEIL

Suivant délibérations en date du 19/03/2024, l'associé unique a décidé de transférer le siège social au 216 avenue Henri Ravera 92220 BAGNEUX. Radiation au RCS de CRETEIL et immatriculation au RCS de NANTERRE

AL0324-213695

ICE EXPRESS

SASU au capital de 18.000 €
Siège social : 10 rue du Seminaire boîte N°7 - 94516 RUNGIS Cedex
894 355 809 RCS CRETEIL

Le 20/11/2022, l'AGE a décidé de modifier l'objet social comme suit : Achat et vente de marchandises non soumises à réglementation ni à autorisation administrative. Modification au RCS de CRETEIL

AL0324-213926

MISTER LUDO

SAS au capital de 1.000 €
Siège social : 31 rue de Lubeck 75016 PARIS
953 761 764 RCS PARIS

Le 15/03/2024, l'AGE a décidé de transférer le siège social au 16 bis avenue Desgenettes 94100 SAINT-MAUR-DES-FOSSES. **Président** : M. Ludovic ATTAL, 5 rue des Anglais 75005 PARIS. Radiation au RCS de PARIS et immatriculation au RCS de CRETEIL

AL0324-213930

MMSA LE BO'VIN

SAS au capital de 10.000 €
Siège social : 6 Bis avenue du Général de Gaulle 94300 VINCENNES
887 547 230 RCS CRETEIL

Le 19/03/2024, l'AGE a décidé de nommer **Président** M. Hakim MECHAAB 06 allée Blaise Cendrars 94450 LIMEIL-BRENNES en remplacement de Mme Marlène MAITRE. Mention au RCS de CRETEIL

AL0324-213939

Publiez vos annonces légales dans toute la France avec le **nouvel Economiste**

DOMEDO

SCM au capital de 120 €
Siège social : 11 rue Erick Satie 94440 SANTENY
833 157 134 RCS CRETEIL

Le 01/03/2024, par décision unanime, les associés ont décidé de :

- transférer le siège social au 5 rue Pierre Bezançon 94440 MAROLLES-EN-BRIE

- nommer Gérants M. Pierre SCUOTTO 125 rue des Vallées 91800 BRUNOY et Mme Clémence LONG 7 rue des Monrois 94370 SUCY-EN-BRIE
Mention au RCS de CRETEIL

AL0324-213940

GTC-ETUDES

EURL au capital de 1.000 €
Siège social : 8 rue d'Estienne d'Orves 94000 CRETEIL
792 017 030 RCS CRETEIL

Le 22/03/2024, le Gérant a décidé de transférer le siège social au 57 rue Cheret 94000 CRETEIL. Modification au RCS de CRETEIL

AL0324-213960

JDO98

SCI au capital de 1.000 €
Siège social : 3 avenue des Sorbiers 94210 LA VARENNE SAINT HILAIRE
908 944 887 RCS CRETEIL

Le 28/02/2024, l'AGE a décidé de transférer le siège social au 51 bis avenue Raspail 94100 SAINT-MAUR-DES-FOSSES, à compter du 01/03/2024. Modification au RCS de CRETEIL

AL0324-213974

Dissolution

Z&Y

SARL au capital de 5.000 €
Siège social : 77 Grande rue Charles de Gaulle 94130 NOGENT-SUR-MARNE
983 103 102 RCS CRETEIL

Le 15/03/2024, l'AGE a décidé la dissolution anticipée de la société, nommé liquidateur M. Yifan ZHANG, 96 avenue de Saige 33600 PESSAC et fixé le siège de liquidation au siège social. Modification au RCS de CRETEIL

AL0324-213730

LA BONNE COMPAGNIE TRANSPORT

SASU au capital de 7.500 €
Siège social : 9 boulevard de Friedberg 94350 VILLIERS-SUR-MARNE
804 893 766 RCS CRETEIL

Le 31/12/2023, l'AGE a décidé la dissolution anticipée de la société, nommé liquidateur Mme Jessica LESPAGNOL, 9 boulevard de Friedberg 94350 VILLIERS-SUR-MARNE, et fixé le siège de liquidation au siège social. Modification au RCS de CRETEIL

AL0324-213845

MS PRESTIGE

SASU au capital de 300 €
Siège social : 14 avenue Charles Garcia 94120 FONTENAY-SOUS-BOIS
891 981 144 RCS CRETEIL

Le 31/12/2023, l'AGE a décidé la dissolution anticipée de la société, nommé liquidateur M. MANSOUR SMAALI, 14 avenue Charles Garcia 94120 FONTENAY-SOUS-BOIS et fixé le siège de liquidation au siège social. Modification au RCS de CRETEIL

AL0324-213932

EPARGNE CROISSANCE

SCI au capital de 762,25 €
Siège social : 10 rue Roger Salengro 94270 LE KREMLIN-BICÊTRE
384 826 996 RCS CRETEIL

Le 18/03/2024, l'AGE a décidé la dissolution anticipée de la société, nommé liquidateur M. Jean-paul DRUAIS, 37 rue de Vaugirard 75006 PARIS et fixé le siège de liquidation au siège social. Modification au RCS de CRETEIL

AL0324-213985

Clôture de Liquidation

SCI MIGUEL

SCI au capital de 1.000 €
Siège : 50 rue de l'Espérance 94380 BONNEUIL-SUR-MARNE
500 653 332 RCS CRETEIL

L'AGE a approuvé, le 11/03/2024, les comptes de liquidation, donné quitus au liquidateur Mme RABA Valérie, 50 rue de l'Espérance 94380 BONNEUIL-SUR-MARNE, pour sa gestion, l'a déchargé de son mandat et prononcé la clôture de liquidation de la société, à compter du 11/03/2024. Radiation au RCS de CRETEIL

AL0324-213605

Z&Y

SARL au capital de 5.000 €
Siège : 77 Grande rue Charles de Gaulle 94130 NOGENT SUR MARNE
983 103 102 RCS CRETEIL

Par décision de l'AGE du 18/03/2024, il a été décidé d'approuver les comptes de liquidation, donné quitus au Liquidateur et déchargé ce dernier de son mandat et prononcé la clôture des opérations de liquidation au 18/03/2024. Radiation au RCS de CRETEIL

AL0324-213716

LA BONNE COMPAGNIE TRANSPORT

SASU au capital de 7.500 €
Siège social : 09 boulevard de Friedberg 94350 VILLIERS-SUR-MARNE
804 893 766 RCS CRETEIL

Le 31/12/2023, l'AGE a approuvé les comptes de liquidation, déchargé le liquidateur Mme Jessica LESPAGNOL, 9 boulevard de Friedberg 94350 VILLIERS-SUR-MARNE, de son mandat et constaté la clôture des opérations de liquidation à compter du 31/12/2023. Radiation au RCS de CRETEIL

AL0324-213847



Expert-comptable et commissaire aux comptes

THERMOEXPERT.

SAS au capital social de 1.000 €
Siège social : 15 rue du Puits Mottet 94350 VILLIERS-SUR-MARNE.
881 110 555 RCS CRETEIL

Aux termes de l'AGE en date du 29/02/2024, les associés ont approuvé les comptes de liquidation, donné quitus au liquidateur M. Ibrahim SRIHA, 15 rue du Puits Mottet 94350 VILLIERS-SUR-MARNE, et prononcé la clôture de liquidation de la société. La société sera radiée du RCS du CRETEIL

AL0324-213867

Publiez vos annonces légales dans toute la France avec le **nouvel Economiste**

Avis National

TOTALENERGIES PETROCHEMICALS FRANCE

Société anonyme
au capital de 200 966 348,98 €
2 place Jean Millier, La Défense 6 92400 COURBEVOIE
428 891 113 RCS NANTERRE

Avis préalable à la mise en vente d'actions en déshérence

Conformément aux dispositions des articles L.228-6 et L.228-6-3 du Code de Commerce, le Conseil d'administration de TotalEnergies Petrochemicals France a, le 20 mars 2024, décidé de faire procéder à la vente de 64 titres en déshérence faisant suite à la non-atteinte d'actionnaires par les convocations depuis dix années révolues.

La vente des titres interviendra après publication du présent avis et sous réserve que les titres concernés ne soient pas réclamés par leurs titulaires ou leurs ayants-droits dans un délai d'un an à compter de la date de publication du présent avis, conformément aux termes de l'article R.228-14 du Code de commerce.

En l'absence de réclamation des titulaires ou de leurs ayants-droits dans le délai précité, les titres feront l'objet d'une mise en vente aux enchères publiques.

Les titulaires ou leurs ayants-droits ne bénéficieront plus que du produit net de la vente des titres non réclamés, à hauteur de leur quote-part.

Le produit net de la vente sera tenu à la disposition des titulaires ou de leurs ayants-droits pendant un délai de dix ans dans un compte bloqué dans un établissement de crédit.

A l'issue de ce délai, le produit net de la vente sera consigné à la Caisse des Dépôts et de Consignation de Paris pendant une durée de 20 ans.

Le Conseil d'administration

AL0324-213675



Une annonce immobilière à publier ?

Contactez notre partenaire Emmanuel DAMBLANT

ANNONCE PRESSE

16 Rue Mollien 92100 BOULOGNE - Tél. : 01 71 17 61 67 - eda@netpresse.pro

Vente aux enchères publiques,
Jeudi 16 mai 2024 à 14 H 00,
au Tribunal Judiciaire de PARIS,
Parvis du Tribunal de PARIS, à PARIS 17^{ème}

en un lot **UN APPARTEMENT à PARIS 20^{ème}**
59 rue Pixérécourt (Adresse postale)

de **38,90 m²** (hors balcon). Bâtiment A, au 1^{er} étage à droite porte face ascenseur, comprenant : cuisine en entrant, séjour, chambre, petit sas, penderie, salle de bain avec w.-c. et balcon -
Avec une **CAVE** au 1^{er} sous-sol – Occupé

MISE A PRIX : 8.000 euros

Pour consulter le cahier des conditions de vente s'adresser au Greffe du Juge de l'Exécution "Ventes immobilières" du Tribunal Judiciaire de PARIS où il a été déposé sous la Référence Greffe 23/00286, à **Maître Eric AUDINEAU**, membre de l'AARPI AUDINEAU-GUITTON, Avocat à PARIS 8^{ème}, 10 rue de la Pépinière
www.audineau.fr ou sur avoventes.fr

VISITE sur place le Mardi 07 mai 2024 de 10 H 00 à 11 H 00



VEND À MONTCEAU-LES-MINES (71300)

Honoraires à la charge du vendeur

- 18 A, rue des Goujons

Un pavillon T3 de 84 m² - Réf. 0033M71-L001 - Classe énergie : E (289 kWh/m².an) - Classe climat : F (67 kgCO₂/m².an) - Montant des dépenses d'énergie pour un usage habituel estimé à 1.587 €/an (prix moyens des énergies indexés au 15/08/2015, abonnements compris).

Prix : 38.000 €

- 1, rue Lavoisier

Un pavillon T3 de 89 m² - Réf. 0033M71-L002 - Classe énergie : E (312 kWh/m².an) - Classe climat : E (68 kgCO₂/m².an) - Montant des dépenses d'énergie pour un usage habituel estimé entre 1.710 € et 2.360€/an (prix moyens des énergies indexés au 01/01/2021, abonnements compris).

Prix : 35.000 €

- 77, rue de la Coudraie

Un pavillon T2 de 86 m² - Réf. 0030M71-L004 - Classe énergie : E (241 kWh/m².an) - Classe climat : F (56 kgCO₂/m².an) - Montant des dépenses d'énergie pour un usage habituel estimé à 1.130 €/an (prix moyens des énergies indexés au 15/08/2015, abonnements compris).

Prix : 48.000 €

- 32, rue Abbé Beraud

Un pavillon T2 de 52 m² - Réf. 0032M71-L004 - Classe énergie : E (329 kWh/m².an) - Classe climat : B (10 kgCO₂/m².an) - Montant des dépenses d'énergie pour un usage habituel estimé à 994 €/an (prix moyens des énergies indexés au 15/08/2015, abonnements compris).

Prix : 35.000 €

- 38, rue du Creusot

Un pavillon T3 de 71 m² - Réf. 0032M71-L005 - Classe énergie : E (328 kWh/m².an) - Classe climat : F (76 kgCO₂/m².an) - Montant des dépenses d'énergie pour un usage habituel estimé à 1 581 €/an (prix moyens des énergies indexés au 15/08/2015, abonnements compris).

Prix : 48.000 €

- 5, rue Darcy

Un pavillon T3 de 90 m² - Réf. 0065C71-L001 - Classe énergie : E (294 kWh/m².an) - Classe climat : F (68 kgCO₂/m².an) - Montant des dépenses d'énergie pour un usage habituel estimé à 1 823 €/an (prix moyens des énergies indexés au 15/08/2015, abonnements compris).

Prix : 32.000 €

Contact : QUADRAL TRANSACTIONS
emmanuel.ruchon@quadral.fr - 06.45.14.61.10

Les informations sur les risques auxquels ce bien est exposé sont disponibles sur le site Géorisques (www.georisques.gouv.fr).
Sous réserve de priorité conformément aux dispositions de l'article L443-11 du CCH relatif aux ventes de logements sociaux.
Visite sur rendez-vous. Remise des offres d'achat au plus tard 1 mois à compter de la parution de cette annonce, par e-mail et selon les dispositions consultables sur https://www.quadral.fr/pub-vacants



Villeneuve-La-Garenne (92390)
158 Boulevard Gallieni
Prix du bien : **174 980 €***
Référence : 3250L-0111
Appartement 4 pièces d'une surface d'environ 77,10 m² comprenant : une entrée, un séjour, une cuisine, 3 chambres, une salle de bain et un WC.

Copropriété de 79 lots principaux
Absence de procédure en cours
Montant charges copropriété 2024 : 2 345 €/an
Montant taxe foncière : NC
DPE : C129
Chauffage et production d'eau chaude : Collectif

Stéphanie GOUVEIA-VEIRA



0 800 100 910 (service et appel gratuits)

MODALITES DE VISITES ET DE REMISE DES OFFRES D'ACHAT
Visites sur rendez-vous, renseignements et dépôt des candidatures avec dossier complet en contactant le commercialisateur.
Délais de remise des offres prioritaires** : 1 mois à compter de la dernière publicité légale
Modalité de remise des offres* : Par mail, remise en main propre ou par tout autre moyen
Offre et prix soumis à condition de ressources*
*conformément aux dispositions de l'article L443-11 et suivants du CCH



MARGNY LES COMPAGNE (60280)
Résidence LES CARRIERES
305 Rue du 8 Mai 1945

Prix de l'appartement : 114 420 €
Référence : 0094C60-L032

Dans une résidence calme, au 3ème étage, un appartement de 3 pièces d'une surface de 71,8 m² Loi Carrez comprenant : une entrée, un séjour, une cuisine avec cellier, 2 chambres, une salle de bain, un rangement, wc séparés et un balcon
Possibilité d'achat en sus : Garage simple au prix de 5 000 € / Emplacement simple au prix de 3 000€ selon disponibilités
DPE : C - 97 kWh/m².an / D - 22 kgCO₂/m².an
Chauffage et production d'eau chaude : individuel gaz
Charges annuelles prévisionnelles : 2 018 €

Rislane EL AMARTI

Esset Valorisation

rislane.elamarti@esset-valorisation.com
COORDONNEES : 07 63 30 22 46

MODALITES DE VISITES ET DE REMISE DES OFFRES D'ACHAT

Visites sur rendez-vous, renseignements et dépôt des candidatures avec dossier complet en contactant le commercialisateur.
Délais de remise des offres : 1 mois à compter de la dernière publicité légale
Modalité de remise des offres* : Par mail, remise en main propre ou par tout autre moyen
conformément aux dispositions de l'article L443-11 et suivants du CCH
Les informations sur les risques auxquels ce bien est exposé sont disponibles sur le site Géorisques : www.georisques.gouv.fr



A VENDRE

JOINVILLE LE PONT

26 BOULEVARD DU MARECHAL LECLERC
Appartement de type F3 de 63,29 m²
(référence: lot n° 47)

Etage : 7
Annexe : une cave incluse
Classe énergie: E
Charges trimestrielles prévisionnelles : 943€
Copropriété de 193 logements – pas de procédure en cours

PRIX : 252 600 €
(Hors frais d'agence & frais d'acte)

Votre contact
CPH - Agence Paris 12
Paris12@cph.fr
01 44 68 80 93

Visite sur RDV dès la libération effective des lieux.
Offre d'achat à transmettre par mail au conseiller commercial au plus tard 1 mois à compter du 29/03/2024 et traitée par ordre de priorité selon l'article L 443-11 (III) du CCH relatif aux ventes de logements sociaux.
Aucune offre ne pourra être prise en compte sans transmission au préalable du dossier de candidature complet (voir modalités auprès du conseiller commercial).
Les informations sur les risques auxquels ce bien est exposé sont disponibles sur le site Géorisques : www.georisques.gouv.fr



A VENDRE

JOINVILLE LE PONT

26 BOULEVARD DU MARECHAL LECLERC
Appartement de type F3 de 63,08 m²
(référence: lot n° 254)

Etage : 7
Annexe : cave incluse
Classe énergie: E
Charges trimestrielles prévisionnelles : 941€
Copropriété de 193 logements – pas de procédure en cours

PRIX : 251 700 €
(Hors frais d'agence & frais d'acte)

Votre contact
CPH - Agence Paris 12
Paris12@cph.fr
01 44 68 80 93

Visite sur RDV dès la libération effective des lieux.
Offre d'achat à transmettre par mail au conseiller commercial au plus tard 1 mois à compter du 29/03/2024 et traitée par ordre de priorité selon l'article L 443-11 (III) du CCH relatif aux ventes de logements sociaux.
Aucune offre ne pourra être prise en compte sans transmission au préalable du dossier de candidature complet (voir modalités auprès du conseiller commercial).
Les informations sur les risques auxquels ce bien est exposé sont disponibles sur le site Géorisques : www.georisques.gouv.fr



A VENDRE

JOINVILLE LE PONT

26 BOULEVARD DU MARECHAL LECLERC
Appartement de type F2 de 44,47 m²
(référence: lot n° 446)

Etage : 5
Annexe : cave incluse
Classe énergie: E
Charges trimestrielles prévisionnelles : 667€
Copropriété de 193 logements – pas de procédure en cours

PRIX : 183 600 €
(Hors frais d'agence & frais d'acte)

Votre contact
CPH - Agence Paris 12
Paris12@cph.fr
01 44 68 80 93

Visite sur RDV dès la libération effective des lieux.
Offre d'achat à transmettre par mail au conseiller commercial au plus tard 1 mois à compter du 29/03/2024 et traitée par ordre de priorité selon l'article L 443-11 (III) du CCH relatif aux ventes de logements sociaux.
Aucune offre ne pourra être prise en compte sans transmission au préalable du dossier de candidature complet (voir modalités auprès du conseiller commercial).
Les informations sur les risques auxquels ce bien est exposé sont disponibles sur le site Géorisques : www.georisques.gouv.fr



A VENDRE

VILLIERS SUR MARNE

9 BOULEVARD DE FRIEDBERG
Appartement de type F2 de 50,5 m²
(référence: lot n° 20)

Etage : 1
Annexe : box simple pour 10 000€ supplémentaire
Classe énergie : C
Charges trimestrielles prévisionnelles : 349€ (Hors box)
Copropriété de 17 logements – pas de procédure en cours

PRIX : 151 700 €
(Hors frais d'acte)

Votre conseillère commerciale
Mme DIOMBERA
diombera.s@polylogis.fr
07 56 19 45 90

Visite sur RDV dès la libération effective des lieux.
Offre d'achat à transmettre par mail au conseiller commercial au plus tard 1 mois à compter du 29/03/2024 et traitée par ordre de priorité selon l'article L 443-11 (III) du CCH relatif aux ventes de logements sociaux.
Aucune offre ne pourra être prise en compte sans transmission au préalable du dossier de candidature complet (voir modalités auprès du conseiller commercial).
Les informations sur les risques auxquels ce bien est exposé sont disponibles sur le site Géorisques : www.georisques.gouv.fr



VEND à ROUEN (76100)

Honoraires à la charge du vendeur

105 rue de Lessard

Un appartement T4 de 73,70 m² au 4e étage

Réf. 7192L-0241 – Lot n°114 - Classe énergie : C (101 kWh/m² / an) - Classe climat : C (18 kg CO₂/m² / an) - Montant des dépenses énergétiques estimé à 720 €/an (prix moyen des énergies indexés au 01/01/2021, abonnement inclus) - Copropriété de 142 lots (dont 73 logements) sans procédure en cours - Charges de copropriété estimées à 1 008 €/an

Prix : 106 560 €

11 rue de la Mare aux Planches

Un appartement T2 de 56,00 m² au rez-de-chaussé

Réf. 7147L-0041 – Lot n°41 - Classe énergie : D (167 kWh/m² / an) - Classe climat : D (32 kg CO₂/m² / an) - Montant des dépenses énergétiques estimé à 935 €/an (prix moyen des énergies indexés au 01/01/2021, abonnement inclus) - Copropriété de 258 lots (dont 79 logements) sans procédure en cours - Charges de copropriété estimées à 1 100 €/an

Prix : 62 643 €

Contact QUADRAL TRANSACTIONS
william.devaux@quadral.fr
06.32.32.21.76

Les informations sur les risques auxquels ce bien est exposé sont disponibles sur le site Géorisques : www.georisques.gouv.fr

MODALITES DE VISITES ET DE REMISE DES OFFRES D'ACHAT
Visites sur rendez-vous, renseignements et dépôt des candidatures avec dossier complet en contactant le commercialisateur.
Délais de remise des offres prioritaires** : 1 mois à compter de la parution de cette annonce.
Modalité de remise des offres** : Par mail, remise en mains propres ou par tout autre moyen
*Offre et prix soumis à condition de ressources
**Conformément aux dispositions de l'article L443-11 et suivants du CCH



VEND à BIHOREL (76420)

Copropriété de 293 lots (dont 217 logements)

sans procédure en cours

Honoraires à la charge du vendeur

2 rue des Jonquilles

Un appartement T2 de 43,90 m² au 2e étage

Réf. 7282L-0078 – Lot n°1078 - Classe énergie : C (151 kWh/m² / an) - Classe climat : A (4 kg CO₂/m² / an) - Montant des dépenses énergétiques estimé à 450 €/an (prix moyen des énergies indexés au 01/01/2021, abonnement inclus) - Charges de copropriété estimées à 1 380 €/an

Prix : 71 280 €

2 rue des Anémones

Un appartement T2 de 43,50 m² au 2e étage

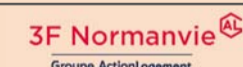
Réf. 7282L-0179 – Lot n°1179 - Classe énergie : C (143 kWh/m² / an) - Classe climat : A (4 kg CO₂/m² / an) - Montant des dépenses énergétiques estimé à 450 €/an (prix moyen des énergies indexés au 01/01/2021, abonnement inclus) - Charges de copropriété estimées à 1 380 €/an

Prix : 71 280 €

Contact QUADRAL TRANSACTIONS
william.devaux@quadral.fr
06.32.32.21.76

Les informations sur les risques auxquels ce bien est exposé sont disponibles sur le site Géorisques : www.georisques.gouv.fr

MODALITES DE VISITES ET DE REMISE DES OFFRES D'ACHAT
Visites sur rendez-vous, renseignements et dépôt des candidatures avec dossier complet en contactant le commercialisateur.
Délais de remise des offres prioritaires** : 1 mois à compter de la parution de cette annonce.
Modalité de remise des offres** : Par mail, remise en mains propres ou par tout autre moyen
*Offre et prix soumis à condition de ressources
**Conformément aux dispositions de l'article L443-11 et suivants du CCH



VEND AU HAVRE (76620)

1 avenue Nicolas II

Réf. 1206L-0221 – Lot n°57

Un appartement T4 de 92,68 m² au 2e étage avec cave

DPE en cours – Le DPE sera transmis aux futurs acquéreurs avant signature de l'avant contrat

Prix : 203 490 €

Copropriété de 58 lots (dont 24 logements) sans procédure en cours
Charges de copropriété estimées à 1 850 €/an

Contact QUADRAL TRANSACTIONS
maxime.betton@quadral.fr
06.31.83.49.28

Les informations sur les risques auxquels ce bien est exposé sont disponibles sur le site Géorisques : www.georisques.gouv.fr

MODALITES DE VISITES ET DE REMISE DES OFFRES D'ACHAT
Visites sur rendez-vous, renseignements et dépôt des candidatures avec dossier complet en contactant le commercialisateur.
Délais de remise des offres prioritaires** : 1 mois à compter de la parution de cette annonce.
Modalité de remise des offres** : Par mail, remise en mains propres ou par tout autre moyen
*Offre et prix soumis à condition de ressources
**Conformément aux dispositions de l'article L443-11 et suivants du CCH



VEND à CHAVILLE (92370)

24 rue de la Fontaine Henri IV
Réf. 01014074010133 - Lot n°133
Frais de notaire offerts

Un appartement T3 de 63,84 m² au 6e étage avec cave et parking en sous-sol

Classe énergie : E (253 kWh/m².an) - Classe climat : E (55 kgCO₂/m².an)

Montant des dépenses d'énergie pour un usage habituel estimé à 1 370 €/an (prix moyens des énergies indexés au 01/01/2021, abonnements compris)
Copropriété de 201 lots (dont 201 logements) sans procédure en cours

Charges de copropriété estimées à 2 660 €/an

Prix : 248 500 €

Honoraires à la charge du vendeur

Contact QUADRAL TRANSACTIONS
nathalie.pudlicki@quadral.fr - 06.48.42.68.54

Les informations sur les risques auxquels ce bien est exposé sont disponibles sur le site Géorisques : www.georisques.gouv.fr. Sous réserve de priorité conformément aux dispositions de l'article L443-11 du CCH relatif aux ventes de logements sociaux. Visite sur rendez-vous. Remise des offres d'achat au plus tard 1 mois à compter de la parution de cette annonce, par e-mail et selon les dispositions consultables sur https://www.quadral.fr/pub-vacants

ANNONCES IMMOBILIÈRES

Bailleurs sociaux

<p>ONV AL Groupe ActionLogement</p> <p>A VENDRE APPARTEMENT</p> <p>CERGY (95000) 24 RUE PRIEURE</p> <p>Prix de vente : 245 809€ *</p> <p>Référence logement : 008995-L044</p> <p>Au 3^{ème} étage sans ascenseur, un appartement duplex de 4 pièces d'une surface de 104,5 m² loi carrez, comprenant : entrée, séjour, cuisine, 3 chambres, 2 salles de bains avec WC, dégagement, 1 WC séparés et une terrasse. Un parking et une cave complètent ce bien. Possibilité d'acquies un parking ou une cave en sus sous réserve de disponibilité.</p> <p>Copropriété de 110 lots principaux Absence de procédure en cours Quote-part annuelle des charges courantes prévisionnelles estimées : 1 800€ Estimation de la base foncière : 1 700 € CLASSE ENERGIE : DPE : D - 215 kWh/m²/an Montant estimé des dépenses annuelles d'énergie pour un usage standard : 1 343 € Les informations sur les risques auxquels ce bien est exposé sont disponibles sur le site : www.georisques.gouv.fr Chauffage et production d'eau chaude : Convecteurs électrique et chauffe-eau électrique</p> <p>TRANSACTIF IMMOBILIER</p> <p>Warren LASSERE : 06 83 26 99 70 - warren.lasseur@transactif-immobilier.fr</p> <p>MODALITES DE VISITES ET DE REMISE DES OFFRES D'ACHAT Visites sur rendez-vous, renseignements et dépôt des candidatures avec dossier complet en contactant le commercialisateur</p> <p>Délais de remise des offres : * Au plus tard 1 mois à compter de la date de parution de la dernière publicité légale soit le 29/04/2024</p> <p>Modalités de remise des offres : * Par mail, remise en mains propres ou par tout autre moyen</p> <p>* Offres et prix soumis à condition de ressources Honoraires d'agence à la charge du Vendeur et Frais de notaire en sus à la charge de l'Acquéreur * Conformément aux dispositions de l'article L443-11 et suivants du CCH</p>	<p>ONV AL Groupe ActionLogement</p> <p>A VENDRE APPARTEMENT</p> <p>CERGY (95000) 8 RUE PRIEURE</p> <p>Prix de vente : 251 827€ *</p> <p>Référence logement : 008995-L110</p> <p>Au 3^{ème} étage sans ascenseur, un appartement duplex de 4 pièces d'une surface de 113,34 m² loi carrez, comprenant : entrée, séjour avec terrasse, cuisine, 3 chambres, 3 salles de bains avec WC séparés, salle de bains avec WC séparés, placards et coffrer. Un parking et une cave complètent ce bien. Possibilité d'acquies un parking ou une cave en sus sous réserve de disponibilité.</p> <p>Copropriété de 110 lots principaux Absence de procédure en cours Quote-part annuelle des charges courantes prévisionnelles estimées : 2 000 € Estimation de la base foncière : 2 130 € CLASSE ENERGIE : DPE : D - 203 kWh/m²/an Montant estimé des dépenses annuelles d'énergie pour un usage standard : 1 425 € Les informations sur les risques auxquels ce bien est exposé sont disponibles sur le site : www.georisques.gouv.fr Chauffage et production d'eau chaude : Convecteurs électrique et chauffe-eau électrique</p> <p>TRANSACTIF IMMOBILIER</p> <p>Warren LASSERE : 06 83 26 99 70 - warren.lasseur@transactif-immobilier.fr</p> <p>MODALITES DE VISITES ET DE REMISE DES OFFRES D'ACHAT Visites sur rendez-vous, renseignements et dépôt des candidatures avec dossier complet en contactant le commercialisateur</p> <p>Délais de remise des offres : * Au plus tard 1 mois à compter de la date de parution de la dernière publicité légale soit le 29/04/2024</p> <p>Modalités de remise des offres : * Par mail, remise en mains propres ou par tout autre moyen</p> <p>* Offres et prix soumis à condition de ressources Honoraires d'agence à la charge du Vendeur et Frais de notaire en sus à la charge de l'Acquéreur * Conformément aux dispositions de l'article L443-11 et suivants du CCH</p>	<p>ONV AL Groupe ActionLogement</p> <p>A VENDRE APPARTEMENT</p> <p>CERGY (95000) 12 rue du Prieuré</p> <p>Prix de vente : 208 152€ *</p> <p>Référence logement : 008995-L082</p> <p>Appartement de 4 pièces d'une surface de 88,50 m² comprenant : une entrée, un séjour, une cuisine, 3 chambres, un dégagement, une salle de bains et WC séparés et un balcon. Un parking et une cave complètent ce bien. Possibilité d'acquies un parking en sus au prix de 6 000€ selon disponibilité</p> <p>Absence de procédure en cours Quote-part annuelle des charges courantes prévisionnelles estimées : 1360 € Estimation de la base foncière : 1837 € CLASSE ENERGIE : DPE : D - 215 kWh/m²/an Montant estimé des dépenses annuelles d'énergie pour un usage standard : 1036€ Les informations sur les risques auxquels ce bien est exposé sont disponibles sur le site : www.georisques.gouv.fr Chauffage et production d'eau chaude : Chauffage collectif gaz</p> <p>TRANSACTIF IMMOBILIER</p> <p>Warren LASSERE : 06 83 26 99 70 - warren.lasseur@transactif-immobilier.fr</p> <p>MODALITES DE VISITES ET DE REMISE DES OFFRES D'ACHAT Visites sur rendez-vous, renseignements et dépôt des candidatures avec dossier complet en contactant le commercialisateur</p> <p>Délais de remise des offres : * Au plus tard 1 mois à compter de la date de parution de la dernière publicité légale soit le 29/04/2024</p> <p>Modalités de remise des offres : * Par mail, remise en mains propres ou par tout autre moyen</p> <p>* Offres et prix soumis à condition de ressources Honoraires d'agence à la charge du Vendeur et Frais de notaire en sus à la charge de l'Acquéreur * Conformément aux dispositions de l'article L443-11 et suivants du CCH</p>	<p>ONV AL Groupe ActionLogement</p> <p>A VENDRE APPARTEMENT</p> <p>CERGY (95000) 14 RUE PRIEURE</p> <p>Prix de vente : 212 400€ *</p> <p>Référence logement : 008995-L073</p> <p>Au 2^{ème} étage sans ascenseur, un appartement 4 pièces d'une surface de 85,5 m² loi carrez, comprenant : entrée, séjour avec balcon, cuisine, 3 chambres, salle de bains avec WC, dégagement, et WC séparés. Un parking et une cave complètent ce bien. Possibilité d'acquies un parking ou une cave en sus sous réserve de disponibilité.</p> <p>Copropriété de 110 lots principaux Absence de procédure en cours Quote-part annuelle des charges courantes prévisionnelles estimées : 1 420€ Estimation de la base foncière : 1 800€ CLASSE ENERGIE : DPE : D - 195 kWh/m²/an Montant estimé des dépenses annuelles d'énergie pour un usage standard : 968 € Les informations sur les risques auxquels ce bien est exposé sont disponibles sur le site : www.georisques.gouv.fr Chauffage et production d'eau chaude : Convecteurs électrique et chauffe-eau électrique</p> <p>TRANSACTIF IMMOBILIER</p> <p>Warren LASSERE : 06 83 26 99 70 - warren.lasseur@transactif-immobilier.fr</p> <p>MODALITES DE VISITES ET DE REMISE DES OFFRES D'ACHAT Visites sur rendez-vous, renseignements et dépôt des candidatures avec dossier complet en contactant le commercialisateur</p> <p>Délais de remise des offres : * Au plus tard 1 mois à compter de la date de parution de la dernière publicité légale soit le 29/04/2024</p> <p>Modalités de remise des offres : * Par mail, remise en mains propres ou par tout autre moyen</p> <p>* Offres et prix soumis à condition de ressources Honoraires d'agence à la charge du Vendeur et Frais de notaire en sus à la charge de l'Acquéreur * Conformément aux dispositions de l'article L443-11 et suivants du CCH</p>
<p>100vies habit</p> <p>A VENDRE APPARTEMENT</p> <p>AUBERGENVILLE (78410) 26 ALLEE DES ACACIAS</p> <p>Prix de mise en vente : 110 000 € *</p> <p>Référence logement : 5115200034</p> <p>Appartement de 3 pièces d'une surface de 63,22 m² au 2^{ème} étage sans ascenseur comprenant un séjour, une cuisine, deux chambres, une salle de bain, un vestiaire et une cave.</p> <p>Copropriété de 1489 principaux Absence de procédure en cours Quote-part annuelle des charges courantes prévisionnelles 2022 estimée : 2 343 € environ Estimation de la base foncière : 400 € environ CLASSE ENERGIE : DPE : D - 232 kWh/m²/an Montant estimé des dépenses annuelles d'énergie pour un usage standard : 1 410 € Les informations sur les risques auxquels ce bien est exposé sont disponibles sur le site : www.georisques.gouv.fr Chauffage et production d'eau chaude : Collectif Gaz</p> <p>TRANSACTIF IMMOBILIER</p> <p>CONTACT : Thomas MORCOS 07 88 69 20 92 thomas.morcos@transactif-immobilier.fr</p> <p>MODALITES DE VISITES ET DE REMISE DES OFFRES D'ACHAT Visites sur rendez-vous, renseignements et dépôt des candidatures avec dossier complet en contactant le commercialisateur</p> <p>Délais de remise des offres : * Au plus tard 1 mois à compter de la date de parution de la dernière publicité légale soit le 29/04/2024</p> <p>Modalités de remise des offres : * Par mail, remise en mains propres ou par tout autre moyen</p> <p>* Offres et prix soumis à condition de ressources Honoraires d'agence à la charge du Vendeur et Frais de notaire en sus à la charge de l'Acquéreur * Conformément aux dispositions de l'article L443-11 et suivants du CCH</p>	<p>100vies habit</p> <p>A VENDRE APPARTEMENT</p> <p>AUBERGENVILLE (78410) 8 allée des Bois</p> <p>Prix de vente : 109 000€ *</p> <p>Référence logement : 5115200031</p> <p>Appartement de 4 pièces d'une surface de 71,40 m² au 3^{ème} étage sans ascenseur comprenant une entrée, un séjour avec balcon, une cuisine, un cellier, 3 chambres, une salle d'eau avec WC. Une cave en sous-sol.</p> <p>Copropriété de 1 489 lots principaux Absence de procédure en cours Quote-part annuelle des charges courantes 2022 : 3 000€ Estimation de la base foncière : 800€ CLASSE ENERGIE : DPE : E - 275 kWh/m²/an Montant estimé des dépenses annuelles d'énergie pour un usage standard : 1 350€ Les informations sur les risques auxquels ce bien est exposé sont disponibles sur le site : www.georisques.gouv.fr</p> <p>TRANSACTIF IMMOBILIER</p> <p>CONTACT : Thomas MORCOS 07 88 69 20 92 thomas.morcos@transactif-immobilier.fr</p> <p>MODALITES DE VISITES ET DE REMISE DES OFFRES D'ACHAT Visites sur rendez-vous, renseignements et dépôt des candidatures avec dossier complet en contactant le commercialisateur</p> <p>Délais de remise des offres : * Au plus tard 1 mois à compter de la date de parution de la dernière publicité légale soit le 29/04/2024</p> <p>Modalités de remise des offres : * Par mail, remise en mains propres ou par tout autre moyen</p> <p>* Offres et prix soumis à condition de ressources Honoraires d'agence à la charge du Vendeur et Frais de notaire en sus à la charge de l'Acquéreur * Conformément aux dispositions de l'article L443-11 et suivants du CCH</p>	<p>100vies habit</p> <p>A VENDRE APPARTEMENT</p> <p>AUBERGENVILLE (78410) 8 allée des Acacias</p> <p>Prix de vente : 117 000€ *</p> <p>Référence logement : 5115200021</p> <p>Appartement de 4 pièces d'une surface de 74,24 m² au 3^{ème} étage sans ascenseur comprenant une entrée, un séjour avec balcon, une cuisine, un cellier, 3 chambres, une salle d'eau avec WC. Une cave en sous-sol.</p> <p>Copropriété de 1 489 lots principaux Absence de procédure en cours Quote-part annuelle des charges courantes 2022 : 2 974 € environ Estimation de la base foncière 2021 : 700 € CLASSE ENERGIE : DPE : E - 255 kWh/m²/an Montant estimé des dépenses annuelles d'énergie pour un usage standard : 1 350€ Les informations sur les risques auxquels ce bien est exposé sont disponibles sur le site : www.georisques.gouv.fr</p> <p>TRANSACTIF IMMOBILIER</p> <p>CONTACT : Thomas MORCOS 07 88 69 20 92 thomas.morcos@transactif-immobilier.fr</p> <p>MODALITES DE VISITES ET DE REMISE DES OFFRES D'ACHAT Visites sur rendez-vous, renseignements et dépôt des candidatures avec dossier complet en contactant le commercialisateur</p> <p>Délais de remise des offres : * Au plus tard 1 mois à compter de la date de parution de la dernière publicité légale soit le 29/04/2024</p> <p>Modalités de remise des offres : * Par mail, remise en mains propres ou par tout autre moyen</p> <p>* Offres et prix soumis à condition de ressources Honoraires d'agence à la charge du Vendeur et Frais de notaire en sus à la charge de l'Acquéreur * Conformément aux dispositions de l'article L443-11 et suivants du CCH</p>	<p>100vies habit</p> <p>A VENDRE APPARTEMENT</p> <p>AUBERGENVILLE (78410) 4 allée des Roses</p> <p>Prix de vente : 110 000€ *</p> <p>Référence logement : 5115480030</p> <p>Appartement de 3 pièces d'une surface de 63,46 m² au 3^{ème} étage sans ascenseur comprenant une entrée, un séjour avec balcon, une cuisine, un cellier, un débarras, 2 chambres, une salle de bains et WC séparés. Une cave en sous-sol.</p> <p>Copropriété de 1 489 lots principaux Absence de procédure en cours Quote-part annuelle des charges courantes 2022 : 2 490€ Estimation de la base foncière 2021 : 600€ CLASSE ENERGIE : DPE : D - 223 kWh/m²/an Montant estimé des dépenses annuelles d'énergie pour un usage standard : 1 020€ Les informations sur les risques auxquels ce bien est exposé sont disponibles sur le site : www.georisques.gouv.fr</p> <p>TRANSACTIF IMMOBILIER</p> <p>CONTACT : Thomas MORCOS 07 88 69 20 92 thomas.morcos@transactif-immobilier.fr</p> <p>MODALITES DE VISITES ET DE REMISE DES OFFRES D'ACHAT Visites sur rendez-vous, renseignements et dépôt des candidatures avec dossier complet en contactant le commercialisateur</p> <p>Délais de remise des offres : * Au plus tard 1 mois à compter de la date de parution de la dernière publicité légale soit le 29/04/2024</p> <p>Modalités de remise des offres : * Par mail, remise en mains propres ou par tout autre moyen</p> <p>* Offres et prix soumis à condition de ressources Honoraires d'agence à la charge du Vendeur et Frais de notaire en sus à la charge de l'Acquéreur * Conformément aux dispositions de l'article L443-11 et suivants du CCH</p>

HABITAT
TOULOUSE METROPOLE HABITAT
TOULOUSE METROPOLE HABITAT
VEND À TOULOUSE (31300)

107, chemin Charles-de-Fitte

Un appartement T3 de 58,79 m² au rez-de-chaussée avec cave - Réf. 34 - Lot n°34 - Classe énergie : C (130 kWh/m².an) - Classe climat : D (30 kgCO2/m².an) - Montant des dépenses d'énergie pour un usage habituel estimé à 684 € (prix moyens des énergies indexés au 15/08/2015, abonnements compris) - Copropriété de 155 lots (dont 56 logements) sans procédure en cours - Charges de copropriété estimées à 1 062 €/an.

Prix : 163.000 €. Honoraires à la charge du vendeur. Possibilité d'acquies un parking en sus : + 12.000 €.

Les informations sur les risques auxquels ce bien est exposé sont disponibles sur le site Géorisques (www.georisques.gouv.fr). Sous réserve de libération effective des lieux et de priorité conformément aux dispositions de l'article L443-11 du CCH relatif aux ventes de logements sociaux. Visitez sur rendez-vous. Remise des offres d'achat par e-mail au plus tard le 30/04/2024 et selon les dispositions consultables sur https://www.quadralf.fr/pub-vacants.

Contact : **QUADRAL TRANSACTIONS**
pascal.pomies@quadralf.fr - 06.86.97.69.92

Polylogis | LogiRep

A VENDRE

MONTREUIL
10 RUE AUGUSTE PERON

Appartement de type F2 de 20,8 m² (référence: lot n° 302)

Étage : Rez-de-chaussée
Annexe : cave incluse - box en sus pour 9 000 €
Classe énergie : C (DPE validité 31/12/2024)
Charges trimestrielles prévisionnelles : 164 € (chauffage inclus)
Copropriété de 46 logements

PRIX : 72 200 €
(Hors frais d'acte)

Visitez sur RDV dès la libération effective des lieux.
Offre d'achat à transmettre par mail au conseiller commercial au plus tard 1 mois à compter du 29/03/2024 et traitée par ordre de priorité selon l'article L443-11 (III) du CCH relatif aux ventes de logements sociaux. Aucune offre ne pourra être prise en compte sans transmission au préalable du dossier de candidature complet (voir modalités auprès du conseiller commercial).
Les informations sur les risques auxquels ce bien est exposé sont disponibles sur le site Géorisques: www.georisques.gouv.fr

Visitez sur RDV dès la libération effective des lieux.
Offre d'achat à transmettre par mail au conseiller commercial au plus tard 1 mois à compter du 29/03/2024 et traitée par ordre de priorité selon l'article L443-11 (III) du CCH relatif aux ventes de logements sociaux. Aucune offre ne pourra être prise en compte sans transmission au préalable du dossier de candidature complet (voir modalités auprès du conseiller commercial).
Les informations sur les risques auxquels ce bien est exposé sont disponibles sur le site Géorisques: www.georisques.gouv.fr

Votre conseillère commerciale
Mme DIOMBERA
diombera.s@polylogis.fr
07 56 19 45 90

ONV AL
Groupe ActionLogement

VEND

À CIRY-LE-NOBLE (71420)
10 A, rue Labaune - Réf. 0066C71-L001

Un pavillon T5 de 107 m².
Classe énergie : E (268 kWh/m².an) - Classe climat : F (62 kgCO2/m².an). Montant des dépenses d'énergie pour un usage habituel estimé à 1.867 €/an (prix moyens des énergies indexés au 15/08/2015, abonnements compris).

Prix : 32.000 €
Honoraires à la charge du vendeur

Contact : **QUADRAL TRANSACTIONS**
emmanuel.ruchon@quadralf.fr
06.45.14.61.10

Les informations sur les risques auxquels ce bien est exposé sont disponibles sur le site Géorisques (www.georisques.gouv.fr).
Sous réserve de priorité conformément aux dispositions de l'article L443-11 du CCH relatif aux ventes de logements sociaux. Visitez sur rendez-vous. Remise des offres d'achat au plus tard 1 mois à compter de la parution de cette annonce, par e-mail et selon les dispositions consultables sur https://www.quadralf.fr/pub-vacants

Quadralf
Transactions

Promologis
Groupe ActionLogement

VEND à

MONTECH (82700)
21, rue Lagafette - Réf. Réf. 81710016.

UN PAVILLON T4 de 79,10 m²
Prix net vendeur : **157.000 €**.
Honoraire TTC à la charge de l'acquéreur : **6028,80 €**

Prix de vente TTC : **163.028,80 €**
Classe énergie : D (193 kWh/m².an) - Classe climat : B (6 kgCO2eq/m².an) - Montant des dépenses énergétiques estimé à 949 €/an (prix moyen des énergies indexés au 01/01/2021, abonnements inclus). Les logements sont vendus sous réserve du respect des dispositions des articles L443-11 et D443-12-1 du Code de la Construction et de l'Habitat. Les acquéreurs intéressés sont priés d'envoyer une demande écrite en précisant le nom, adresse, téléphone, commune, type, dans un délai de 1 mois à compter de la présente publication à :
QUADRAL TRANSACTIONS - 68, rue de la République - 31300 Toulouse.

Contact : **QUADRAL TRANSACTIONS**
Théo BELGURIAL - 06.80.57.11.74
theo.belgurial@quadralf.fr

Sans offre retenue à l'expiration de ce délai, il est reconstruit tacitement de la même durée. Cette reconduction tacite est renouvelable jusqu'à l'acceptation d'une offre par PROMOLOGIS. Visitez sur rendez-vous. Remise des offres d'achat au plus tard le 29/04/2024, par e-mail et selon les dispositions consultables sur https://www.quadralf.fr/pub-vacants

Quadralf
Transactions

ONV AL
Groupe ActionLogement

VEND à SANVIGNES-LES-MINES (71410)

- 22, rue Jean Zay - Réf. 0034F71-L001
Un pavillon T3 de 90,00 m².
Classe énergie : E (327 kWh/m².an) - Classe climat : F (76 kgCO2/m².an) - Montant des dépenses d'énergie pour un usage habituel estimé à 1 901 €/an (prix moyens des énergies indexés au 15/08/2015, abonnements compris).
Prix : 36 000 €
- 9, rue de Joux - Réf. 0035C71-L003
Un pavillon T2 de 76,00 m².
Classe énergie : E (244 kWh/m².an) - Classe climat : F (57 kgCO2/m².an) - Montant des dépenses d'énergie pour un usage habituel estimé à 1 148 €/an (prix moyens des énergies indexés au 15/08/2015, abonnements compris).
Prix : 33 000 €

Contact **Quadralf Transactions**
emmanuel.ruchon@quadralf.fr - 06.45.14.61.10

Les informations sur les risques auxquels ce bien est exposé sont disponibles sur le site Géorisques (www.georisques.gouv.fr). Sous réserve de priorité conformément aux dispositions de l'article L443-11 du CCH relatif aux ventes de logements sociaux. Visitez sur rendez-vous. Remise des offres d'achat au plus tard 1 mois à compter de la parution de cette annonce, par e-mail et selon les dispositions consultables sur https://www.quadralf.fr/pub-vacants

Quadralf
Transactions

ONV AL
Groupe ActionLogement

VEND AU HAVRE (76620)

Copropriété de 272 lots (dont 118 logements) sans procédure en cours
Honoraires à la charge du vendeur - Prix hors parking - Parking et cave en sus (selon disponibilité). Prix de la cave : + 1.000 € - Prix du garage double : + 16.000 € - prix du garage simple : + 12.500 € - Prix du parking : + 7.500 €

- 38, rue Clément-Marical - Réf. 0134F76-L085 - Lot n°342
Un appartement T2 de 57,50 m² au 3^{ème} étage.
Classe énergie : C (131 kWh/m².an) - Classe climat : A (4 kgCO2/m².an) - Montant des dépenses d'énergie pour un usage habituel estimé à 615 €/an (prix moyens des énergies indexés au 01/01/2021, abonnements compris) - Charges de copropriété estimées à 1.420 €/an.
Prix : 127 300 €
- 76, rue Clément Marical - Réf. 0134F76-L008 - Lot n°23
Un appartement T2 de 50,30 m² au 1^{er} étage.
Classe énergie : A (61 kWh/m².an) - Classe climat : A (1 kgCO2/m².an) - Montant des dépenses d'énergie pour un usage habituel estimé à 335 €/an (prix moyens des énergies indexés au 01/01/2021, abonnements compris) - Charges de copropriété estimées à 1.280 €/an.
Prix : 108 400 €

Contact **Quadralf Transactions**
florence.beurlion@quadralf.fr - 07.86.24.87.01

Les informations sur les risques auxquels ce bien est exposé sont disponibles sur le site Géorisques (www.georisques.gouv.fr). Sous réserve de priorité conformément aux dispositions de l'article L443-11 du CCH relatif aux ventes de logements sociaux. Visitez sur rendez-vous. Remise des offres d'achat au plus tard 1 mois à compter de la parution de cette annonce, par e-mail et selon les dispositions consultables sur https://www.quadralf.fr/pub-vacants

Quadralf
Transactions

La Cité Jardins
Groupe ActionLogement

VEND à

BEAUCHALOT (31360)
Lieu dit Villa Lacoste - Réf. 1810001V5

Pavillon T4 de 95,00 m² avec parking extérieur.
90 000 € honoraires à la charge du vendeur
Classe énergie : D (248 kWh/m².an) - Classe climat : B (8 kg CO2/m².an). Montant des dépenses énergétiques estimé à 1 430 €/an (prix des énergies indexés au 01/01/2021, abonnement compris)

Contact : **QUADRAL TRANSACTIONS**
theo.belgurial@quadralf.fr - 06.80.57.11.74

Les informations sur les risques auxquels ce bien est exposé sont disponibles sur le site Géorisques (www.georisques.gouv.fr). Sous réserve de priorité, conformément aux dispositions de l'article L443-11 du CCH relatif aux ventes de logements sociaux. Visitez sur rendez-vous. Remise des offres d'achat au plus tard 1 mois à compter de la parution de cette annonce, par e-mail et selon les dispositions consultables sur https://www.quadralf.fr/pub-vacants

Quadralf
Transactions

ONV AL
Groupe ActionLogement

VEND

SAINT-CYR-L'ÉCOLE (78210)
4 bis, rue Alfred-Dreyfus - Réf. 0077C78-L046 - Lot n°31

Un appartement T2 de 50,20 m² au 3^{ème} étage avec parking en sous-sol.
Classe énergie : C (79 kWh/m².an) - Classe climat : C (13 kgCO2/m².an). Montant des dépenses d'énergie pour un usage habituel estimé à 550 €/an (prix moyens des énergies indexés au 01/01/2021, abonnements compris).
Copropriété de 172 lots (dont 55 logements) sans procédure en cours.
Charges de copropriété estimées à 1.200 €/an.
Prix : 143 400 €
Honoraires à la charge du vendeur

Contact **Quadralf Transactions**
dalila.behal@quadralf.fr
06.48.20.48.27

Les informations sur les risques auxquels ce bien est exposé sont disponibles sur le site Géorisques (www.georisques.gouv.fr). Sous réserve de priorité conformément aux dispositions de l'article L443-11 du CCH relatif aux ventes de logements sociaux. Visitez sur rendez-vous. Remise des offres d'achat au plus tard 1 mois à compter de la parution de cette annonce, par e-mail et selon les dispositions consultables sur https://www.quadralf.fr/pub-vacants

Quadralf
Transactions



Groupe ActionLogement

VEND

AU PLESSIS ROBINSON (92350)

Copropriété de 53 lots (dont 53 logements) sans procédure en cours - Honoraires à la charge du vendeur

Appartement T4 de 79,00 m² au 2^e étage avec parking en sous-sol - 3 Grande Rue - Réf. 0129F92-L012 - Lot n°14113.

Classe énergie : C (95 kWh/m².an) - Classe climat : C (17 kgCO₂/m².an) - Montant des dépenses d'énergie pour un usage habituel estimé à 900 €/an (prix moyens des énergies indexés au 01/01/2021, abonnements compris) - Charges de copropriété estimées à 1.950 €/an

Prix : 395 645 € (prix parking inclus)

Appartement T3 de 62,35 m² au 4^e étage avec parking en sous-sol - 2 Villa des Azalées - Réf. 0129F92-L023 - Lot n°14211.

Classe énergie : C (89 kWh/m².an) - Classe climat : C (15 kgCO₂/m².an) - Montant des dépenses d'énergie pour un usage habituel estimé à 650 €/an (prix moyens des énergies indexés au 01/01/2021, abonnements compris) - Charges de copropriété estimées à 2 035 €/an

Prix : 328 807 € (prix parking inclus)

Appartement T2 de 45,00 m² au 2^e étage - 2 bis Villa des Azalées - Réf. 0128C92-L047 - Lot n°12304.

Classe énergie : C (109 kWh/m².an) - Classe climat : C (19 kgCO₂/m².an) - Montant des dépenses d'énergie pour un usage habituel estimé à 580 €/an (prix moyens des énergies indexés au 01/01/2021, abonnements compris) - Charges de copropriété estimées à 1 508 €/an

Prix : 219 400 € (prix hors parking)

Possible d'acquérir un parking en sous-sol : + 15 000 €.

Appartement T2 de 46,00 m² au 3^e étage - 2 bis Villa des Azalées - Réf. 0128C92-L049 - Lot n°12306.

Classe énergie : C (109 kWh/m².an) - Classe climat : C (19 kgCO₂/m².an) - Montant des dépenses d'énergie pour un usage habituel estimé à 600 €/an (prix moyens des énergies indexés au 01/01/2021, abonnements compris) - Charges de copropriété estimées à 1 508 €/an

Prix : 230 000 € (prix hors parking)

Possible d'acquérir un parking en sous-sol : + 15 000 €.

Appartement T4 de 75,50 m² au 2^e étage avec parking en sous-sol - 8 avenue Charles de Gaulle - Réf. 0128C92-L005 - Lot n°12005.

Classe énergie : C (87 kWh/m².an) - Classe climat : C (15 kgCO₂/m².an) - Montant des dépenses d'énergie pour un usage habituel estimé à 750 €/an (prix moyens des énergies indexés au 01/01/2021, abonnements compris) - Charges de copropriété estimées à 2 062 €/an

Prix : 372 000 € (prix parking inclus)

Appartement T3 de 59,00 m² au 3^e étage avec parking en sous-sol - 10 avenue Charles de Gaulle - Réf. 0128C92-L029 - Lot n°12109.

Classe énergie : C (85 kWh/m².an) - Classe climat : C (14 kgCO₂/m².an) - Montant des dépenses d'énergie pour un usage habituel estimé à 600 €/an (prix moyens des énergies indexés au 01/01/2021, abonnements compris) - Charges de copropriété estimées à 1 703 €/an

Prix : 304 100 € (prix parking inclus)

Appartement T4 de 79,17 m² au 1^{er} étage avec parking en sous-sol - 10 avenue Charles de Gaulle - Réf. 0128C92-L024 - Lot n°12104.

Classe énergie : C (98 kWh/m².an) - Classe climat : C (18 kgCO₂/m².an) - Montant des dépenses d'énergie pour un usage habituel estimé à 900 €/an (prix moyens des énergies indexés au 01/01/2021, abonnements compris) - Charges de copropriété estimées à 2 050 €/an

Prix : 383 400 € (prix parking inclus)

Appartement T4 de 80,00 m² au 2^e étage avec parking en sous-sol - 10 avenue Charles de Gaulle - Réf. 0128C92-L027 - Lot n°12107.

Classe énergie : C (94 kWh/m².an) - Classe climat : C (17 kgCO₂/m².an) - Montant des dépenses d'énergie pour un usage habituel estimé à 900 €/an (prix moyens des énergies indexés au 01/01/2021, abonnements compris) - Charges de copropriété estimées à 2 162 €/an

Prix : 395 200 € (prix parking inclus)

Appartement T2 de 44,52 m² au 2^e étage - 14 avenue Charles de Gaulle - Réf. 0128C92-L035 - Lot n°12202.

Classe énergie : C (118 kWh/m².an) - Classe climat : C (21 kgCO₂/m².an) - Montant des dépenses d'énergie pour un usage habituel estimé à 600 €/an (prix moyens des énergies indexés au 01/01/2021, abonnements compris) - Charges de copropriété estimées à 1 280 €/an

Prix : 218 600 € (prix hors parking)

Possible d'acquérir un parking en sous-sol : + 15 000 €.

Appartement T4 de 73,50 m² au 4^e étage avec parking en sous-sol - 14 avenue Charles de Gaulle - Réf. 0128C92-L043 - Lot n°12210.

Classe énergie : C (119 kWh/m².an) - Classe climat : C (22 kgCO₂/m².an) - Montant des dépenses d'énergie pour un usage habituel estimé à 900 €/an (prix moyens des énergies indexés au 01/01/2021, abonnements compris) - Charges de copropriété estimées à 1 850 €/an

Prix : 376 600 € (prix parking inclus)

Contact Quadral Transactions

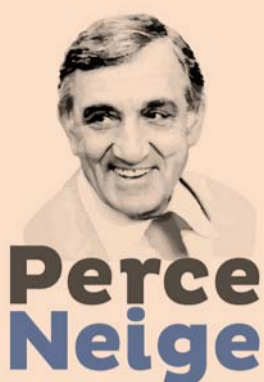
nathalie.pudlicki@quadral.fr - 06.48.42.68.54

Les informations sur les risques auxquels ce bien est exposé sont disponibles sur le site Géorisques (www.georisques.gouv.fr).
Sous réserve de priorité conformément aux dispositions de l'article L443-11 du CCH relatif aux ventes de logements sociaux.
Visite sur rendez-vous. Remise des offres d'achat au plus tard 1 mois à compter de la parution de cette annonce, par e-mail et selon les dispositions consultables sur https://www.quadral.fr/pub-vacants



 Groupement ActionLogement VENDE A MONTBELIARD (25200) Prix : 95 491 € APPARTEMENT 4P 21 RUE PIERRE TOUSSAIN 25200 MONTBELIARD	 Groupement ActionLogement MAISON 5 PIÈCES 4 RUE DES AUGES 25310 HERIMONCOURT Prix : 128 876 € Maison 5 pièces de 102,70m², garage en surface inclus.
<p>Bien : Surface de 100,27m² Carrez au 1er étage Copropriété de 21 lots principaux. Pas de procédure. Garage en sous-sol inclus N° lot copro : 70 / ID LOT ONV : 0043F25-L013 DPE C 117 / GES D 27</p> <p>Les informations sur les risques auxquels ces biens sont exposés sont disponibles sur le site : www.georisques.gouv.fr.</p> <p>Modalités de visites : sur rendez-vous, renseignements et dépôt des candidatures avec dossier complet en contactant le 06.26.78.91.53. Modalité de remise des offres : par mail ou remise en main propre (sous 1 mois à compter de la parution de cette publicité et traitée par ordre de priorité selon l'article L443-11 et suivants du CCH relatif aux ventes de logements sociaux).</p> <p>Contact : Thierry BALIZET Tél. 06.26.78.91.53 - tbalizet@nexity.fr</p>	<p>REF : 0200C25-L012 Classe énergétique : CE C 139 / GES C 27</p> <p>Les informations sur les risques auxquels ces biens sont exposés sont disponibles sur le site : www.georisques.gouv.fr.</p> <p>Modalités de visites : sur rendez-vous, renseignements et dépôt des candidatures avec dossier complet en contactant le 06.26.78.91.53. Modalité de remise des offres : par mail ou remise en main propre (sous 1 mois à compter de la parution de cette publicité et traitée par ordre de priorité selon l'article L443-11 et suivants du CCH relatif aux ventes de logements sociaux).</p> <p>Contact : Thierry BALIZET Tél. 06.26.78.91.53 - tbalizet@nexity.fr</p>

 A VENDRE CRETEIL (94000) 5. VOIE FÉLIX EBOUÉ Appartement de type F3 de 67,5 m² <small>(référence: lot n° 7021)</small>	 A VENDRE ALFORTVILLE (94140) 1 ALLEE MARGUERITE YOURCENAR Appartement de type F3 de 75,3 m² <small>(référence: lot n° 10028)</small>
<p>Étage : 3 Annexe : place de stationnement simple pour 8 000 € en sus Classe énergie : C Charges trimestrielles prévisionnelles : 460 € Copropriété de 62 logements – pas de procédure en cours</p> <p>PRIX : 220 900 € <small>(Hors frais d'acte)</small></p> <p>Notre conseillère commerciale Mme DIOMBERA diombera.s@polylogis.fr 07 56 19 45 90</p> <p>Visite sur RDV dès la libération effective des lieux. Offre d'achat à transmettre par mail au conseiller commercial au plus tard 1 mois à compter du 29/03/2024 et traitée par ordre de priorité selon l'article L 443-11 (III) du CCH relatif aux ventes de logements sociaux. Aucune offre ne pourra être prise en compte sans transmission au préalable du dossier de candidature complet (voir modalités auprès du conseiller commercial). Les informations sur les risques auxquels ce bien est exposé sont disponibles sur le site Géorisques: www.georisques.gouv.fr</p>	<p>Étage : 1 Annexe : possibilité de box en sus Classe énergie : C Charges trimestrielles prévisionnelles : 550 € Copropriété de 62 logements – pas de procédure en cours</p> <p>PRIX : 253 600 € <small>(Hors frais d'agence & frais d'acte)</small></p> <p>Notre contact L'ADRESSE – Agence d'Alfortville mathieu.fantoni@ladresse.com 01 41 79 05 18</p> <p>Visite sur RDV dès la libération effective des lieux. Offre d'achat à transmettre par mail au conseiller commercial au plus tard 1 mois à compter du 29/03/2024 et traitée par ordre de priorité selon l'article L 443-11 (III) du CCH relatif aux ventes de logements sociaux. Aucune offre ne pourra être prise en compte sans transmission au préalable du dossier de candidature complet (voir modalités auprès du conseiller commercial). Les informations sur les risques auxquels ce bien est exposé sont disponibles sur le site Géorisques: www.georisques.gouv.fr</p>



**Perce
Neige**

TRANSMISSION DE PATRIMOINE

**Tous les enfants
méritent d'être
protégés... tout
au long de leur vie**

Depuis sa création par Lino Ventura en 1966, Perce-Neige accueille et accompagne au quotidien des enfants et des adultes en situation de handicap, dans un cadre épanouissant. Protéger des enfants « pas comme les autres » tout au long de leur vie est un projet d'une ampleur exceptionnelle, auquel vous pouvez prendre part en transmettant tout ou partie de votre patrimoine à notre Fondation.

« Nous sommes à votre disposition pour échanger sur votre projet de transmission. Si vous préférez y réfléchir seul(e), nous vous invitons à demander notre brochure legs, à consulter notre site internet ou encore à contacter votre notaire. N'hésitez pas à nous solliciter si vous avez des questions, nous y répondrons avec plaisir. »

POUR TOUTE INFORMATION
Service legs, donations et assurances-vie



TÉLÉPHONE : 01 47 17 19 30
E-MAIL : liberalites@perce-neige.org

FONDATION PERCE-NEIGE

7 bis, rue de la Gare - CS 20171 - 92594 Levallois-Perret Cedex
www.perce-neige.org

Reconnue d'utilité publique, la Fondation Perce-Neige est habilitée à recevoir des legs, donations et assurances-vie en exonération de droits.